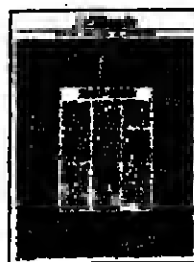




Le Monde

CAHIER SPÉCIAL

- Les figures de 1997
- L'année Plantu



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16461 - 7,50 F

MARDI 30 DÉCEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Alerte à la grippe du poulet

Hongkong ordonne l'abattage immédiat de plus d'un million de volailles pour enrayer toute possibilité de contagion. p. 3

■ Chômeurs en lutte

Plusieurs actions sont envisagées dans toute la France par les militants des associations de défense des chômeurs, avant une grande journée de manifestations le 16 janvier 1998. p. 22

■ Les flambées de Strasbourg

Près de 500 véhicules ont été incendiés dans l'agglomération strasbourgeoise en 1997. p. 6

■ Un couple amoureux des mots



Alain Rey et Josette Rey-Debove traquent depuis trente ans les tournures de langage et les mots nouveaux accumulés pour le Petit Robert. p. 9

■ Exode au Chiapas

Membre du PRI, le parti au pouvoir, le maire de la commune où a eu lieu le massacre du 22 décembre a été arrêté. Les événements ont provoqué l'exode de centaines de familles pro et antizapatistes. p. 3

■ Sauver la paix en Irlande du Nord

Après l'attentat de samedi en Ulster, en représailles à l'assassinat d'un dirigeant protestant, Londres ne veut pas laisser la violence mettre en péril les pourparlers de paix. p. 2

■ Égypte : l'excision interdite

Cassant un arrêt du tribunal administratif du Caire, le Conseil d'État a réaffirmé l'interdiction de cette pratique, courant courante dans le pays. p. 4

■ Camaret en deuil

Le village breton s'interroge sur la disparition du chalutier *Toul-an Trez*. p. 6

■ Le Val-Fourré fait son cinéma

Fondant six mois, treize jeunes chômeurs de la ZUP du Val-Fourré ont filmé leur ville, Mantes-la-Jolie. Resultat : Devant la gare. p. 19

Abonnement : 3 DM ; Amérique latine, 9 F ; Asie, 25 F ; Australie, 40 F ; Belgique, 40 F ; Canada, 25 F ; CAN, 25 F ; Chine, 25 F ; Espagne, 25 F ; États-Unis, 25 F ; France, 15 F ; Grèce, 25 F ; Italie, 25 F ; Japon, 25 F ; Liban, 25 F ; Maroc, 25 F ; Mexique, 25 F ; Pays-Bas, 25 F ; Portugal, 25 F ; Royaume-Uni, 25 F ; Russie, 25 F ; Suède, 25 F ; Suisse, 25 F ; Taiwan, 25 F ; Thaïlande, 25 F ; Turquie, 25 F ; USA (hors), 25 F ; Venezuela, 25 F ; Yémen, 25 F.

0147-1230-750 F



Les grands rendez-vous de 1998

- Notre cahier spécial revisite 1997 et trace les perspectives de 1998 ● De l'Europe au Mondial, en passant par les télécoms, la Nouvelle-Calédonie, Delacroix et le vidéodisque numérique : quatorze événements ● Une sélection des meilleurs « Plantu » de l'année

D'UNE ANNÉE à l'autre : dans un cahier spécial, *Le Monde* revisite l'année qui s'achève et feuillette l'agenda de celle qui s'annonce. Avec, en prime, une sélection par Plantu lui-même de ses meilleurs dessins de 1997.

Dans l'agenda de 1998, quatorze rendez-vous ont retenu notre attention. Dans l'actualité internationale, le lancement de l'euro, les élections législatives allemandes et la visite du Pape à Cuba ; en France, les élections régionales, les réformes judiciaires, la loi contre l'exclusion et l'échéance référendaire en Nouvelle-Calédonie ; pour les entreprises, l'avènement du marché libre des télécommunications ; en sports, la coupe du monde de football ; dans les régions, la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire ; en sciences, la lutte contre les gaz à effet de serre, l'heure de vérité pour Ariane 5 et l'arrivée du DVD, le vidéodisque numérique ; enfin, en culture, la commémoration au Grand Palais du bicentenaire de la naissance de Delacroix. Quinze figures marquantes permettront de revivre en images 1997, de la nou-



velle cohabitation au procès de Maurice Papon, de la mort accidentelle de Lady Diana à la prise de pouvoir de Laurent Désiré Kabila à Kinshasa, de la victoire de Tony Blair au krach financier en Asie, etc. L'année qui s'annonce sera décisive pour la construction européenne, avec le choix, le 3 mai 1998, des premiers pays qui participeront à l'euro à partir du 1^{er} janvier 1999. C'est dans ce contexte que la Grande-Bretagne prend pour six mois la présidence de l'Union, le 1^{er} janvier, alors même que Londres ne participera pas à la première phase de la monnaie unique. Année décisive également pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Selon la loi adoptée en 1988 à l'issue des accords de Matignon, 1998 devait être l'année d'un référendum sur l'autodétermination du territoire. Cependant le gouvernement, tout comme la plupart des dirigeants locaux, tentent de trouver un accord permettant d'éviter une solution trop tranchée.

Lire nos informations pages 2 et 5 et notre cahier spécial

M. Naouri a le champ libre pour prendre le contrôle de Casino

PROMODÉS et Rallye, la société de Jean-Charles Naouri, ont annoncé, lundi 29 décembre, un accord visant à « mettre fin au différend qui les opposait » à propos de Casino. Les deux entreprises se disputaient en Bourse le contrôle du groupe stéphanois depuis quatre mois. Promodés et Rallye renoncent aux plaintes qu'ils avaient déposées l'un contre l'autre en justice. Le groupe normand ne donnera pas suite à son OPA sur Casino, laissant le champ libre à M. Naouri pour en prendre le contrôle majoritaire. Casino et Promodés ont convenu de coopérer à l'international au travers d'une coterie d'achats et de participations croisées dans des filiales en développement, notamment en Pologne. Désormais affranchi de la famille Guichard, M. Naouri déclare au *Monde* : « Je prends le contrôle de Casino et c'est pour le long terme. »

Lire page 11

Les eaux d'« Octobre » à l'assaut de la vallée de l'Euphrate

DAMAS de notre envoyé spécial

C'est un barrage comme il en existe déjà tant et tant en Irak, en préparation encore. Il n'a pas le gigantisme de celui des Trois-Gorges, sur le fleuve Yangzi, en Chine, ou d'autres en Amazonie, mais il va barrer l'Euphrate, où l'on fouille depuis des décennies à la recherche de nos souvenirs. Décidé et réalisé aux trois quarts, il s'apprête à noyer sur une cinquantaine de kilomètres une vallée fertile, dont la terre raconte une bonne partie de l'histoire connue des débuts de l'homme.

Le projet « Octobre », a été décidé dans la foulée de « Victoire », en eau depuis longtemps déjà, au nom de l'électricité et de la bonification de terres jusque-là arides. Mais un barrage peut avoir des conséquences inattendues. Le directeur de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (Ifapo), Jean-Marie Dentzer, admet bien volontiers que ce projet a donné un coup de fouet aux fouilles soumissées au coupeur de la montagne des eaux. « Cela a été assez bien planifié ; des sites ont été définis, attribués, travaillés et les résultats ont apporté beaucoup d'éléments nouveaux en ce qui concerne le néoli-

thique », explique-t-il. « Les catastrophes archéologiques ne sont pas toujours celles que l'on croit. Au sud de la vallée de l'Euphrate, raconte le directeur de l'Institut, j'ai vu disparaître en quatre ans tout un ensemble de villages et de parcelles dont les frontières n'avaient pas été modifiées au cours des siècles, du simple fait du retour de travailleurs émigrés du Golfe qui ont fait littéralement table rase du cadastre, au bulldozer. » Dans la vallée de Manbija, la chose est sûre, une partie importante de notre histoire va disparaître. Philosophes, M. Dentzer se défie cependant de la « religion » du patrimoine, « une notion occidentale ». « Il faut voir les choses de manière paisible et ne pas opposer deux logiques : conserver pour étudier et gérer pour prévoir l'avenir. » « Ce qui compte le plus, c'est la vie des gens qui sont là-bas et qui est menacée », conclut-il.

C'est précisément le bouleversement prévisible du mode de vie des paysans, installés depuis des siècles dans le sillon vert de l'Euphrate, qui a frappé le photographe Hughes Fontaine, qui parcourait en 1995 le bassin méditerranéen pour le compte du ministère des affaires étrangères et dont le travail est actuellement exposé

à l'Institut du monde arabe (IMA), à Paris. « Je me suis intéressé dans le passé à la Nubie, en Égypte ; explique-t-il, et j'ai constaté que, si l'on avait sauvé les pierres, Abou Simbel, on avait en revanche laissé disparaître toutes les traces de la société qui occupait la vallée avant la mise en eau du barrage d'Assouan. »

A l'occasion d'un atelier de photographie organisé à Alep (Syrie) en mai 1997, Hughes Fontaine est revenu arpenter la vallée qui sera bientôt perdue. Le fruit de cette première étude, la vie en été, au moment de la moisson, a été exposé au Centre culturel français de Damas, où il a suscité un grand intérêt. Le photographe, qui vient de fixer sur sa pellicule la saison d'hiver, compte par la suite être là au moment du départ des villageois, pour la montée des eaux, et rassembler le tout en chronologie. Familier de la longue période, Jean-Marie Dentzer se montre optimiste. « Avec les eaux, assure-t-il, la sédimentation va reprendre et dans cinquante ans, cent ans, mille ans, une fois le barrage asséché, il y aura encore de beaux sites à découvrir. »

Gilles Paris

La nécessaire lutte antidopage

LE CONTRÔLE antidopage inopiné qui, à eu lieu, vendredi 26 décembre, à Tignes, où l'équipe de France de football se trouvait en stage d'oxygénation avant le Mondial 1998, a provoqué une vague d'indignation. Les autorités sportives concernées par les tests positifs aux anabolisants (nandrolone) réalisés durant l'automne font marche arrière et semblent céder aux pressions en repoussant les sanctions. Elles utilisent tous les délais légaux et évoquent des zones d'ombre scientifiques parmi lesquelles l'éventuelle fabrication naturelle de nandrolone par l'homme, une hypothèse que les études et les statistiques n'ont jamais validée.

Lire page 13 et notre éditorial page 10

TÉMOIGNAGE

Castoriadis, un titan de l'esprit par Edgar Morin

À PRÈS la guerre gréco-turque de 1921, les Grecs implantés en Asie Mineure depuis l'Antiquité et les Turcs implantés en Macédoine depuis plusieurs siècles avaient dû quitter leur terre natale, les uns et les autres subissant les premières épreuves ethniques de ce siècle. Ainsi la famille Castoriadis avait dû quitter Istanbul pour Athènes peu après la naissance de Cornelius. La seconde guerre mondiale allait orienter son destin.

L'adolescent Castoriadis rallie à Athènes, en 1944, le parti trotskiste, qui subissait la répression gouvernementale et la décision du comité central communiste d'opérer sa liquidation physique. Il se réfugie en France en 1945 et, avec Claude Lefort, il anime une hétéroclite radicalité au sein de l'hétéroclite trotskiste ; l'URSS, considérée non plus comme un État ouvrier seulement dégoûté, mais comme l'État d'une nouvelle oppression de classe, perd tout privilège révolutionnaire. « Union des Républiques socialistes soviétiques », URSS, quatre lettres, quatre mensonges, écrit-il. Il fonde en 1948, avec Claude Lefort, le groupe

Socialisme ou Barbarie, qui, sans cesser la critique du monde capitaliste, dénonce inlassablement « le présent d'une illusion », ce qui lui vaut le rejet durable de « la » gauche officielle. Nous nous étions rencontrés pour soutenir la révolution hongroise, au cours de la tumultueuse année 1956. Puis, chacun à sa façon, nous avons cheminé vers un dépassement intégrateur du meilleur de Marx dans une conception plus complexe. Comme dit Castoriadis, la continuation de Marx exige la destruction du marxisme, devenu dans son triomphe une idéologie réactionnaire. C'est dans un cercle d'abord nommé préemptoire Saint-Just, ensuite plus modestement Cercle de recherche et de réflexion sociale et politique (Cresp), que s'effectue une grande ré-élaboration, chez Lefort et Castoriadis, et où l'un et l'autre vont repenser, par des voies différentes, le problème de la démocratie.

Lire la suite page 10

Edgar Morin est directeur de recherche au CNRS.

Le Tibet au Soleil



HÉLÈNE CIXOUS

SUR L'AFFICHE, il est écrit : « En harmonie avec Hélène Cixous. » C'est dire que *Et soudain, des nuits d'éveil* n'est pas une pièce comme une autre. Le Théâtre du Soleil et Ariane Mnouchkine ouvrent leurs portes aux Tibétains, victimes de l'impérialisme chinois, pour une création collective fondée sur un exercice d'improvisation que l'écrivain a mis en forme.

Lire page 18

International	2	Finances/marchés	12
France	5	Aujourd'hui	13
Société	6	Jeun.	17
Carnet	7	Météorologie	17
Alimentation	8	Culture	18
Horizon	9	Guide	20
Entreprises	11	Radio-télévision	21

هكنا من الفصل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 30 DÉCEMBRE 1997

DIPLOMATIE La Grande-Bretagne prend le 1^{er} janvier la présidence de l'Union européenne (UE). À un moment crucial pour l'Europe, qui devra au printemps guider les

premiers pas de la monnaie unique, à laquelle Londres ne participera d'ailleurs pas encore. ● LE PREMIER MINISTRE, Tony Blair, qui a donné à la politique britannique

un tour nettement plus pro-européen que ses prédécesseurs conservateurs, a répété à plusieurs reprises qu'il ferait tout pour que le rendez-vous du 2 mai se passe le

mieux possible. ● LES PREMIERS PAYS qui participeront à l'euro à compter du 1^{er} janvier 1999 seront désignés le 2 mai. Auparavant, la présidence britannique aura à gé-

rer les premières négociations sur l'élargissement à l'est - et à Chypre - de l'UE, avant de conclure ce mandat, en juin à Cardiff, avec un sommet consacré à l'emploi.

Londres prend la présidence de l'Union à un moment crucial pour l'Europe

Le mandat de la Grande-Bretagne va couvrir à la fois la sélection des premiers participants à l'euro et les premières négociations sur l'élargissement. Tony Blair aborde ces échéances avec détermination et dans un esprit plus pro-européen que ses prédécesseurs britanniques

LONDRES
de notre correspondant
Le 5 décembre, un train Eurostar arrivait en gare de Waterloo, à Londres, décoré aux couleurs euro-

ANALYSE

C'est sur l'Europe que sont tombés M. Major et M^{me} Thatcher. M. Blair l'a très bien compris

peñnes. Tony Blair lançait ainsi sa présidence de l'Union européenne, qui débute le 1^{er} janvier à minuit. Comme symbole, il avait choisi des dessins d'enfants venus des quinze membres de l'UE, chacun symbolisant son pays sous la forme d'une étoile colorée, de l'Union Jack pour le Royaume-Uni, d'une mosaïque de drapeaux tricolores pour la France ou d'une pizza pour l'Italie. Loin de rappeler la défaite cuisante de Napoléon, la nouvelle Waterloo Station symbolisait, pour le premier ministre britannique, le nouveau lien qui unit Londres à un continent longtemps considéré comme étranger, voire hostile par le précédent gouvernement, conservateur. Un lien qui, comme la voie ferrée, est lent et tortueux du côté anglais, plus moderne et rapide de l'autre côté du Channel.

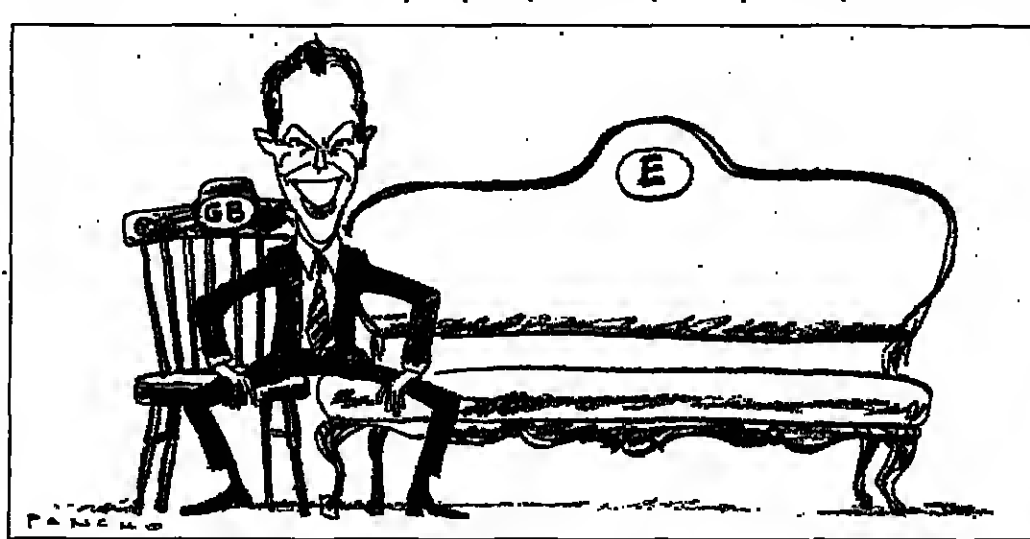
Le symbolisme de la « *people's Europe* » souhaitée par M. Blair - dont on ne sait pas très bien si on doit la traduire par « *Europe populaire* » ou « *Europe des peuples* » - peut paraître un peu puéril. Mais il ne faut pas s'y tromper, M. Blair entend tout faire pour que « sa » présidence soit un succès. Il veut exorciser cette malédiction européenne qui, depuis la guerre, s'est acharnée sur la Grande-Bretagne, souvent, il faut le reconnaître, par sa propre faute. Restée de son plein gré au bord de la route lors de la création de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) et du Marché commun - auxquelles elle ne croyait pas plus que, jusque tout récemment, à la monnaie unique - elle a, depuis son accession à la Communauté européenne, il y a un quart de siècle, vu ses gouvernements se déchirer à propos de l'Europe.

C'est sur l'Europe que Margaret Thatcher est tombée en 1989, après avoir marqué les années 80 de son obstination souvent négative, mais pas toujours, comme le montre son initiative en faveur du marché unique ou du tunnel sous la Manche. Après le désastre financier du « mercredi noir » de septembre 1992, qui vit la livre sterling piteusement décrocher du SME, le gouvernement de son successeur John Major est mort, le 1^{er} mai, d'une hémorragie de popularité et de confiance causée par la guérilla permanente menée jusqu'au sein même du cabinet par les eurosceptiques. Les tories ne s'en sont pas remis, et ne semblent pas près de le faire.

M. Blair, qui l'a parfaitement compris, a verrouillé son parti, laissant peu de place au petit groupe d'eurosceptiques de son aile gauche. Pour réaliser son ambition d'« être à nouveau un leader en Europe (...) la nation modèle du 21^{ème} siècle, un phare pour le monde », il lui fallait tout d'abord devenir le chef sans conteste de son parti. C'est fait. Son arrivée au pouvoir lui a permis de remettre les pendules britanniques à l'heure européenne. Il a ainsi réaffirmé ses convictions européennes, mais aussi sa vision du Vieux Continent et sa détermination à ne pas être moins acharné à défendre les intérêts britanniques que la Dame de fer, qu'il admire tant.

SIX PRIORITÉS

Ainsi avait-il défini dans un entretien avec *Le Monde* la philosophie qui sous-tend sa présidence : « *Je fais partie de la génération. J'ai vécu et travaillé un peu en France. Je me sens chez moi en Europe. Je l'aime, l'Europe. Je veux que la Grande-Bretagne en fasse partie. Je pense que cela fait partie de notre destin.* » Mais « *l'Europe doit changer (...)* », ajoutait-il. « *Je crois passionnément en une réforme de l'Europe. Celle-ci ne fonctionne pas actuellement au bénéfice des gens. Ses institutions perdent beaucoup de temps ; son taux de chômage est trop élevé.* » Les premiers huit mois de son gouvernement ont vu simultanément l'adhésion britannique à la



Charte sociale, son rôle actif lors du sommet de l'emploi, en novembre, l'extension de sa popularité personnelle ; mais aussi une lutte acharnée pour défendre le bœuf anglais contre le cordon sanitaire établi par Bruxelles ; ou la valine empoisonnée de Luxembourg, en décembre, pour être associé au Conseil de l'Euro, qui coordonnera les politiques économiques des pays membres de la future Union monétaire.

Concernant l'euro, le gouvernement Labour a maintenu cette attitude ambivalente si caractéristique de la diplomatie de Londres. Certes, Londres est désormais en faveur de la monnaie unique, mais les conditions ne sont pas encore propices à sa participation et la décision ne sera prise avant les prochaines élections, prévues en 2002. C'est pourtant le Royaume-Uni qui va être au gouvernail de l'Union dans cette phase décisive où sera annoncée, le 2 mai 1998, la liste des pays qui lanceront l'euro le 1^{er} janvier 1999 et où sera mise en place la nouvelle Banque centrale européenne.

Paradoxe que celui d'un gouvernement mettant en marche un processus envers lequel il reste réticent : Tony Blair comme son secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, ont promis de s'y atteler en toute impartialité. M. Cook a répété que le succès de l'opération serait une bonne chose pour le

royaume lui-même. Dans son discours de Waterloo, le chef du gouvernement britannique avait énoncé les six priorités de la présidence britannique : la réussite de l'UEM ; la recherche d'une « troisième voie pour l'Europe » entre le libéralisme et l'interventionnisme étatique, d'un modèle social basé sur une amélioration de l'employabilité de la main-d'œuvre européenne ; les négociations d'élargissement ; la lutte contre la criminalité et la drogue ; l'environnement ; enfin, « *finir la preuve que l'Europe peut œuvrer ensemble avec succès comme une force positive dans ses relations avec le reste du monde.* »

La polémique de la future banque centrale

Le chancelier Helmut Kohl a proposé à Paris un compromis sur la future Banque centrale européenne aux termes duquel le Néerlandais Wim Duisenberg présiderait la BCE avant Jean-Claude Trichet, qui lui succéderait au bout de quatre ans, écrit *Der Spiegel*. Un porte-parole du ministère allemand des finances a qualifié ces propos de « spéculations ». M. Trichet, actuel gouverneur de la Banque de France, dont Paris a présenté en octobre la candidature à la présidence de la BCE au grand dam des Allemands, pourrait dans l'intervalle succéder en janvier à Jacques de Larosière à la tête de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), d'après l'hebdomadaire, qui cite des informations du ministre allemand des finances, Theo Waigel. Dans la proposition de M. Kohl, la BCE, qui couvrira la politique monétaire de la zone euro à partir du 1^{er} janvier 1999, serait dirigée à son lancement par Wim Duisenberg, président de l'Institut monétaire européen (IME), précurseur de la BCE, poursuit *Der Spiegel*. Puis, Wim Duisenberg, qui a les faveurs de Theo Waigel et de la Bundesbank, céderait la place quatre ans plus tard, « *quand il en aura assez* », selon Theo Waigel, cité par le magazine. Le président de la BCE est nommé pour huit ans. - (AFP)

ment commencer, en parallèle, les discussions sur le nouveau cadre financier de l'Union pour les années 2000-2006. L'élargissement aura des conséquences non négligeables pour le budget et les grandes politiques communes. On peut s'attendre que les Britanniques en profitent pour défendre leur volonté, ancienne, de réformer en profondeur une politique agricole commune (PAC) qu'ils n'ont jamais vraiment appréciée et qu'ils jugent trop dispendieuse, absorbant à elle seule plus de la moitié du budget de l'UE.

Enfin le troisième grand rendez-vous de M. Blair est celui de l'emploi, clé de voûte du discours blairiste sur la « *people's Europe* ». Les gouvernements européens se sont engagés en novembre, à Luxembourg, à présenter au sommet de Cardiff, en juin, leurs plans nationaux de lutte contre le chômage, qui feront l'objet à la fin de l'année d'une évaluation par les instances communautaires.

CONVAINCRE LES EUROSCEPTIQUES

Tony Blair veut profiter de sa présidence pour tenter de faire comprendre à ses concitoyens les avantages d'une Union à l'égard de laquelle ils sont encore en majorité réticents. Si les sondages laissent apparaître une timide amélioration, M. Blair pense qu'il faudra encore du temps pour convaincre l'opinion de voter en faveur de l'euro lors du référendum qu'il a promis d'organiser pendant la prochaine législature. C'est dans la participation à ces ambitions européennes et ses objectifs intérieurs qu'apparaissent les ambiguïtés et les difficultés de la politique de Tony Blair. Il lui faut faire coïncider sa tactique électorale et sa stratégie européenne : rassurer ses partisans sur ses convictions communautaires et ses compatibilités sur sa fermeté sans faille quant aux intérêts nationaux sont en cause ; assouvir son ambition de jouer les premiers rôles en Europe sans s'aliéner le soutien d'une presse populaire - en premier lieu du *Sun* - profondément eurosceptique.

Patrice de Beer

Trois grands rendez-vous

Au cours des six mois qui viennent, l'Union européenne, présidée par la Grande-Bretagne, devra affronter un programme chargé : les dernières décisions pour le lancement de l'euro, le choix de l'envoi des négociations pour l'élargissement, la résolution de la question turque, et une première évaluation des engagements pris en matière d'emploi.

● L'euro dans un an : le 2 mai 1998, les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays de l'Union sélectionneront les pays aptes à participer à la monnaie unique. Le 3 mai, les ministres des finances désigneront le président de la Banque centrale européenne et fixeront les parités définitives entre les monnaies. Onze pays sur quinze devraient participer au lancement de la monnaie unique. La Grande-Bretagne, la Suède, le Danemark, parce qu'ils ne le souhaitent pas, ne seront pas dans la première vague. La Grèce non plus, parce que sa situation économique n'est pas conforme aux critères exigés.

● Le 30 mars : vers l'Europe à vingt-six. L'UE ouvrira officiellement, fin mars à Londres, le processus de négociations d'adhésion avec dix pays d'Europe de l'Est et Chypre. L'objectif est d'élargir l'Union, lors de la prochaine décennie, aux pays d'Europe centrale et à Chypre. Le chemin est semé d'embûches, car aucun de ces pays n'est prêt et les négociations risquent d'être longues et difficiles. D'autre part,

tout élargissement suppose au préalable une réforme des institutions européennes, de la politique agricole commune, des politiques d'aides structurelles et la définition d'un cadre financier. Concrètement, l'Union va ouvrir des négociations poussées avec six pays candidats seulement en avril : la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, l'Estonie et Chypre. Les cinq autres pays - Slovaquie, Lituanie, Lettonie, Roumanie et Bulgarie - resteront provisoirement dans une salle d'attente, faute d'avoir atteint le niveau requis.

En ce qui concerne la question turque, l'avenir de la Conférence européenne, qui doit fournir un cadre politique général aux relations entre l'UE et les pays candidats, y compris la Turquie, est compromis. La Turquie, furieuse de ne pas avoir été retenue parmi les candidats officiels à l'adhésion, a annoncé sa décision de rompre le dialogue politique avec l'UE. La Grande-Bretagne devra donc convaincre Ankara de venir s'asseoir à la table de la Conférence européenne.

● Juin : penser à l'emploi. Au sommet européen de Cardiff en juin 1998, Tony Blair demandera à ses collègues de présenter leurs plans nationaux de lutte contre le chômage. Ces plans sont supposés tenir compte des objectifs définis en novembre 1997 à Luxembourg : offrir une formation à tout jeune chômeur de six mois et une activité aux chômeurs de longue durée au bout de douze mois. - (AFP)

LA SECRÉTAIRE BRITANNIQUE à l'Irlande du Nord, M^{me} Mowlam, a affirmé, dimanche 28 décembre, que Londres ne laisserait pas la violence mettre en péril les pourparlers de paix sur l'Irlande du Nord, après la tuerie perpétrée samedi en Ulster en représailles à l'assassinat, quelques heures plus tôt, d'un dirigeant protestant.

« C'est un week-end sinistre - personne ne le nie - mais je pense que nous allons surmonter cela, car d'autres moments difficiles nous attendent dans les mois qui viennent », a déclaré M^{me} Mowlam sur Sky Television. « Cela ne sera pas facile, et ce que je veux, c'est que nous travaillions ensemble pour montrer que nous pouvons surmonter [cette crise] et que nous ne laisserons pas détruire le processus de paix », a-t-elle ajouté.

L'organisation protestante interdite de la LVF (Force de volontaires loyalistes) a revendiqué, dimanche, l'attentat de Dungannon, en Ulster, au cours duquel un homme a été tué par balles et trois autres ont été blessés devant un hôtel tenu par des catholiques. Selon des témoins, un homme a ouvert le feu devant l'hôtel Glengannon, tuant sur le coup Seamus Dillinn, 45 ans, un militant républicain qui avait purgé quatorze ans de prison pour un meurtre commis en 1980.

Cette fusillade, perpétrée par la

LVF samedi soir, est survenue douze heures après l'assassinat, à la prison de haute sécurité de Maze, près de Belfast, de Billy Wright, dit le « Roi Rat », chef de la LVF. Wright a été tué par des dévoués membres de l'Armée nationale de libération irlandaise (INLA, une dissidence de l'IRA), au moment où il était escorté dans la salle des visites de la prison où il purgeait une peine de huit ans.

Trois membres de l'INLA ont été inculpés de « meurtre et possession d'arme », et devaient être présentés, lundi, à un magistrat. Ignorant les appels au calme de Londres et des partis nord-irlandais, la LVF menace de perpétuer d'autres attentats pour venger la mort de son dirigeant. « Cette attaque ainsi que les attaques à venir sont entièrement suscitées par l'attitude des républicains. Cela fait trop longtemps que les protestants violent leur foi, leur culture et leur identité lentement bafouées », affirme un communiqué de la LVF.

Le meurtre de Billy Wright, même si sa personnalité était très controversée dans les rangs du loyalisme en raison de son opposition active et meurtrière au cessez-le-feu protestant, a attiré la colère de cette communauté. Les loyalistes, et à leur suite les unionistes, partisans non armés du maintien de l'Ulster dans le Royaume-Uni, accusaient déjà depuis plusieurs semaines les gon-

vernements de Londres et Dublin d'accorder aux catholiques républicains un régime de faveur en échange de leur trêve, notamment via des mesures de clémence envers leurs prisonniers.

HÉROS DES UNIONISTES

A tel point que les petits partis proches des milices protestantes, composante numériquement faible mais stratégique des pourparlers de paix, ont menacé d'abandonner la table des négociations. Leur boycottage viendrait de leur substance les pourparlers censés trouver d'ici à mai 1998 un compromis institutionnel entre partisans et adversaires - majoritaires - de l'unification de l'Irlande. L'absence des représentants des paramilitaires protestants condamnerait en particulier les tentatives de désarmement des milices, de l'Inch élément le plus épineux du processus.

L'INLA et la LVF - cette dernière estime que ces discussions conduiront l'Ulster à être absorbée dans la République d'Irlande - ont rejeté la trêve et tentent de faire échouer les négociations. Billy Wright avait survécu à six tentatives de meurtre par l'IRA et aux menaces de mort de la hiérarchie paramilitaire protestante loyaliste, contre laquelle il était entré en rébellion en 1996.

« King Rat », trente-sept ans, sec, musclé, le regard glacial, la

mnustache en croc et le cheveu ras, était un héros pour les irréductibles de l'unionisme armé dans son fief de Prrrtadawn (centre), mais un « *dangerous imbecile* » pour les défenseurs du cessez-le-feu protestant et un assassin sectaire redouté qui cristallisait la haine des catholiques. Père de quatre enfants, ancien marchand de primeurs que l'IRA avait contraint à fermer boutique, était devenu ces dernières années l'homme à abattre pour tant de gens qu'il ne passait plus jamais deux nuits au même endroit et vivait entouré de gardes du corps.

Deux ans après le cessez-le-feu loyaliste d'octobre 1994, Billy Wright était devenu un traitre dans les rangs de l'une des deux grandes milices protestantes. Refusant la trêve, il avait entraîné avec lui au sein de la Force des volontaires loyalistes (LVF) une centaine de membres de la brigade de mid-Ulster de l'UVF, la plus redoutée des bandes terroristes loyalistes. Quatre meurtres de catholiques ont été attribués à la LVF, mais bien d'autres à Billy Wright en particulier, depuis son entrée dans la carrière terroriste à l'âge de dix-huit ans. Il avait passé un total plus de six ans en prison pour hold-up et détention d'armes, sa dernière incarcération, en mai 1996, faisait suite à une condamnation à huit ans de prison pour meurtre de meurtre. - (AFP, Reuters.)

Pour prévenir une épidémie, Hongkong ordonne l'abattage de plus d'un million de poulets

Cette nouvelle infection grippale a déjà entraîné la mort de quatre personnes

Après la découverte d'un cas de transmission interhumaine et celle de la présence du virus H5N1 dans un élevage du territoire, les autorités sanitaires de Hongkong ont ordonné l'abattage d'environ 1,3 million de poulets et autres volailles. Les épidémiologistes ne redoutent pas, pour leur part, une large extension géographique de la diffusion de ce virus qui, jusqu'à présent, n'avait jamais atteint l'homme.

Après la découverte d'un cas de transmission interhumaine et celle de la présence du virus H5N1 dans un élevage du territoire, les autorités sanitaires de Hongkong ont ordonné l'abattage d'environ 1,3 million de poulets et autres volailles. Les épidémiologistes ne redoutent pas, pour leur part, une large extension géographique de la diffusion de ce virus qui, jusqu'à présent, n'avait jamais atteint l'homme.

Après la découverte d'un cas de transmission interhumaine et celle de la présence du virus H5N1 dans un élevage du territoire, les autorités sanitaires de Hongkong ont ordonné l'abattage d'environ 1,3 million de poulets et autres volailles. Les épidémiologistes ne redoutent pas, pour leur part, une large extension géographique de la diffusion de ce virus qui, jusqu'à présent, n'avait jamais atteint l'homme.

LES AUTORITÉS sanitaires de Hongkong ont décidé un abattage massif de la totalité des poulets et autres volailles domestiques du territoire - soit environ 1,3 million d'oiseaux - dans le but de prévenir l'extension du foyer grippal qui s'est déclaré ces derniers jours et a déjà fait quatre morts. Cet abattage a commencé dans la matinée du 29 décembre après que les commerçants ont reçu une lettre leur demandant d'arrêter leur activité et de tuer tous les poulets, canards, oies, pigeons, cailles et faisans qu'ils pouvaient posséder. Par mesure de précaution, le commerce des oiseaux ne sera autorisé que lorsque les autorités auront ramassé les cadavres et procédé à la désinfection des locaux. Les autorités de Hongkong espèrent mener à bien cette opération en moins de vingt-quatre heures. Son coût est estimé à 5,17 millions de dollars américains, sans compter le dédommagement des propriétaires.

Cette décision spectaculaire a été prise après la découverte d'un nouveau cas plaçant en faveur d'une possible transmission interhumaine de la «grippe du poulet», maladie virale qui, jusqu'à présent, ne pouvait affecter que les volailles (Le Monde du 20 décembre). Après un premier cas de transmission du poulet à l'homme, diagnostiqué en mai dernier, près d'une vingtaine de personnes ont, ces derniers jours,

été infectées par la maladie. Alors qu'aucune trace du virus H5N1 n'avait été retrouvée dans les 200 élevages de poulets et d'autres volailles du territoire, un foyer infectieux a été découvert dans l'un d'eux, des volailles ayant par ailleurs succombé dans des conditions suspectes sur le marché de Cheung Sha Wan.

TRANSMISSION INTERHUMAINE Selon le gouvernement du territoire, l'apparition de cette «grippe du poulet» peut avoir été provoquée par des volailles contaminées importées de Chine continentale. Jusqu'à présent les épidémiologistes dépêchés à Hongkong par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les centres for disease control (CDC) d'Atlanta se vou-

laient rassurants. Ils expliquaient notamment que la détection de nouveaux cas était, selon toute vraisemblance, plus le fruit du renforcement de la surveillance sanitaire que le signe d'un accroissement de la transmission du virus H5N1 des oiseaux à l'homme.

Ces mêmes épidémiologistes estimaient que seule la démonstration de l'existence d'une transmission interhumaine imposerait des mesures préventives drastiques. Or on sait aujourd'hui qu'un médecin de Hongkong qui avait soigné l'enfant infecté - et décédé - en mai dernier est à son tour atteint sans avoir, pense-t-il, été en contact avec des volailles. Pour le docteur Daniel Lavanchy, responsable du laboratoire de virologie de l'OMS, si l'existence d'une transmission

interhumaine du virus est prouvée, «le risque en apparaît peu élevé».

«Le virus ne possède pas les caractéristiques nécessaires pour se répandre parmi les populations», ajoute le docteur Lavanchy. C'est également l'opinion de Kelli Fukuda (CDC), qui estime que «les risques de contamination entre humains sont faibles».

Les autorités de Hongkong avaient, dans un premier temps, décidé l'interdiction des importations de poulets en provenance de Chine continentale, interdiction qui restera en vigueur jusqu'à ce que les analyses confirment l'innocuité de ces volailles. En décidant cet abattage massif, les autorités espèrent éradiquer de manière définitive la source infectieuse. Les épidémiologistes ençoignent pour leur part afin de savoir si d'autres animaux ne pourraient pas être porteurs de ce virus. Si la situation actuelle n'est pas, selon les spécialistes, il faut toutefois tenir compte de la propriété qu'ont les virus grippaux de muter aisément, la modification de leur patrimoine génétique pouvant leur conférer une très grande virulence vis-à-vis de l'espèce humaine. Il faut aussi savoir que Hongkong n'est pas actuellement dans une période saisonnière d'épidémie grippale, et qu'à ce titre, nul ne peut prévoir comment la situation va évoluer.

Jean-Yves Nau

Le massacre d'Acteal provoque l'exode de milliers d'Indiens du Chiapas

Le maire PRI de Chenalhó a été arrêté

MEXICO de notre correspondant L'arrestation et l'inculpation, samedi 27 décembre, de Jacinto Arias, maire de la commune chiapanèque où, lundi 22 décembre, quarante-cinq Indiens tzotzils ont été massacrés, n'a surpris personne. Le nom du maire de Chenalhó, soupçonné d'avoir fourni des armes et des véhicules aux assassins, avait en effet été cité à plusieurs reprises par les familles des victimes et par le prêtre français de ce village, Michel Chanteau, qui avait lui-même été menacé de mort par M. Arias, le mois dernier (Le Monde daté des 28-29 décembre).

Aux dires des responsables de l'enquête, qui font état de cinq témoignages concordants, le maire serait l'instigateur de la tuerie qui a également fait trente et un blessés parmi la population d'Acteal, un hameau situé dans la commune de Chenalhó, à une cinquantaine de kilomètres de San Cristóbal de Las Casas. M. Arias est un des caciques tzotzils de la région des hautes terres, désigné à la tête de la commune par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui dirige le Mexique depuis soixante-huit ans. La guérilla zapatiste et le diocèse de San Cristóbal l'accusent d'être à la tête d'un groupe «paramilitaire» lié au PRI, Mascara Rojas (masque rouge).

Outre M. Arias, qui au cours de l'interrogatoire mené durant sa garde à vue, le 27 décembre, a nié toute participation au massacre, quarante-deux autres personnes, dont trois mineurs, ont été mis à la disposition des tribunaux. «Nous irons jusqu'au fond des choses et nous ne céderons à aucune pression, quelles que soient les personnes impliquées», a tenu à affirmer le responsable de l'enquête, José Luis Ramos.

CONFLIT IDÉOLOGIQUE Pour l'instant, les autorités judiciaires privilégient l'hypothèse selon laquelle la tuerie d'Acteal serait la conséquence de vieilles querelles familiales, aggravées par le conflit idéologique entre partisans et adversaires de la guérilla zapatiste. Les victimes, pour la plupart des femmes et des enfants, appartenaient en effet à l'organisation zapatiste Las Abejas (les abeilles).

Le chef de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le «sous-commandant Marcos», a réfuté la version officielle. Dans un

long communiqué, il reprend les accusations lancées quelques jours plus tôt contre le président Ernesto Zedillo, dont, cette fois, il ne cite pas le nom. «Le gouvernement du Chiapas, affirme-t-il, a dirigé le crime d'Acteal, avec la complicité des autorités fédérales, en particulier des ministères de l'Intérieur, de la Défense et du Développement social. (...) L'objectif était d'anéantir la base sociale de l'EZLN, constituée par les indigènes. (...) L'ordre d'en finir avec les rebelles est venu de très haut». Citant les informations recueillies par «les services de renseignement de l'EZLN», Marcos assure que les assassins appartenaient à un groupe «paramilitaire» créé par le gouvernement et équipé par l'armée pour que «les indigènes se fassent la guerre».

NÉGOCIATIONS INTERROMPUES

Le gouvernement a catégoriquement rejeté ces affirmations, accusant Marcos de «se servir de la tragédie pour inciter à la haine». Quant au président Zedillo, il s'est à nouveau engagé, à l'issue d'une réunion avec les ministres de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice, à «appliquer toute la rigueur de la loi» aux responsables de la tuerie.

Alors que les négociations sont interrompues depuis seize mois à la suite d'un désaccord sur la portée de l'autonomie indigène, le président mexicain a réexprimé son souhait de parvenir à la paix au Chiapas par la voie du dialogue. Peu auparavant, plusieurs centaines de manifestants avaient protesté devant la résidence officielle du chef de l'État pour exiger la démission du ministre de l'Intérieur et du gouverneur du Chiapas. Les membres de la commission parlementaire, formée de représentants de tous les partis élus au Congrès, se sont rendus sur les lieux de la tragédie ainsi que dans les villages voisins, où ils ont pu assister à l'exode suscité par les récents événements. Zapatistes et antizapatistes ne voulant plus vivre ensemble dans les mêmes villages, chaque groupe fuit vers des lieux plus sûrs, à l'abri de possibles représailles du groupe adverse.

Déjà, en janvier 1994, quelque trente mille petits paysans terrorisés s'étaient lancés massivement sur les chemins de l'exode, fuyant les combats provoqués par l'insurrection zapatiste dans la forêt lacandonne.

Bertrand de la Grange

Les Serbes radicaux de Bosnie paralysent une réunion du Parlement

SARAJEVO de notre correspondant Les ultra-nationalistes serbes se sont employés, samedi 27 décembre, à bloquer le fonctionnement du nouveau Parlement de la République serbe de Bosnie (l'une des deux entités formant, avec la Fédération croato-musulmane, la Bosnie-Herzégovine), obligeant le représentant de la communauté internationale à les menacer de sanctions.

Après dix heures de querelles de procédure sur l'ordre du jour, la nouvelle Chambre issue des élections législatives anticipées des 22 et 23 novembre derniers a en effet ajourné sa séance, au 12 janvier, sans parvenir à élire son président et ses deux vice-présidents, ni à établir un calendrier pour la formation du futur gouvernement. Les ultra-nationalistes du SDS (Parti démocratique serbe) - premier parti au Parlement mais qui n'y dispose plus de la majorité absolue - sont les principaux responsables du blocage de cette première séance. Dans un premier temps, ils ont interdit la retransmission télévisée souhaitée, «au nom de la transparence», par Biljana Plavšić,

la présidente de la République serbe (RS), soutenue par la communauté internationale et dont le parti, l'Alliance populaire serbe, détient quinze sièges. Ils ont ensuite refusé tout partage du pouvoir. Exigeant la présidence du Parlement, ils ont également demandé les deux vice-présidences, pour eux et leurs alliés du Parti radical (extrême droite). Enfin, les ultra-nationalistes ont refusé la candidature de Miladin Jovanović comme premier ministre du futur gouvernement. Cet économiste de 39 ans, jugé comme modéré, avait été proposé par Biljana Plavšić, l'ennemie du SDS. Or ce parti estime que ce poste lui revient de plein droit.

L'OMBRÉ DE RADOVAN KARADŽIĆ

Supervisé par l'Allemand Hanns Schumacher, adjoint au haut représentant civil en Bosnie, la séance a tourné court et a creusé un fossé entre les ultra-nationalistes, hostiles aux accords de paix de Dayton, et les «modérés» de M^{me} Plavšić qui y sont favorables. Une nouvelle fois, l'ombre de Radovan Karadžić a pesé sur les débats. Inculpé pour crimes de guerre, l'ancien chef des Serbes de Bosnie a ordonné aux députés du SDS

de «tout faire pour empêcher la formation d'un gouvernement et de ne pas coopérer avec M^{me} Plavšić, une personnalité inféodée à l'Occident».

La communauté internationale misait sur cette nouvelle Assemblée pour faire redémarrer les institutions de la RS, en panne depuis que le conflit est ouvert entre «modérés» et ultra-nationalistes. Hanns Schumacher a rappelé aux députés que la conférence de Bonn sur le suivi des accords de paix avait élargi, début décembre, les pouvoirs de Carlos Westendorp. Le haut représentant est autorisé à prendre des mesures contraignantes. Usant de ce nouveau droit, Hanns Schumacher a énuméré une série de dix mesures que le Parlement serbe doit prendre dans un délai d'un mois. La livraison des criminels de guerre figure en bonne place, de même que le retour des réfugiés chez eux, et la libre circulation des individus et des biens. L'adjoint au haut représentant a menacé les élus serbes de sanctions si cette élection n'était pas respectée, sans toutefois en dévoiler la nature.

Christian Lecomte

crucial pour l'Europe

remières négociations sur l'élargissement des prédecesseurs britanniques

Les premières négociations sur l'élargissement de l'Union européenne à l'est - et à Chypre - de l'UE, avant de conclure ce mandat, en juin à Cardiff, avec un sommet consacré à l'emploi.

Les premières négociations sur l'élargissement de l'Union européenne à l'est - et à Chypre - de l'UE, avant de conclure ce mandat, en juin à Cardiff, avec un sommet consacré à l'emploi.

Les premières négociations sur l'élargissement de l'Union européenne à l'est - et à Chypre - de l'UE, avant de conclure ce mandat, en juin à Cardiff, avec un sommet consacré à l'emploi.

de du Nord

ers de paix

de du Nord
ers de paix

Portrait de groupe AVANT démolition

Denis Robert René Taesch

STOCK

Un général conservateur prend la tête du Parti communiste vietnamien

Hanoï devrait subir en 1998 les effets de la crise économique

Le général Le Kha Phieu, 66 ans, a été nommé, vendredi 26 décembre, secrétaire général du Parti communiste vietnamien en remplacement de

Do Muoi, âgé de 80 ans. Ce militaire conservateur serait plutôt en faveur d'un ralentissement du rythme des réformes économiques, à la dif-

férence du premier ministre et du président, tous deux partisans de la libéralisation à l'heure où le Vietnam risque d'être touché par la crise.

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Les réorganisations de la direction du Parti communiste vietnamien sont toujours l'affaire de savants dosages entre des clans aux contours mal définis. L'élection, vendredi, du successeur de l'actuel secrétaire général Do Muoi, n'a pas échappé à la règle : le nouveau numéro un, Le Kha Phieu, dont la nomination devait être officiellement annoncée lundi 29 décembre, est un militaire originaire du Nord, alors qu'une Assemblée nationale fraîchement élue avait porté, en septembre, à la présidence du pays un civil du centre, Tran Duc Luong, et à la tête du gouvernement un autre civil, le « Sudiste » Phan Van Khai.

Qu'un plénum du comité central réuni pour faire le point des questions économiques - et non un congrès du PC - ait procédé au remplacement de Do Muoi, âgé de quatre-vingts ans et fatigué, a constitué la principale surprise. Mais la promotion de Le Kha Phieu, un général de division de soixante-six ans qui dirigeait l'influent département des affaires politiques de l'armée populaire, préserve les intérêts des militaires et offre apparemment une garantie aux conservateurs, le président Luong et surtout le premier ministre Khai passant pour être favorables à une libéralisation économique susceptible de relancer une expansion qui s'essouffle.

Au terme de deux ans de difficiles négociations, la trêve qui a géré le Vietnam depuis 1991 (Do Muoi, Le

Duc Anh et Vo Van Kiet ; moyenne d'âge : soixante-dix-sept ans) a donc cédé à une équipe plus jeune la charge de faire plonger le Vietnam dans le XXI^e siècle. Mais il s'agit d'une transition sous surveillance : les trois anciens se retrouvent conseillers spéciaux du comité central du PC, dont l'âge moyen des dirigeants tourne désormais autour de soixante-trois ans. D'une trêve à la suivante, la direction communiste en reste donc à la méthode de la prise de décision par consensus.

Cette manière de procéder confirme que, même s'il est partagé, le mouvement communiste, qui avait amorcé l'ouverture du pays en 1986, est toujours tenté par une pause. « Quand votre estomac est plein, vous devez vous arrêter de manger », avait déjà résumé, le 20 novembre, Do Muoi, secrétaire général du PC, à des journalistes qui l'interrogeaient sur le rythme de la libéralisation. Les communistes devraient donc continuer d'afficher leur scepticisme à l'encontre des partisans de nouvelles réformes.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Si les donateurs du Vietnam se sont engagés, le 12 décembre à Tokyo, à accorder à Hanoï en 1998 une aide globale de 2,4 milliards de dollars, soit l'équivalent de l'évolution de 1997, cette décision s'est cependant accompagnée de fermes mises en garde. Selon la Banque mondiale, le taux de croissance s'est situé, en 1997, dans une fourchette de 7,5 % à 8,5 % (contre les

9,5 % prévus) et, faute de mesures de soutien, il pourrait n'être que de 5 % en 1998. Depuis deux ans, les investissements étrangers déclinent (5 milliards de dollars approuvés en 1997, contre 8,7 milliards en 1996).

Ce qui a fait dire à Lee Kuan Yew, le patriarche de Singapour, invité début décembre au Vietnam, que les investisseurs étrangers n'étaient pas venus pour « reconstruire le Vietnam » mais prenaient le risque d'y perdre « leur capital en attendant que le gouvernement vietnamien leur offre des conditions leur permettant d'obtenir des retours équitables ».

DÉVALUATION SUPPLÉMENTAIRE

La crise asiatique a eu, jusqu'à présent, des effets limités car le dong est une monnaie non convertible et n'a été, de facto, dévalué que de 10 %. Mais le Vietnam pourrait en subir les conséquences dès la nouvelle année. A eux seuls, la Corée du Sud, le Japon et Taïwan représentent le tiers des quelque 30 milliards de dollars d'investissements étrangers agréés depuis 1990. De son côté, Singapour est le premier investisseur, avec 5 milliards de dollars approuvés. Et tous ces pays se retrouvent au cœur de la crise ou à sa périphérie.

Les exportations vietnamiennes commencent, en outre, à se heurter à la concurrence de celles des pays voisins, désormais plus compétitifs à la suite de l'effondrement de leurs monnaies. La chute du baht (plus de 40 % par rapport au dollar depuis juillet) rend le riz thaïlandais, de meilleure qualité, très concu-

rentiel (le Vietnam et la Thaïlande sont les deux premiers exportateurs mondiaux de riz). Le dong vietnamien est donc soumis à des pressions en faveur d'une dévaluation supplémentaire.

Enfin, l'aide internationale reconduite à Tokyo joue un rôle crucial dans le financement d'infrastructures indispensables. Or, si la crise régionale se prolonge, cette aide aura plutôt tendance à diminuer : tout en maintenant le montant attribué au Vietnam, le Japon vient de réduire de 10 % son aide globale à l'étranger. La Banque mondiale et le FMI font par ailleurs pression sur Hanoï pour forcer le Vietnam à réduire un secteur public dominant, déficitaire et subventionné. Ils veulent également que soient encouragés les investissements étrangers qui ont contribué à la prospérité de ces dernières années.

La réorganisation de la direction du PC semble toutefois refléter une volonté de préserver avant tout les équilibres à l'intérieur du parti. « Si le FMI et la Banque mondiale émettent des demandes excessives, avait encore dit Do Muoi fin novembre, le Vietnam ne peut se permettre d'y répondre », soulignant la primauté des questions liées à « la souveraineté, l'indépendance et l'expansion des relations internationales ». Les précédents laissent donc plutôt penser que le conservateur Le Kha Phieu ne se démanquera que progressivement de ce langage.

Jean-Claude Pomonti

Le Conseil d'Etat égyptien interdit l'excision

L'application de cet arrêté devrait toutefois se heurter à de sérieuses difficultés

LE CAIRE

de notre correspondant
L'excision est désormais interdite en Égypte. Le Conseil d'Etat a décidé, dimanche 28 décembre, qu'il était « désormais interdit de pratiquer l'excision même en cas de consentement de la fille et des parents ». Le Conseil d'Etat a assimilé l'excision à la mutilation corporelle, interdite par le code pénal, qui punit de trois ans de prison « quiconque porte atteinte au corps humain sans nécessité médicale ». « Il n'y a donc pas lieu de voter une loi spéciale pour interdire l'excision », a conclu la plus haute autorité juridique égyptienne.

Le 24 juin, des islamistes conduits par cheikh Youssef El Badri étaient parvenus à faire casser par un tribunal administratif du Caire un arrêté adopté le 17 juillet 1996 par le ministre de la Santé, Ismail Sallam, interdisant l'excision dans tous les hôpitaux et dispensaires publics, ainsi que sa pratique par tout le personnel médical étatique. Cette pratique, selon les islamistes, était non seulement licite, mais recommandée par la Sunna (dites et actes du Prophète Mahomet). Mais le Conseil d'Etat en a jugé autrement et a donné raison au ministre de la Santé qui avait interjeté appel.

tiennes des droits de l'homme (OEDH). Cette dernière avait intenté un procès à l'ancien cheikh d'El Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, qui avait émis en octobre 1994 une fatwa (décret religieux) autorisant l'excision.

La décision du Conseil d'Etat met un terme à une longue polémique juridico-politique, qui avait commencé en 1959 avec l'arrêté ministériel N 74, interdisant aux non

médicins de pratiquer l'excision. L'actuel grand imam d'El Azhar, cheikh Mohamed Sayed Tantawi, avait relancé le débat en affirmant que rien en islam n'empêchait l'interdiction de l'excision, si les médecins jugeaient la pratique « nocive à la santé ».

L'arrêté du Conseil d'Etat sera toutefois très difficile à appliquer. La coutume de l'excision est profondément ancrée chez la majorité

des Égyptiens, qu'ils soient musulmans ou chrétiens : 97 % d'après une étude gouvernementale, dont le sérieux est mis en doute par ceux qui s'opposent à l'excision. Autre problème : 60 % des excisions sont pratiquées dans l'intimité du domicile par des barbiers. Les filles n'ayant généralement pas leur mot à dire, on voit mal qui trait d'excision l'opération à la police.

Même la campagne anti-excision que se propose de lancer le ministère de la Santé après la décision du Conseil d'Etat risque d'avoir peu d'effet. Une étude a en effet démontré que l'éducation ne réduisait pas vraiment la pratique de l'excision. En fait, les riches, quel que soit leur niveau d'éducation, sont la catégorie sociale qui pratique le moins l'excision, dans la mesure où ils sont peu sensibles aux pressions sociales. Or le tiers des Égyptiens vit en dessous du seuil de pauvreté. Il faudra peut-être attendre une amélioration des conditions de vie pour voir l'excision sérieusement reculer.

Alexandre Bucciatti

Youssef Chahine à Bagdad

Une délégation égyptienne, comprenant plusieurs artistes, dont le réalisateur Youssef Chahine, est arrivée dimanche 28 décembre à Bagdad, pour manifester sa solidarité avec les Irakiens, victimes des sanctions imposées par l'ONU. « Nous apportons les signatures d'un million d'Égyptiens qui expriment leur soutien à l'Irak », a dit Youssef Chahine, qui a été récompensé cette année au Festival de Cannes pour l'ensemble de son œuvre. « Nous sommes là pour les enfants irakiens. (...) Nous voulons voir ce qui se passe ici », a déclaré l'acteur Raghad.

La délégation, qui comprend entre autres le secrétaire général de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme, Mohamed Mounib, et l'écrivain Naoual El Saadawi, présidente de l'Association des femmes égyptiennes, a acheminé 25 tonnes de médicaments et de caisses de nourriture pour les enfants irakiens. Elle prévoit de se rendre dans les hôpitaux et sur les sites civils qui ont été bombardés lors de la guerre du Golfe en 1991.

Trois extrémistes islamistes condamnés à mort au Caire

LE CAIRE

de notre correspondant
La Haute Cour de sécurité de l'Etat du Caire a condamné à mort, samedi 27 décembre, trois membres de l'organisation extrémiste musulmane Djamaa islamia, dont deux par contumace. Le verdict est sans appel. Ce sont les premières peines capitales prononcées à l'encontre d'extrémistes musulmans depuis le massacre de Louxor perpétré par la Djamaa islamia, qui avait coûté la vie, le 17 novembre, à 58 touristes, 2 policiers et 2 civils. Un des membres du commando extrémiste qui a exécuté la tuerie a, par ailleurs, été identifié par la police. Il s'agit d'un étudiant d'une annexe à Assiout de l'université El Azhar, la grande université de l'islam sunnite. C'est le cinquième membre du commando identifié.

La sentence de la Haute Cour de sécurité de l'Etat est d'autant plus symbolique qu'elle jugeait 33 islamistes pour une série d'attentats

perpétrés il y a cinq ans. Les opérations avaient fait 26 morts, dont trois généraux de police, et 35 blessés, dont cinq experts roumains travaillant dans une cimetière d'Assiout, l'un des fiefs islamistes de Haute-Egypte. La Haute Cour de sécurité de l'Etat a rarement prononcé, jusqu'à présent, des condamnations à mort. Sur les 101 peines capitales infligées aux extrémistes musulmans depuis six ans, 96 ont été le fait de tribunaux militaires.

GUERRE SANS MÉRCI

Le verdict de samedi reflète la détermination du gouvernement égyptien, réaffirmée par le président Moubarak, de mener une guerre sans merci aux extrémistes musulmans quel qu'en soit le prix. En effet, la Djamaa islamia avait menacé de se venger si le gouvernement ne suspendait pas sa répression. La réponse du Caire aux menaces a été un durcissement des mesures policières et judiciaires.

A. B.

Les clandestins kurdes de l'« Ararat » accueillis dans des centres de Calabre

CATANZARO. 835 immigrés clandestins kurdes, dont 73 femmes et 104 mineurs, ont été hébergés dans quatre centres d'accueil de la région de Catanzaro, en Calabre, après que le oavire qui les transportait, l'Ararat, se fut échoué sur la côte adriatique dans la nuit du 26 au 27 décembre. Tous les clandestins sont des Kurdes, de nationalité turque ou irakienne. La police a indiqué qu'aucun d'entre eux n'a présenté de demande pour bénéficier du statut de réfugié. En mai, quand 300 Kurdes avaient débarqué en Calabre, plus de 100 avaient demandé à bénéficier de ce statut, mais seulement 8 avaient reçu une réponse positive. La loi italienne accorde quinze jours aux clandestins pour quitter le territoire. Beaucoup cherchent alors à gagner la France ou l'Allemagne. Près de 3 000 Kurdes ont été interpellés en Italie depuis le début de l'année. Selon les autorités italiennes, la mafia gère ce lucratif trafic humain. Les clandestins de l'Ararat ont ainsi indiqué qu'ils avaient payé entre 3 000 et 3 500 dollars chacun pour embarquer sur le navire. - (AFP)

La Cour constitutionnelle turque doit statuer sur le parti islamiste

ANKARA. L'ancien premier ministre Necmettin Erbakan a vigoureusement critiqué, dimanche 28 décembre, la procédure judiciaire engagée contre le Parti de la prospérité (Refah, islamiste), affirmant qu'une dissolution éventuelle de sa formation constituerait « une honte pour la Turquie ». Une décision de la Cour constitutionnelle, dont les débats se sont ouverts au mois de mai, est attendue dans les jours prochains.

L'accusation reproche au Parti de la prospérité d'avoir tenté d'en finir avec le caractère laïque de la Turquie. « Si les normes judiciaires habituelles sont respectées, le Refah ne peut pas être dissous », a déclaré M. Erbakan. Mais en tout état de cause, le procès du Refah constitue une honte pour la Turquie. Necmettin Erbakan était devenu en juin 1996 le premier premier ministre islamiste depuis la fondation de la République, en 1923. Son mandat a été marqué par une lutte sourde avec l'armée, qui l'accusait de favoriser la montée du fondamentalisme. Il avait démissionné en juin 1997. - (AFP)

Un dissident chinois meurt dans des circonstances « suspectes »

HONGKONG. Un dissident chinois est mort dans « des circonstances très suspectes » après avoir disparu le 19 décembre, a affirmé dimanche 28 décembre une association de défense des droits de l'homme. Yu Zou, trente-deux ans, un étudiant actif dans le mouvement pour la démocratie en 1989, est, selon la version officielle, mort dans un accident de voiture dans le sud de la Chine. Mais un communiqué publié par le bureau hongkongais du Centre d'information pour les droits de l'homme précise qu'un policier se trouvait dans la voiture que M. Yu conduisait. « Nous trouvons ces circonstances très suspectes. Pourquoi les autorités n'ont-elles pas informé tout de suite sa famille ou la société pour laquelle il travaillait ? », a déclaré Frank Lu, porte-parole de l'association dans l'ancien territoire britannique. M. Yu avait passé deux ans en prison pour avoir collé des affiches demandant un réexamen de la version officielle du massacre de la place Tiananmen, avant d'être libéré en 1994. Juste après la répression du mouvement pro-démocratie des étudiants, Yu Zou avait été arrêté puis relâché, mais chassé de l'université. - (AFP)

AFRIQUE

■ KENYA : les bureaux de vote ont ouvert leurs portes, lundi 29 décembre, pour les deuxième élections pluralistes organisées depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1963. Les électeurs sont appelés à désigner un président et à renouveler le Parlement et les conseils locaux. Daniel arap Moi, au pouvoir depuis dix-neuf ans et âgé de soixante-treize ans, devrait obtenir un nouveau mandat présidentiel de cinq ans. Les élections ont été précédées de violences politico-ethniques cet été dans la région de Mombasa, la deuxième ville du pays. - (Reuters)

■ DJIBOUTI : le gouvernement a été remanié, dimanche 28 décembre, par le président Hassan Gouled Aptidon, à la suite du scrutin législatif du 19 décembre remporté par la coalition au pouvoir. Le premier ministre Barkat Gourad Amadou conserve ses fonctions. Trois nouveaux ministres font leur entrée au gouvernement (Intérieur, économie et finances, transports et télécommunications). - (AFP)

■ ZAMBIE : l'ancien président Kenneth Kaunda, soixante-treize ans, qui entamait lundi 29 décembre son cinquième jour de grève de la faim pour protester contre son arrestation, serait très affaibli, selon l'opposition zambienne. Lusaka n'a toujours pas donné les motifs de la détention du « père de la Nation » zambienne. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne réclament sa libération, tandis que des initiatives ont également été prises par la Libye, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et le Zimbabwe. - (Reuters)

■ ALGÉRIE : trente-sept villageois ont été égorgés dans la nuit de samedi à dimanche, notamment près de Mascara (400 km au sud-ouest d'Alger) et près de Chlef (200 km au sud-ouest d'Alger), dans des massacres attribués à des groupes islamistes armés, rapporte lundi 29 décembre la presse algérienne. Par ailleurs, vingt et une personnes appartenant à trois familles ont été assassinées à coup de hache dans la nuit de vendredi à samedi dans un village près de Médéa (80 km au sud d'Alger), où les attaquants ont incendié les maisons des victimes, selon la presse. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : les autorités ont annoncé, dimanche 28 décembre, que les quantités de lait distribuées aux enfants seront réduites le mois prochain à cause de retards dans l'application de l'accord « pétrole contre nourriture ». Cet accord reconduit en décembre permet théoriquement à l'Irak, frappé par un embargo pétrolier, de vendre du brut pour 2 milliards de dollars par semestre. - (AFP)

■ IRAN : le président Mohammad Khatami a commencé, dimanche 28 décembre, une visite officielle au Turkménistan. Il s'agit de sa première visite à l'étranger depuis son élection, en mai. Parallèlement à ce voyage, l'Iran, la Turquie et le Turkménistan ont engagé samedi « d'ultimes discussions » sur un projet de transfert de gaz turkmène vers l'Europe, via l'Iran et la Turquie. - (AFP)

■ ISRAËL : le Parti travailliste a désigné un nouveau secrétaire général, Raanan Cohen, en remplacement de Nessim Zivili. M. Cohen aura cependant peu d'influence sur le parti que contrôle étroitement le chef travailliste Ehud Barak. - (AFP)

ASIE

■ AFGHANISTAN : l'ancien président afghan Burhanuddin Rabbani a proposé, samedi 27 décembre, aux talibans au pouvoir à Kaboul, un cessez-le-feu pendant le mois saint du Ramadan ainsi que la création d'une commission de dignitaires religieux de haut rang. M. Rabbani, chassé du pouvoir en septembre 1996, s'est entretenu pendant trois jours avec les autorités pakistanaises et a estimé que le Pakistan devrait persuader les talibans de choisir la voie de la négociation, « car il ne peut y avoir de solution militaire ». - (AFP)

OUTRE-MER 1998 devrait être l'année d'un référendum sur l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie. C'est ce que prévoient les accords de Matignon, négociés en 1988,

sous l'égide de Michel Rocard, après le drame de la grotte d'Ouvéa. Mais le gouvernement, comme la plupart des dirigeants locaux, espère qu'un accord sera trouvé, permettant d'évi-

ter une solution trop tranchée. ● LA DIVISION du FLNKS ne fait que s'accroître de jour en jour, une partie de ses animateurs refusant de s'enfermer dans le « préalable minier » mis

en avant par les responsables actuels du mouvement indépendantiste, qui refusent toute négociation tant qu'ils n'auront pas obtenu entière satisfaction de la part d'Erasmé. ● UNE PRÉ-

MIÈRE réunion a eu lieu, lundi 29 décembre, à Nouméa, entre le RPCR, le mouvement anti-indépendantiste, et des dissidents du FLNKS, pour arrêter un calendrier de négociation.

Des dissidents du FLNKS commencent à discuter avec les anti-indépendantistes

Le Front de libération nationale kanak socialiste de Nouvelle-Calédonie est de plus en plus divisé. Les plus modérés de ses dirigeants récusent le « préalable minier » maintenu par les responsables officiels. Le député RPR Jacques Lafleur profite de ces désaccords

LE RÉFÉRENDUM prévu, en 1998, par les accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie aura-t-il lieu ? A deux jours de l'année expirée, la loi référendaire du 9 novembre 1988, pour l'organisation de ce scrutin d'autodétermination, tous les scénarios sont possibles.

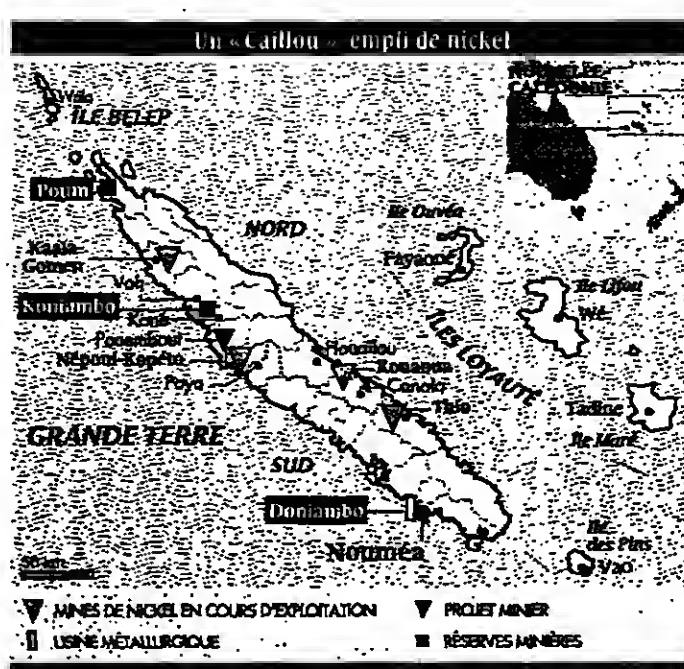
Suspendus depuis avril 1996 au règlement du « préalable minier » présenté par le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), les négociations politiques sur l'avenir institutionnel du territoire demeurent toujours incertaines. Bien que le conseil d'administration du groupe Erasmé - dont l'Etat détient 55 % du capital - ait approuvé, le 16 décembre, « les grandes lignes » du protocole d'accord, élaboré sous l'autorité du gouvernement, sur le partage des gisements de nickel, la direction du FLNKS a considéré, contre toute attente, que toutes les conditions n'étaient pas encore réunies pour lever le « préalable minier » (Le Monde daté 21-22 décembre). Elle en a profité pour repousser, une nouvelle fois, la réunion du congrès du mouvement indépendantiste, qui devait procéder à de nécessaires clarifications internes avant la reprise des négociations politiques à Paris. Depuis, chacun s'enferme dans ses positions.

Dans un communiqué en date du 23 décembre, le porte-parole du bureau politique du FLNKS, Victor Tutugoro, mettait ainsi en parallèle les « quatre jours » qui avaient été

nécessaires pour parvenir à la signature des accords de Matignon, le 26 juin 1988, et les « deux ans de tergiversations » qui viennent de s'écouler. « Comment faire croire aux Calédoniens que l'on peut engager les discussions sur l'avenir institutionnel alors qu'on est incapable de régler une simple opération de rééquilibrage ? », s'interrogeait-il. La Société minière du Sud-Pacifique, contrôlée par la province Nord (à majorité indépendantiste), et son associé canadien, Falconbridge, pour le projet d'une nouvelle usine de traitement du nickel, « ont entériné dans leur globalité les documents proposés par le gouvernement, ce que refuse Erasmé, l'opérateur de l'Etat », expliquait encore le responsable indépendantiste.

En fait, Erasmé attend surtout, pour contresigner le protocole, de connaître le montant de la subside qui doit lui être versée par l'Etat en compensation de l'échange des massifs de Paum et de Koniambo. Or l'évaluation de cette indemnité demandera plusieurs mois, alors que l'intention du médiateur nommé par le gouvernement, Philippe Essig, était de mettre en œuvre le protocole d'accord dès le 1^{er} janvier.

Considérant que l'accord donné par le conseil d'administration d'Erasmé était suffisant, plusieurs dirigeants indépendantistes ont, au contraire, décidé de se constituer, en « comité de coordination » et d'engager, sans plus tarder, des discussions avec le Rassemblement



pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste). Cette initiative, prise avec l'assentiment du président du RPCR, le député (RPR) Jacques Lafleur, pose ouvertement la question de l'unité du FLNKS et de sa représentativité. Elle ne peut qu'embarrasser le gouvernement.

Déjà, en 1996, la publication dans Le Figaro, sous la signature d'Alain Peyrefitte, d'un document de travail reconnaissant à la Non-

velle-Calédonie « une identité propre au sein de l'ensemble français » avait provoqué l'éclatement de l'équipe de négociation du FLNKS. Deux des signataires de ce document, François Burck, alors président de l'Union calédonienne (UC), et Léopold Jorédié, président de la province Nord, avaient, peu après, été écartés de la direction du mouvement indépendantiste. Ils réapparaissent aujourd'hui, dans le « comité de coordination », aux cô-

tés de Raphaël Mapou, considéré comme le numéro deux du Parti de libération kanak (PALIKA), et de deux dirigeants de petites formations non membres du Front. « Le FLNKS n'est plus un outil de combat politique. Il est devenu un industriel qui discute d'affaires minières. Il doit reprendre la place et le rôle qui lui reviennent. En attendant, et face à sa carence, nous nous substituons à lui », a expliqué M. Jorédié.

MINI-COUP D'ÉTAT INTERNE

Devant ce qui s'apparente à un mini-coup d'Etat interne au FLNKS, la première réaction des élus indépendantistes a été empreinte de beaucoup de prudence. Interrogé par Le Monde, Richard Kaloï, président du groupe du FLNKS au congrès du territoire et premier vice-président de l'UC, a dénoncé « une nouvelle opération menée par Jacques Lafleur, qui dit vouloir en face de lui un FLNKS fort, mais qui ne cesse de tenter de le déstabiliser ». « L'opération ressemble à une nouvelle "opération Figaro" visant à faire émerger une fois encore les mêmes interlocuteurs. » Pour sa part, le successeur immédiat de Jean-Marie Tjibaou à la présidence du FLNKS, Paul Néaoutyine, s'est contenté de réclamer, lundi à Nouméa sur Radio-Djido, la réunion d'un congrès du front indépendantiste et la reprise de négociations politiques, en précisant qu'il ne voulait « pas ajouter à la cacophonie actuelle ». Deux réunions étaient prévues, lundi 29 et mar-

di 30, au niveau de l'Union calédonienne puis du FLNKS, pour répondre à l'appel des dissidents du « comité de coordination ».

La stratégie de contournement de la nouvelle équipe de direction de l'UC entreprise par M. Lafleur se fonde sur la lassitude de nombreux Calédoniens, qui déplorent que trop de temps ait été perdu dans la recherche d'une « solution consensuelle ». Le « patron » de la communauté d'origine européenne a aussi enregistré avec satisfaction l'invitation lancée par Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, aux partenaires des accords de Matignon, pour organiser une rencontre à Paris « dans la deuxième quinzaine de janvier ». Pour autant, le gouvernement n'est pas dupe : le conseiller technique pour l'Outre-mer du premier ministre, Alain Christnacht, et le directeur du cabinet de M. Queyranne, Thierry Lataste, qui ont, l'un et l'autre, été en poste à Nouméa, savent à quel point il serait dangereux de jouer avec les divisions des indépendantistes.

Les plus radicaux d'entre eux redoutent toutefois que la finalisation de l'accord intervenu à la mi-décembre ne permette au gouvernement d'utiliser cet ultime moyen de pression pour privilégier, sur le plan politique, une solution institutionnelle voisine d'un simple statut d'autonomie interne.

Franck Madoenf (à Nouméa) et Jean-Louis Saux

Les composantes du FLNKS

Le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) est composé de quatre formations, de taille très inégale.

- L'Union calédonienne (UC) : c'est la composante la plus importante et la plus ancienne. Elle s'est radicalisée depuis l'élection, en novembre 1996, de Bernard Lapeu à la présidence, en remplacement de François Burck, qui avait lui-même succédé à Jean-Marie Tjibaou, assassiné le 5 mai 1989.
- Le Parti de libération kanak (PALIKA) : il est animé principalement par Paul Néaoutyine, maire de Primitivité et ancien président du FLNKS, et par Raphaël Mapou.
- L'Union progressiste mélanésienne (UPM) : elle est animée par Victor Tutugoro, actuel porte-parole du FLNKS.
- Le Parti socialiste de Kanaky (PSK) : il est très minoritaire. Plusieurs de ses animateurs, d'origine métropolitaine, sont très proches de Bernard Lapeu.
- Le Rassemblement démocratique océanien (RDO) : cette cinquième composante, qui représente les intérêts de la communauté wallisienne, est simplement considérée comme associée.

Le FLNKS est présidé par Roch Wanytan, lui-même membre de l'UC. Il est dirigé par un bureau politique de douze membres. La représentation des petites formations y est d'autant plus forte que le PALIKA, en désaccord avec le maintien du « préalable minier », n'y siège plus depuis cet été. Il compte au total dix-sept élus au congrès du territoire sur un total de cinquante-quatre. Il élit une des trois provinces, celle du Nord, présidée par Léopold Jorédié (UC). Bien que non membre du FLNKS, Libération kanak socialiste (LKS) avait été associé en la personne de Nidoïsh Naisseline, actuel président de la province des Îles, à la signature des accords de Matignon, le 26 juin 1988, sur la demande expresse de Jean-Marie Tjibaou. La troisième province, celle du Sud, est présidée par Jacques Lafleur, député RPR.

Les Calédoniens refusent l'installation de boat people chinois

NOUMÉA

de notre correspondant

Le haut-commissaire de la République, Dominique Bur, a été clair et net. Le 20 décembre, à son retour de Paris, il a déclaré : « La décision de principe a été prise de reconstruire hors du territoire national » les 110 boat people chinois arrivés sur l'île il y a six semaines. Le Collectif d'urgence humanitaire (CDUH) du territoire, qui regroupe dix-huit associations humanitaires, dont la Croix-Rouge et le Secours catholique, a dénoncé une « décision scandaleuse » et rappelle que la France est signataire de la convention des Nations unies sur le droit d'asile. Il a écrit immédiatement au chef de l'Etat, lui demandant « de donner sans délai les instructions » pour susciter à toute décision administrative « tant que ne seront pas déposées et examinées, dans le cadre prévu de la loi, les requêtes individuelles ». Dans un communiqué commun, les trois loges maçonniques représentées en Nouvelle-Calédonie (le Grand Orient de France, le Droit humain et la Grande Loge de France) enfoncent le pas à ce complot.

Ces 110 personnes - 69 hommes, 21 femmes, 19 enfants et un nouveau-né - étaient arrivées en Nouvelle-Calédonie sur deux bateaux de pêche, les 5 et 13 novembre, après deux mois de navigation le long de l'Indonésie et des côtes australiennes ; dépourvus de papiers d'identité, elles sont, semble-t-il, originaires de la province de Haïnam, dans le sud de la Chine. Nourries et soignées par les pouvoirs publics, en

collaboration avec le CDUH, les clandestins, placés en rétention administrative dans une ancienne caserne de gendarmes mobiles près de l'aéroport international à cinquante kilomètres de Nouméa, posent un problème jusqu'à l'indétermination de la législation française sur le droit d'asile n'a pas été étendue à la Nouvelle-Calédonie.

Leur débarquement avait déclenché de très nombreuses réactions hostiles (Le Monde du 18 novembre), d'autant que les autorités avaient indiqué, d'abord que le second bateau n'avait pas encore touché terre, que différents éléments laissent à penser qu'il s'agit d'une même expédition préparée de longue date, et qu'il y a une filière d'immigration clandestine tentée de se mettre en place.

TÉMOIGNAGES DE VIOLENCES

Il n'en fallait pas plus, en cette période ultrasensible, pour cristalliser bien des craintes. Dans un premier temps, tous les partis et syndicats locaux - de la droite aux indépendantistes - demandèrent le rapatriement des boat people chez eux et réclamèrent l'immigration passe sous la compétence du territoire. « La Nouvelle-Calédonie », déclara le FLNKS, ne peut et ne veut être la base avancée de la politique humanitaire de la France dans le Pacifique.

Très rapidement, le « non aux boat people » évolua vers une dénonciation par les organisations indépendantistes de l'« immigration » de

métropolitains en Calédonie « de nature à troubler un équilibre politique, économique et social délicat ». Un collectif « contre l'immigration et pour la défense de l'emploi local », regroupant notamment deux des quatre composantes du FLNKS, a depuis organisé deux marches de protestation à Nouméa.

Le CDUH continue de collecter et de traduire les récits des clandestins, destinés à accompagner leur demande d'asile. C'est une longue liste détaillée de persécutions religieuses et politiques, de violences, de tortures systématiques, de corruption et d'avortements forcés, parfois à sept mois de grossesse pour les femmes qui ne respectent pas la politique de l'enfant unique. Le soir de Noël, vingt-sept de ces boat people ont été examinés par un groupe de Médecins du monde et d'experts auprès des tribunaux. Quinze d'entre eux présentaient des lésions qui peuvent correspondre aux témoignages de violences recueillis. « Pas d'amalgame ! », tonne André Carlier, l'un des responsables du CDUH, il faut dissocier l'appel au secours de gens en danger de mort des problèmes de compétence en matière d'immigration et d'emploi, dont nous comprenons qu'ils inquiètent les Calédoniens. Porter secours à ces gens qui ne sont pas des réfugiés économiques, mais qui risquent leur vie, doit être notre réflexe, dans la tradition d'accueil mélanésienne, polynésienne et européenne. »

F. Ma.

Une première réunion d'une heure et demie

NOUMÉA

de notre correspondant

Dans la pleine chaleur de l'été austral, une première réunion de plus d'une heure et demie entre le RPCR et le « Comité de coordination des indépendantistes pour les négociations », en rupture avec le FLNKS, a eu lieu, lundi 29 décembre, au siège du Congrès du territoire. La présence de Jacques Lafleur à la tête de la forte délégation du RPCR indiquait toute l'importance que le député RPR souhaite donner à cette première prise de contact officielle, qui avait pour but de fixer une méthode de travail et un calendrier de discussions.

A la sortie, au nom du Comité, Raphaël Mapou, du Palika, a indiqué que les deux partenaires « rendraient leur copie » en mars prochain à la population calédonienne. « Il s'agit de lancer une dynamique de discussions », a-t-il expliqué, car nous avons perdu trop

de temps. Il faut fixer ce que doit être l'avenir du pays. On ne peut pas tous les ans, tous les cinq ans ou tous les dix ans mettre en cause ce que l'on a construit. Le Comité indépendantiste souhaite, par ailleurs, la venue à Nouméa, d'ici à la fin du mois de janvier, du secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, « pour que tous les partenaires de ce travail de longue haleine se voient sur le territoire ».

MATURITÉ POLITIQUE

Le député Pierre Frogier, au nom du RPCR, a jugé la réunion « intense » et exprimé sa « grande satisfaction » d'avoir « un partenaire crédible et représentatif ». Il a rappelé que son mouvement était demandeur de telles discussions « depuis des années ». « Ce n'est pas une union de circonstance, a-t-il indiqué, car chacun est décidé à aller jusqu'au bout de cette démarche ». M. Frogier a annoncé

qu'une première réunion de travail aurait lieu le 13 janvier au congrès du territoire entre les deux partenaires.

Pour sa part, Nidoïsh Naisseline, président de la province des Îles, notait avec satisfaction, à l'issue de la réunion, qu'« à la différence des accords de Matignon, dont le processus avait été enclenché depuis la métropole, cette fois-ci, c'est nous qui prenons l'initiative ». Ce co-signataire des accords de Matignon de 1988 y voit « un signe de maturité politique des élus calédoniens ». Pour sa part, RRB, le radio de Jacques Lafleur, qui présentait, dès le 24 décembre, cette reprise des discussions comme « un merveilleux cadeau de Noël », rend compte fidèlement de tous les messages de soutien de « comités locaux » indépendantistes de la brousse et des îles.

F. Ma.

L'élection de conseillers prud'homaux proches du FN est invalidée à Nice

LE TRIBUNAL d'instance de Nice a, vendredi 26 décembre, annulé les résultats des sections commerce et activités diverses du conseil des prud'hommes de Nice, que la CGT avait contestés. Le jugement fait état de l'illégalité de la liste CFNT qui avait, le 10 décembre, obtenu trois élus. Le juge a estimé qu'il y a « une implication trop évidente du FN dans la liste CFNT ». « De plus, la CFNT met en avant la défense du monde du travail français (...). On peut y voir la préférence nationale, ce qui est contraire à l'article 6 de la convention européenne des droits de l'homme », a-t-il ajouté. Estimant que « la CGT (est) la courroie de transmission du PCF », M^{re} Frédéric Hentz, avocat de la CFNT, a déclaré qu'« on ne voit pas pourquoi ce qui n'est pas légal pour le FN le serait pour le PCF », et il se serait pourvu en cassation. - (APR)

■ PARLEMENT : Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, soupçonne l'opposition de se « reposer du muscle » sur le dossier de l'immigration et critique sa pratique de l'« obstruction », dans un entretien accordé au Journal du dimanche du 28 décembre. « Cela cache certaines camouflures avec le FN », affirme-t-il. Interrogé sur une éventuelle réforme du mode d'élection des sénateurs, il répond que cette question « n'est pas à l'ordre du jour », tout en ajoutant qu'il est « légitime » de se poser la question de la représentativité du Sénat.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 30 DÉCEMBRE 1997

BANLIEUES Huit voitures ont été brûlées, dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 décembre, dans l'agglomération de Strasbourg. Quatre véhicules avaient déjà été incendiés

pendant la nuit de Noël. ● DEPUIS le début des années 90, ce phénomène est devenu une spécialité de l'agglomération strasbourgeoise. En 1996, quatre cents voitures ont été incen-

diées et le nombre devrait s'élever à cinq cents en 1997. ● ALORS que le chômage touche 9 % de la population active dans le centre de la ville, il atteint 15 %, voire 30 % dans les fau-

bourgs, et 33 % à Neuhof. Dans ce quartier, 60 % des comptes bancaires ne remplissent pas les critères de solvabilité. ● DES JEUNES des cités défavorisées ont passé une journée au

tribunal de Bobigny lors de leurs vacances de Noël. Ils ont « joué » des procès en compagnie d'avocats et de magistrats pour mieux comprendre le fonctionnement de la justice.

Le rituel des voitures incendiées s'étend dans les quartiers de Strasbourg

En 1997, près de cinq cents véhicules ont été brûlés dans les quartiers difficiles de l'agglomération alsacienne, où le chômage touche 15 %, voire 30 % de la population active. Quatre cents policiers et deux cents sapeurs-pompiers ont été mobilisés pour la nuit de la Saint-Sylvestre

STRASBOURG
de notre correspondant régional
En quelques années, Strasbourg a acquis l'image d'une ville dont le sport favori, parmi les jeunes, est d'incendier les voitures. Au cours de l'année 1995, quatre cent cinquante-deux véhicules ont été brûlés ; en 1996, le chiffre s'est élevé à quatre cents. Les autorités, qui s'attendent à un record proche de cinq cents véhicules en 1997, s'apprentent à mobiliser quatre cents policiers et deux cents sapeurs-pompiers pour la soirée du 31 décembre dans la capitale alsacienne et sa proche banlieue.

Le phénomène est apparu au début des années 90. Le scénario classique commence par le vol d'une voiture par plusieurs jeunes, le plus souvent mineurs, suivi d'un « rodéo » dans le quartier et d'un incendie au centre de la cité HLM. Au Neuhof, l'un des quartiers difficiles de Strasbourg, il y a même un emplacement appelé l'« auto-grill ». La phase rituelle de l'opération et l'intervention des pompiers et des policiers sont suivis par les parents à leur fenêtre. « Comme s'ils étaient heureux que leurs fils fassent venir les autorités pour qu'elles constatent leur situation, leur misère, et qu'elles entreprennent quelque chose », commente un policier.

La plupart des jeunes « caïds » floissent par être appréhendés. Quarante-cinq jeunes ont été arrêtés en 1995 et trente et un en 1996. Ils sont parfois écroués, mais les durées d'incarcération sont très



courtes en raison de leur jeune âge. Derrière la folle errance de ces jeunes de quartiers défavorisés - « C'est désespéré pour 95 % d'entre eux », estime Claude Siron, colonel des pompiers de Strasbourg -, se cachent parfois des trafics lucratifs. Avant de brûler les véhicules, certains jeunes s'installent désormais dans un coin discret de la cité pour prélever des pièces sur les véhicules dérobés. « C'est la première fois qu'il monnaie un copot à une voiture incendiée », constatait un policier lors d'un récent week-end chaud. La moitié des voitures incen-

diées sont des véhicules volés, souvent dans l'Allemagne voisine. Le reste est constitué d'épaves qui ne peuvent pas être enlevées par la puissance publique sans l'autorisation des propriétaires parce qu'elles sont garées sur des parkings privés. Il y a aussi des escroqueries à l'assurance. Ce volet du dossier inquiète la police nationale, qui a demandé aux compagnies d'éviter de dédommager « sous surveillance » les sinistres dus aux incendies. Jean-Marie Feltz, directeur de la police municipale, se dit préoccupé. « Il est curieux que rien n'ait changé sur le plan de l'assurance », affirme-t-il.

Pour les autorités locales, qui soulignent l'ampleur du phénomène dans les autres grands centres urbains, l'incendie de voitures n'est pas une spécialité strasbourgeoise. À l'hôtel de police, on indique que plus de sept cents véhicules ont été brûlés dans le département du Rhône. Les chiffres de Strasbourg correspondent ce-

pendant à une ville de 352 000 habitants, c'est-à-dire largement inférieure à l'agglomération lyonnaise. Depuis quelques années et contrairement à des villes de taille comparable, la capitale alsacienne tient, il est vrai, une comptabilité précise des voitures brûlées, mais l'explication paraît un peu courte. Dans une ville comme Mulhouse, où la délinquance urbaine est forte, le phénomène des voitures brûlées a, par exemple, pris moins d'ampleur.

Il faut sans doute chercher des explications dans les spécificités de la ville. Les statistiques montrent que le nombre de véhicules incendiés est en augmentation lors des soirées de rencontres européennes de football. Les forces de police sont mobilisées pour la venue, par exemple, de Liverpool ou de Milan alors que les jeunes ne peuvent assister aux matches en raison du prix élevé des billets. La médiatisation des incidents de Strasbourg semble en outre avoir un effet multiplicateur. « À chaque fois que la télé en parle, ils en remettent une couche, et du coup ils se prennent pour des vedettes », déplore le colonel Siron. Sans compter la concurrence que tentent d'exercer sur le Neuhof les jeunes des autres quartiers difficiles (Haute-Pierre, la Melau, Cronenbourg, Schlitzheim, Illkirch-Graffenstaden) afin que l'on parle aussi d'eux quand ils « crument des cuisses ».

ALCOOLISME ET TOXICOMANIE
Mais il y a, surtout, des causes plus structurelles. Malgré sa réputation en matière de transports publics, la construction du tramway a eu des effets pervers. « Ici comme ailleurs, on avait développé des logements de territoire où chacun ressoit dans son périmètre », explique Dries Ajbali, chargé de mission à la mairie pour la prévention des violences urbaines. L'entrée en service

du tramway a fait venir les jeunes défavorisés au centre-ville pour y découvrir sa richesse, d'où un sentiment de rejet fortement ressenti.

Car dans les banlieues strasbourgeoises la situation sociale est désespérée. Alors que le chômage touche 9 % de la population active dans le centre, il atteint 15 %, voire 30 % dans les faubourgs et même 33 % au Neuhof. Dans l'établissement financier installé dans le quartier, 60 % des comptes des clients ne remplissent pas les critères bancaires de solvabilité. Autre illustration de l'état de dégradation du quartier : « encourage » par la municipalité, une chaîne de distribution de pro-

duits alimentaires a implanté un supermarché, mais elle n'a pas osé afficher son enseigne commerciale - « Atac », préférant l'appellation Alliance.

Dans ces quartiers, les familles déstructurées sont la règle, l'alcoolisme et la toxicomanie font bon ménage et les « Alsaciens et les beurs » sont parfaitement intégrés dans des espaces d'exclusion et reproduisent les mêmes schémas d'exclusion », souligne M. Ajbali. Confrontés uniquement aux policiers et aux éducateurs sociaux, explique-t-il, les jeunes ont pour modèle l'éducateur, du moins pour ceux qui croient à l'ascenseur social. « Il faut réfléchir à la réussite scolaire et donner un vrai emploi à ceux qui ont eu le courage de faire des études. Sinon, les adolescents qui croient urgent de se faire leur première voiture comme on se fait sa première fille seront toujours les mêmes ».

Pourtant, Strasbourg est une ville suffisamment riche pour nourrir un maillage associatif dense qui pourrait théoriquement contribuer à la réduction de la fracture sociale. La ville a tout mis en œuvre, souvent avant les autres, pour appliquer la panoplie des mesures sociales existantes : conseil pour la prévention de la délinquance, zone d'éducation prioritaire, TUC, emplois-jeunes, etc. Elle a même obtenu le statut de zone franche pour le Neuhof, dont la rénovation est sur le point d'être achevée. Avec la mise en place du plan Ete-jeunes a coïncidé une baisse du nombre des voitures brûlées : en juillet et août, constate Jean-Charles Quintiliani, adjoint au maire, responsable de la sécurité. Pour le 31 décembre, il sera organisé un réveillon de la Saint-Sylvestre pour trois mille jeunes dans le hall Rhénus, situé dans le parc des expositions.

Marcel Scotti

Jeu de rôle au tribunal de grande instance de Bobigny

L'AVOCATE pâlit avant de se lancer dans sa plaidoirie. Sa robe est un peu grande et ses mains disparaissent, perdues dans les manches trop longues. C'est la première fois que Sabrina plaide. Cette lycéenne de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), âgée de dix-huit ans, s'est métamorphosée, ce lundi 22 décembre, en défenseur des parties civiles dans une affaire de recel.

L'accusée est très décontractée. Elle a acheté un autoradio volé « à 100 francs, monsieur le président, c'était pas cher, il vaut au moins 1 200 francs dans le commerce », explique cette élève d'une école professionnelle de secrétariat. « Mai, je vole parce que je n'ai pas les moyens. Cet autoradio, je voulais l'offrir à ma sœur qui vient d'avoir dix-huit ans », raconte Anta à la barre. L'argument fait apparemment mouche. Anta se voit infliger une simple mesure de liberté surveillée jusqu'à sa majorité.

Sabrina et Anta jouent. Comme neuf cents autres jeunes de Seine-Saint-Denis, elles se sont portées volontaires pour découvrir le fonctionnement de la justice au tribunal de grande instance de Bobigny durant une journée de leurs vacances de Noël. Plutôt qu'un cours magistral sur l'organisation de leur juridiction, les magistrats et les avocats du tribunal ont enfanté un jeu de rôle pour reconstituer des procès. Un juge préside la séance mais les autres acteurs du procès ne sont pas des professionnels : les jeunes se seront répartis les rôles.

Et ça marche. Le prétoire de la cour d'assises est bondé, même si le public n'est pas très discipliné. Certains applaudissent les réparties des accusés, d'autres se prennent la tête dans les mains après les déclarations d'un témoin. Vol, recel, racket : les trois affaires traitées les touchent de près. Quelques libertés ont été prises avec la procédure pour permettre à un maximum de jeunes de participer. « Les adolescents sont très sensibles aux décisions rendues par les tribunaux », explique Jean-Pierre Rosenczweig, président du tribunal

pour enfants de Bobigny, qui est à l'origine de cette opération. Mais ils en ignorent complètement les règles de fonctionnement. L'objectif est donc de leur permettre de rencontrer des professionnels de la justice et de se familiariser avec des notions comme la loi, les droits et les devoirs.

L'idée a séduit les jeunes contactés par les établissements scolaires et les services municipaux de la jeunesse. « Nous avons dû limiter les participants à deux cents par jour », souligne Philippe Maghériani, un appelé du contingent qui effectue son service civil au tribunal. « Moi, j'ai justice, je n'y comprends rien, mais rien du tout, raconte ainsi Esmahen, lycéenne en établissement professionnel. J'ai bien regardé une cassette du procès Barbie avec mon prof de français l'an dernier, mais la justice de tous les jours, je ne sais pas ce que c'est. » Son frère de quinze ans vient de passer en jugement pour un vol d'autoradio et il « emprunte » d'une voiture. « Ma mère s'est saignée pour rembourser le propriétaire, je crois qu'on attend quand même le jugement. En fait, je n'en sais rien, et mon frère non plus d'ailleurs. »

VOL D'AUTORADIO
La grande majorité d'entre eux ignorent totalement comment fonctionne un tribunal. « Moi, la justice, je n'y comprends rien, mais rien du tout, raconte ainsi Esmahen, lycéenne en établissement professionnel. J'ai bien regardé une cassette du procès Barbie avec mon prof de français l'an dernier, mais la justice de tous les jours, je ne sais pas ce que c'est. » Son frère de quinze ans vient de passer en jugement pour un vol d'autoradio et il « emprunte » d'une voiture. « Ma mère s'est saignée pour rembourser le propriétaire, je crois qu'on attend quand même le jugement. En fait, je n'en sais rien, et mon frère non plus d'ailleurs. »

« La majorité de ces jeunes n'a qu'une vision de la justice, celle transmise par les téléfilms américains, estime Marie-Françoise Travalé-Beauté, l'une des avocates qui encadrent les « acteurs ». Ils fantasment sur des procès à rebondissement, avec des témoins surpris qui renverseraient les situations. » Anta a décidé qu'elle ferait des études de droit pour devenir avocate. « Moi est-ce que je pourrais défendre uniquement les prévenus ? », demande-t-elle à l'issue de la journée.

Michèle Aulagnon

Le deuil silencieux de Camaret, port d'attache du « Toul-an-Trez »

CAMARET
de notre envoyé spécial
Le Breton est d'une extrême pudeur dans l'expression de ses sentiments. Lorsqu'il a du chagrin ou

REPORTAGE
« Des journaux ont demandé aux familles des photos des marins. Ça ne se fait pas »

porte le deuil, il devient quasi muet. En tout cas au-dehors, face aux étrangers. Et Dieu sait si l'étranger commence près pour un Breton. A Camaret, on n'est pas heureux de voir ces caméras, ces journalistes qui viennent s'intéresser au sort du Toul-an-Trez et de ses cinq disparus.

A la messe de 10 h 45, dimanche 28 décembre, en l'église Saint-Rémy, le curé a dit très simplement que ce Noël, qui devait être un moment d'espérance, était devenu un temps d'affliction et de solidarité avec les familles. Pas un mot de plus, pas un trémolo. Plus discret, on ne voit pas. En ville, dans les restaurants, on parle d'autre chose, comme si ça n'avait pas eu lieu. Dans les cafés du port,

comme le Vauban, on se livre pas aux confidences. Ou alors, lentement, le malheur ou est en confiance.

Mme le maire, Nadine Servant, a salué la solidarité des gens de mer en des termes qui ont touché tout le monde. Depuis cette fusteuse veille de Noël, après avoir beaucoup payé de sa personne pour faire face à ce premier coup dur de son mandat, elle a pris quelques jours de repos. Restent les adjoints, Michel Thomas, un des trois propriétaires du bateau naufragé avec le patron, Michel Menesguen, et l'armateur brestois Jacques Kuhn. Et Louis Bargain, ancien officier de la marine marchande, en retraite : « On n'a retrouvé que quelques coquilles, des bidons d'huile. Il y a des journaux qui ont demandé aux familles des photos des marins disparus. Ça ne se fait pas. Il ne faut pas oublier que les parents gardent toujours, quoi qu'on fasse, un peu d'espoir. » Même si les autorités britanniques ont annoncé, samedi 27 dans l'après-midi, l'arrêt définitif des recherches. « Les filles du patron, quand le téléphone sonne, elles espèrent toujours que c'est leur père. » Avec le patron, Michel Menesguen, quarante-huit ans, ont disparu : le mécanicien Jean Yves Sevellec, trente ans, et trois matelots, Gérard Henrio, trente ans, Jean-Pierre Keraudren, et Louis Quérel, cinquante ans.

Selon Louis Bargain, c'était un très bon équipage, des marins confirmés qui se connaissaient bien, pour certains depuis l'époque de la pêche à la langouste, du temps où la mer donnait de l'or. Camaret est si singulière en Bretagne que beaucoup la considèrent comme une ville d'hommes rudes et courageux, mais prévenants. Le dictionnaire affirme qu'« à Crozon on parle breton, à Camaret on parle français ». Tout cela à cause des marées. Parce qu'autrefois les

flottes ennemies, anglaise ou batave, ne pouvaient approcher de Brest ou une seule fois, la marée descendante les faisait reculer. Sans s'elles faisaient halte à Camaret, à mi-course, en attendant la nouvelle marée montante. Maintes batailles s'ensuivaient, et le clocher de l'église se vit rompu par un boulet batave que les Camarétois se gardèrent bien de retirer, par fierté.

LES « SEIGNEURS DE LA MER »
Les Camarétois pêchaient la langouste dans des casiers, au large de la Mauritanie et du Maroc. La langouste assurait des revenus considérables depuis la fin du XIX^e siècle. On appelait les Camarétois les « seigneurs de la mer ». Mais ceux-ci ne virent pas venir l'indépendance de la Mauritanie et du Maroc. Ils ne surent pas se reconvertir vers d'autres pêches. Quand les eaux territoriales furent élargies à la fin des années 80, les Portugais, mieux placés, moins payés, se taillèrent la part du lion. Le port de Camaret comptait en 1937 quelque 385 bateaux inscrits, dont 209 langoustiers. Il ne compte plus aujourd'hui que deux chalutiers hauturiers. C'est, du point de vue de la pêche, un port moribond. Si l'on ajoute à cela les réductions d'effectifs de la Royale, qui dispose de cinq mille hommes dans la presqu'île de Crozon, où est située Camaret, il y a de quoi se faire du souci.

On en parlait sûrement à Louis Le Pen, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, et à Jean-Claude Gaysot, ministre de l'Équipement, des transports et du logement, qui sont attendus dans les jours qui viennent. En attendant, les enfants de l'école qui suivaient les déplacements du Toul-an-Trez sur des cartes marines n'emportent plus de fax au capitaine. Il ne leur reste plus que la maquette du chalutier

pour se souvenir. Les badauds, eux, sont perplexes et circonspects sur le déroulement du drame. L'issue maintenant ne fait aucun doute, mais que s'est-il passé ? Le bateau en bois de 18 mètres, construit en 1968, était bien entretenu, avait un moteur neuf depuis un an. Louis Bargain pense qu'il a dû couler très vite, le mercredi 24 décembre entre 16 heures et 18 heures. Sur le toit de la cabine était installée une balise de détresse qui se libère sous la pression de l'eau à 30 mètres de profondeur, remonte à la surface, émet des signaux. Encore faut-il que le satellite soit dans les parages, ce qui donne une demi-heure de marge d'erreur. Le premier signal fut reçu à 20 h 15. Mais pour localiser le bateau il fallait savoir de combien avait dérivé la balise sous des vents de 120 km/h et dans des creux de 10 mètres.

Les uns pensent qu'une déferlante s'est engouffrée dans le bateau par l'arrière, qui est ouvert. Les autres, qu'il a été pris par le travers. Ou même face au vent, « à la cape ». Certains ajoutent à voix basse que le bateau n'était pas si sûr que ça, qu'il n'aurait pas dû aller plus loin que Quessant. On font remarquer que la météo n'avait annoncé que des vents force 6 alors qu'ils ont dû dépasser force 12 dans la zone où naviguait le Toul-an-Trez. Fait surprenant, on n'incrimine pas le gouvernement. Ni la mondialisation. Peut-être un peu l'Europe. Parce que le Toul-an-Trez avait fait précédemment de mauvaises pêches et qu'il voulait se rattraper en une période de fêtes où la langoustine se vend bien face à une concurrence redoutable. Mais on sait bien à Camaret que la mer est dangereuse et on n'a pas l'habitude de s'en plaindre.

Michel Braudoux

Le sinistre dans cet immeuble du 10^e arrondissement a causé la mort d'un homme

Un homme, de nationalité marocaine
dimanche 28 décembre au matin, da
die au 5-7, rue Louvel-Tessier, dans

dissement de Paris. Ce
cupé par environ
personnes, dont cent

L'attente d'un logement définitif, les familles ont refusé les solutions transitoires proposées par la Mairie de Paris.

REPORTAGE

« On refuse d'être séparés », déclare une habitante.

en face. Les appartements du n° 7 ne sont pas accessibles. C'est là, au sixième étage, que s'est déclaré, le matin du dimanche 28 décembre, l'incendie qui a très vite embrasé l'étage supérieur. Il était environ 5 heures. Un Marocain âgé d'une cinquantaine d'années vint de rejoindre sa chambre, après avoir passé une partie de la soirée dans l'une des tentes à discuter avec d'autres locataires. Depuis le mois d'octobre et l'effondrement du plafond d'un appartement, les familles occupent ces tentes à tour

d'aérer les portes du gymnase voisin comme le proposent les élus de la majorité du 10^e arrondissement soit au dormira sous la tente. »

Dans le mini-bus municipal qui s'apprête à emmener ceux qui le désirent vers le foyer Baudricourt dans le 13^e arrondissement, seulement quelques personnes ont pris place. Les autres, la grande majorité des habitants de l'immense, préfèrent rester ici, en attendant une solu-

enfant risque de se blesser en descendant les escaliers soutenus par des étais ».

En attendant, les mères s'affairent dans les tentes, préparent les biberons pour les plus petits de leurs enfants emmitouffés, fautes de mieux, dans quelques couvertures. Même si elles le souhaitent, elles ne pourraient rejoindre leurs appartements. Les uns ont été inondés par les lances à incendie des pompiers, les autres ne sont de toute façon pas habitables puisque l'électricité ne fonctionne plus.

qu'il est convenu d'appeler « le plus grand taudis de Paris ». « Il faut de toute urgence que le gouvernement demande au préfet de police de réquisitionner des immeubles de bureau pour y loger ces familles, lance Jean-Baptiste Eyraud, président de Droit au logement. Le 10^e arrondissement n'en manque pas. »

Aux petites heures du matin, lundi 29 décembre, ceux qui ont refusé d'être relogés dans un foyer dorment dans l'une des grandes tentes de la rue Jacques-Louvel-Tessier. Plusieurs dizaines de personnes, dont des enfants en bas âge, se serrent sous quelques couvertures de fortune, avec la chaleur humaine pour seul chauffage. A l'extérieur, la température est à peine de 4 degrés.

Acacio Peretra

ENTRÉES FILTRÉES

A l'extérieur des tentes, des habitants et des voisins préparent des sandwiches, proposent de l'aide. Devant l'entrée du 5-7, un policier en faction filtre les entrées. Impossible d'accéder à ce

.....

[illegible]

Des familles en attente de relogement depuis des années

L'IMMOBILE de sept étages, composé de deux corps de bât-
ment, du 5-7 rue Louis-I Tessier
est sans doute l'un des plus gran-
dauds de la capitale (*Le Monde* du
18 octobre). Il abrite environ trois
cent cinquante personnes dont
cent cinquante enfants, pour la
qualité-totale d'origine magré-
bine et africaine, dans des condi-
tions de sécurité, d'hygiène et de
promiscuité épouvantables. En-
clave de misère, située derrière
l'hôpital Saint Louis à deux pas des
berges fleuries du Canal Saint-
Martin, le « 5-7 » est, depuis une
dizaine d'années, laissé à l'aban-
don par son propriétaire.

Les couples d'eau qui obligent les femmes de l'immeuble à s'approvisionner sur le trottoir, les courcs circuits et les débuts d'incendie ponctuent la vie du 5-7. On n'y a plus de jardin, ni distribution régulière de courrier. Depuis 1990, l'immeuble fait l'objet d'interventions régulières de la préfecture de Paris qui vient étayer une « cage d'escalier ou réparer une descente d'eau. En 1996, par exemple, le préfet de Paris avait ordonné la réfection de plusieurs VCs communs de l'immeuble, devenus inutilisables ainsi que la « dépose » des fenêtres dégradées et des vitrages dans les parties communes. Depuis, les cages d'escalier sont ouvertes à tous vents.

« **INTERDICTION D'HABITER** »
Après un rapport de la commission des logements insalubres de la Ville de Paris, la préfecture a pris un premier arrêté « d'interdiction d'habiter » le 8 juillet. Mais, contrairement à ce que ce nom indique, cette procédure signifie seulement que les logements ne peuvent pas être reloués après le départ de leurs occupants. Or, ou démenage bien peu en « 5-7 ». La majorité des habitants vivent là depuis dix ou quinze ans.

Pendant des années, ni la Ville de Paris ni les services de l'Etat ne voulaient entendre parler de cet immeuble. Mais le 30 septembre, un nouvel incident a un peu accéléré les choses. Après l'effondrement d'un plafond sur une jeune femme, dans sa cuisine, les habitants, soutenus par plusieurs asso-

ciations de quartier, ont décidé de faire connaître leurs conditions de vote au « 5-7 ». Avec l'aide de la municipalité (PS) du 10^e arrondissement, des tentes ont été installées dans la rue, face à l'immeuble. Depuis, les habitants y campent, à tout tour de rôle.

Les élus du 10^e et les associations du quartier ont aussi réclamé au maire de Paris, Jean Tiberi, que soit appliquée à l'immeuble, la loi Vivien sur la suppression de l'habitat insalubre. Le 20 octobre, une délibération devait être présentée dans ce sens au Conseil de Paris. Elle sera votée à l'unanimité du Conseil alors qu'un deuxième plafond s'est effondré, le jour même.

LA PLU PART SONT SOLVABLES
Le maire est donc autorisé à lancer la procédure prévue par la loi Vivien. Celle-ci revient à exproprier l'immeuble qui est alors racheté par la Ville. La loi prévoit une indemnisation du propriétaire mais sur la seule valeur du terrain, mais, moins le coût des travaux déjà effectués ou de la démolition de l'immeuble. Elle prévoit aussi l'application des règles de la loi de 1966, concernant le rachat des logements de habitants. Michel Bulté, adjoint (RPR) au logement de la mairie de la Ville de Paris, a depuis deux mois vu tous les habitants du « 5-7 » se rendre relégués, pour moitié sur le contingent municipal de logements, pour moitié sur celui de la préfecture.

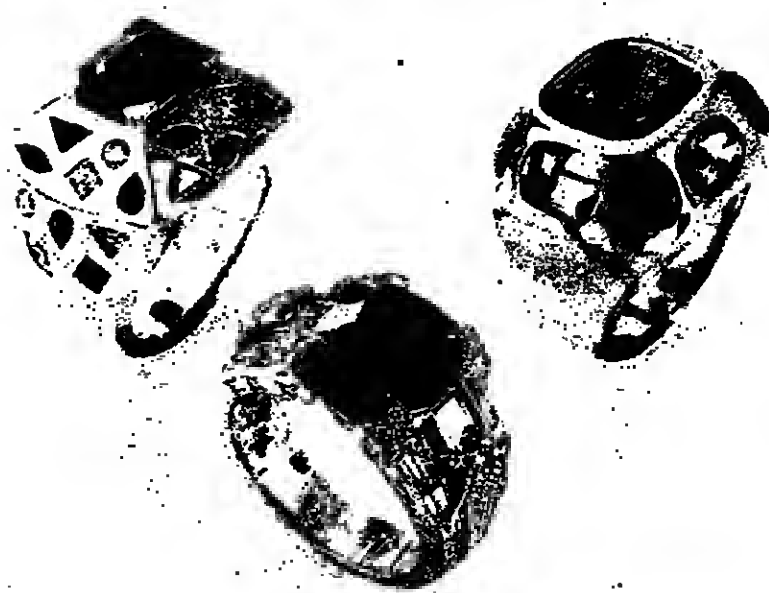
« Dès que la préfecture aura pris sa déclaration d'utilité publique, nous pourrions procéder au rachat de l'immeuble », souligne M. Bulté. Depuis deux mois, en fait, le dossier n'a guère avancé. Alors que la plupart sont solvables et que plusieurs chefs de famille sont salariés de la Ville de Paris, aucune proposition de relogement n'a été adressée aux habitants du « 5-7 ».

Après l'incendie du 28 décembre qui a entièrement détruit sept logements, les habitants, choqués, étaient plus déterminés que jamais à faire valoir leurs droits. Quinze familles seulement ont accepté les solutions d'hébergement provisoires proposées par la Ville, en foyer ou en hôtels.

Christine Gartin

CHANEL

Joaillerie



BAQUET EN OR BLANC 18 CARATS, SAPHIRS ET DIAMANTS

EXCLUSIVEMENT DANS LES BOUTIQUES CHANEL JOAILLERIE 18, PLACE VENDÔME - 0153.35.50.85 ET 40, AVENUE MONTAIGNE - 01.60.70.12.33 - PARIS
LONDON - ASPEN - BAL HARBOUR - REVERLY HILLS - CHICAGO - COSTA MESA - HAWAII - NEW YORK - PALM BEACH - TOKYO - OSAKA - HONG KONG - TAIPEI

Quartiers de Strasbourg

[illegible]

1960

[illegible]

d'attache du « Toul-an-Trez »

[illegible][illegible]

1. Einleitung
 2. Definition
 3. Ursachen
 4. Symptome
 5. Diagnose
 6. Therapie
 7. Prognose
 8. Fazit

هكذا من راحل

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Jacques Rummelhardt a été nommé ambassadeur en Belgique, en remplacement de Jacques Bernière, par décret publié au Journal officiel daté lundi 22-mardi 23 décembre.

[Né le 9 juillet 1941 à Troyes (Aube), Jacques Rummelhardt est licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1961-1962). Il a été notamment en poste à Ottawa (1964-1968), à Lagos (1968-1970), à Madrid (1970-1973), à La Haye (1973-1975) et à l'administration centrale, avant d'être ambassadeur à Panama (1987-1990), puis en Bulgarie (1990-1993) et en Thaïlande (1993-1995). Depuis août 1995, Jacques Rummelhardt était porte-parole, directeur de l'information, de la presse et de la communication du ministère des affaires étrangères.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 22-mardi 23 décembre sont publiés :
● Sécurité sociale : la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998 et la décision du Conseil constitutionnel à propos de cette loi.
● Privatisation : un décret transférant du secteur public au secteur privé la participation majoritaire détenue indirectement par l'Etat dans le GAN (Groupe des assurances nationales) (Le Monde du 24 décembre).

Au Journal officiel du mercredi 24 décembre sont publiés :
● Pollution : une circulaire et une instruction du premier ministre relative à la lutte contre la pollution du milieu marin et aux plans de secours spécialisés Polmar.
● Elections : un décret portant majoration du plafond des dépenses électorales ; un décret portant convocation des électeurs pour l'élection de députés à l'Assemblée nationale dans la 3^e circonscription des Landes et dans la 3^e circonscription de la Moselle.
● Tabac : un arrêté portant homologation du prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués (Le Monde du 25 décembre).

Au Journal officiel daté jeudi 25-vendredi 26 décembre sont publiés :

AGRICULTURE

Jeannette Gros, exploitante agricole dans le Doubs, a été élue présidente de la Caisse centrale de mutualité sociale agricole (MSA). Elle remplace Claude Amis, qui avait remis sa démission le 25 juin, au moment où avaient été découverts par la Cour des comptes des malversations à la MSA.

[Née le 11 février 1943 à Bouillères (Doubs), Jeannette Gros est exploitante dans le cadre d'un Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) dans le Doubs. Après avoir enseigné le français dans un lycée privé de Besançon, elle reprend en 1967 la ferme de ses parents. Elle élève des vaches laitières. Mariée et mère de quatre enfants, elle préside la Mutualité sociale agricole du Doubs depuis 1989. Elle est membre de la chambre d'agriculture de ce département et membre de l'association de formation des agriculteurs.]

● Justice : un décret relatif à la procédure d'admission des pourvois en cassation devant le Conseil d'Etat.

● Hôpitaux : un décret modificatif sur le statut des praticiens hospitaliers.

● Dnanes : un décret portant statut de la masse des douanes.

● Accords internationaux : un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay relatif à la suppression de l'obligation de visa de court séjour, signé à Paris le 10 avril 1997.

● Administration : une circulaire du premier ministre relative à la mise en œuvre de la déconcentration des décisions administratives individuelles et plusieurs décrets pris pour l'application aux principaux ministères du décret du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles.

● Rallye : un arrêté portant autorisation du Rallye Paris-Dakar 1998.

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

— M. et M^{me} Jean Arnaud, Louis et Christine Arnaud et leurs enfants, Olivier et Françoise Vidal et leurs enfants, font part avec tristesse du décès, le 17 décembre 1997, de

M^{me} Margot ABOUDARAM, née LAIK.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

57, quai De Dion-Bouton, 92800 Puteaux.

— M. et M^{me} Roger Canate, M. et M^{me} Gérard Portet, M. et M^{me} Gérard Dailly, M^{me} Simone Diana, Sylvie, Laurent, Gilles, Fabrice, Pierre, Olivier, Alexandre et Julien, ses enfants, sa sœur et ses petits-enfants, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Charlotte ALBANO, née MARMONIER,

survenu le 24 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu à La Bouillade, dans l'intimité familiale.

— M^{me} Josette Astaud, son épouse, Albert et Alain, ses enfants, Robert, son frère, Julia, Stéphanie et Aurélien, ses petits-enfants, Véronique, sa belle-fille, Gérard, son gendre, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques ASTAUD, (1927-1997).

Ni fleurs ni couronnes.

Ses cendres iront rejoindre celle terre du Ventoux qui l'a vu naître.

Pernis (Vaucluse).

— Le directeur et le personnel du Laboratoire de recherche des monuments historiques ont la tristesse de faire part du décès de leur ami

Jean-Marie BETTEMBOURG, Ingénieur ENSCR,

survenu le 24 décembre 1997.

— Madeleine et François Wohlgemuth, Françoise Brisset-Vignoeux, Claire Brisset, Marc Brisset, Véronique et Sudish Khanna, ses enfants, Sarah et Thomas, Vincent et Cécile, Benoît et Delphine, Martin et Axelle, Cécile, Marina, Florence, David, Emmanuel, Mohini, Sonia et Sheena, ses petits-enfants, Mathilde, Jean-Baptiste, Marion, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Charles BRISSET, née Gisèle BROUWET,

survenue à Rabastens (Tarn) le 27 décembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-deux ans,

et rappellent le souvenir de son époux, le

docteur Charles BRISSET,

disparu le 9 mai 1989.

Les obsèques auront lieu le 31 décembre, en l'église Saint-Nicolas de Ville-d'Avray, suivies de l'inhumation, au cimetière Montparnasse.

La famille remercie l'ensemble du personnel de la maison de retraite L'Hermilage, à Rabastens, pour le dévouement et la gentillesse dont il a fait preuve au cours de ces derniers mois.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Son fils, Jean Caron, et M^{me}, leurs enfants et petits-enfants, Son petit-fils, Laurent Buhler, et M^{me}, ont la douleur de faire part du décès de

Louise CLAEYSEN, épouse-veuve de Olivier (Orléans),

survenue le 13 décembre 1997, à Evreux, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Suivant son désir, elle a été inhumée à côté de ses parents, à Bois-Guillaume (Seine-Maritime).

La cérémonie a eu lieu dans l'intimité, le 18 décembre.

J. Caron, 35, rue de l'Yser, 27000 Evreux.

L. Buhler, 17 bis, rue Marc-Sangnier, 92290 Châtenay-Malabry.

— Béziers, Neully-sur-Seine.

— M. et M^{me} Raoul Weil-Vidal, M^{me} et M^{me} Jean Lehman, M^{me} Alice Vidal, M^{me} et M^{me} Joseph Vidal et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Elie CARIO, chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire, croix de guerre,

survenu à Béziers, le 26 décembre 1997, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 29 décembre, à 14 h 30, au cimetière Vieux de Béziers.

La famille ne reçoit pas.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue du 4-Septembre, 34500 Béziers.

8, rue Ernest Deloison, 92000 Neuilly-sur-Seine.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

— Orléans.

M. Bernard Haudeville, son épouse, Alexandre, Caroline et Virginie, ses enfants, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M^{me} Martine HAUDEVILLE,

survenue le vendredi 26 décembre 1997, à Orléans.

Les obsèques auront lieu le mardi 30 décembre, à 15 heures, en l'église Saint-Martin d'Orléans (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. François Koenig et le docteur Marie-Agnès Koenig-Loiseau, M. Guy Beumier et M^{me}, née Anne Loiseau, Brigitte Loiseau-Perrin, M. et M^{me} François Loiseau-Guignard, Le docteur Didier Loiseau et le docteur Pascale Loiseau-Mégret, M. et M^{me} Pierre Loiseau-Reynier, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LOISEAU, chevalier de l'ordre national du Mérite, ingénieur honoraire de la SNCF,

le 26 décembre 1997, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 31 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Martin de Langres (Haute-Marne), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Ils associent dans leur peine le souvenir de son épouse.

M^{me} Jean LOISEAU, née Odette FERRIN,

décédée le 27 mars 1994.

Une messe à leur mémoire sera célébrée le mercredi 7 janvier 1998, à 19 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7^e.

Le défunt aurait souhaité que fleurs et couronnes soient remplacées par des offrandes à la Conférence Saint-Vincent-de-Paul, CCP Paris 6199-2112.

La famille remercie tout particulièrement le docteur J.-M. Gomas et l'équipe soignante de l'unité de soins palliatifs Jane-Garcin.

— Le 20 décembre 1997,

Marc VALENCE,

est parti, emporté par une avalanche.

Selon sa volonté, son corps a été incinéré.

Tous ses amis sont invités à se rassembler autour de sa famille, pour une messe qui sera célébrée samedi 3 janvier 1998, à 10 heures, en l'église de Saint-Vincent de Mercuze.

De la part de : Bernadette Valence, Claire, Marion et Bertrand, Gaston et Denise Valence, ses parents, Geneviève Bacé-Deligne, sa belle-mère, Robert Lefèvre, son parrain, Vincent et Anick Valence, Thibaut, Marie-Odile et Gégan, Etienne et Annie Valence, Geneviève et Corinne, François et Corinne Valence, Amédée, Olivier, Cécile et Eole, Emmanuel Valence et Kaïna, Tinoëlle, ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

et

Le ciel était cloué d'étoiles...

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à Villages d'Enfants SOS, 6, cité Mouchiers, 75009 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Roys, 38660 Saint-Vincent-de-Mercuze.

— Jean Margat, Claire Margat, Anne-Lise Corotte, et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierrette MARGAT, née DEROCHE,

403, rue de la Gare, 45590 Saint-Cyr-en-Val.

Remerciements

— Le général Georges Buis, et sa famille, remercient tous ceux, si nombreux, qui ont partagé leur grande peine lors du décès de

Huguette BUIS.

Anniversaires de décès

— 0 y a deux ans mourait

Suzanne PROU, écrivain,

pour qui « altruisme » et « fraternité » n'étaient pas des mots vides.

Anne-Françoise, sa fille, demande qu'on s'en souvienne.

Colloques

Dérives et mutations du lien, passages, situations du sujet et modernité.

Colloque international transdisciplinaire, organisé par l'ARAPS et la revue PZAR, à Paris, Palais du Luxembourg, du 14 au 17 janvier 1998.

Le 14 janvier : Déplacements et passages : Procs généalogiques.

Le 15 janvier : Corps entre violence et fiction : Le sujet à l'épreuve du social.

Le 16 janvier : Effets d'histoire : L'autre dans la production du politique ; Devenir des champs idéologiques ; Retours, en perspective.

Le 17 janvier : Anthropologie - psychanalyse, en-jeux.

Renseignements, inscriptions (avant le 10 janvier 1998) : ARAPS, 8, rue de Bièvre, 75005 Paris. Tél. : 01-43-25-28-90 ; Fax : 01-56-34-07-57.

Conférences

Conférences de l'Etoile : La Bible, la vie et les bons choix.

Six mardis de suite, à 12 h 30 précises. Préface à l'orgue à 12 h 15. Temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris : libre participation aux frais.

— La désobéissance d'Adam et Eve, le 6 janvier.

— Les tentations de Jésus, le 13 janvier.

— David et Bethsabée, le 20 janvier.

— Les dix commandements, le 27 janvier.

— Les béatitudes, le 3 février.

— Le fils prodigue, le 10 février.

Avec Xavier de Chalendar, prêtre, Daniel Farhi, rabbin, et Alain Houziaux, pasteur.

Rectificatifs

— Dans l'avis de naissance daté 27 décembre 1997, il fallait lire :

Seule, désormais, dans la vie.

Nicole Georges ROSTAND,

annonce la naissance de ses trente-neufième, quarantième et quarante et unième arrière-petits-enfants,

et

Barbara Pelissier du Raous,

petite sœur de Romain, Mariel, Rémi et Myrtil.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique

Manière de voir 36
LE MONDE diplomatique
AMÉRIQUE LATINE
DU «CHE»
À MARCOS



Un continent en quête d'une voie nouvelle

■ Du « Che » à Marcos, par Ignacio Ramonet. ■ Le « Che » contre le mythe, par Janette Habel. ■ Cuba : la révolution à l'épreuve du pouvoir (1973), par Philippe Redent. ■ Salvador Allende, ou l'espoir brisé (1973), par Jean-Claude Buhner. ■ Nicaragua : une « modération » radicale (1979), par Régis Debray. ■ Les leçons d'une défaite au Nicaragua (1990), par Jorge Castañeda. ■ Tout changer pour que rien ne change à Cuba (1990), par Francis Pisani. ■ Panama : de « justes causes » en attente de solutions... (1991), par Jean-Michel Caroit. ■ L'espérance du droit en Haïti (1991), par Jean-Pierre Allou. ■ Le président Aristide sous haute surveillance (1994), par Christophe Viangny. ■ Cuba à l'heure des grandes réformes (1995), par Janette Habel. ■ L'Initiative pour les Amériques fait des inquiétudes (1991), par James Petras. ■ S'enrichir en dépeçant l'Etat (1993), par James Petras. ■ Investissements pervers (1994), par James Petras. ■ Argentine : quand l'argent fait la loi (1993), par Bernard Cassen. ■ Au Chili, les dividendes de l'impunité (1995), par Bernard Cassen. ■ La fin des illusions au Mexique (1995), par Francis Pisani. ■ Paroles pour oublier l'oubli (1993), par Eduardo Galeano. ■ Forces armées contre « favelas » (1995), par Gilles de Staal. ■ Sécurité sous cloche à Sao Paulo (1996), par Michel Raffoul. ■ Le Venezuela vers la guerre sociale ? par Ignacio Ramonet. ■ Bolivie : des mines d'étain aux champs de coca (1994), par Carmen Bader et Jean-Michel Rodrigo. ■ Colombie : violences dans les rues et dans les têtes (1993), par Hubert Prolongeau. ■ Narcotrafic, l'alibi de Washington (1997), par Mariano Aguirre. ■ Ces prêtres qu'on assassine (1990), par Maurice Lemoine. ■ Le combat du Vatican contre le pluralisme (1996), par André Corten. ■ Exécution du pauvre au Brésil (1996), par André Corten. ■ Les convulsions de la modernité (1996), par Claude Bataillon. ■ Les bidonvilles de Lima ou la rage de vivre (1993), par Carmen Bader et Jean-Michel Rodrigo. ■ La révolte très politique des Indiens d'Equateur (1994), par Maurice Lemoine. ■ La 4^e guerre mondiale a commencé (1997), par le sous-commandant Marcos. ■ Dans le marché tout, hors du marché rien... par Maurice Lemoine.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 450 F d'économie soit 10 semaines de lecture GRATUITE

PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION !

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 536 F 6 MOIS - 1038 F 1 AN - 1890 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

Prix de vente au numéro - (Tant en France métropolitaine qu'à l'étranger)

Je joins mon règlement soit :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N°

Date de validité

Signature :

M. Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

TARIFS HORS FRANCE

Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse, Autres pays de l'Union européenne

1 AN 2080 F 2960 F

6 mois 1123 F 1560 F

3 mois 572 F 790 F

Offre valable jusqu'au 31/12/97.

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, Téléphonnez au 01-42-17-32-50 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 25, avenue du Général-Lafayette - 93446 Charenty Cedex

HORIZONS

PORTRAIT

Alain Rey s'intéresse surtout à l'étymologie. Josette Rey-Debove, son épouse, à la description fonctionnelle des mots et aux lois du langage. Artisans d'une œuvre qui ne porte pas leurs noms, ils sont, depuis trente ans, à l'affût des mots nouveaux, des tournures inédites, des citations accumulées par milliers pour le Petit Robert



bois munie d'une antique canne-épée. Histoire de parler aux mauvaises rencontres.

Si l'histoire l'intéresse, c'est dans sa dimension scientifique, pour le plaisir de « reformer des raisonnements dont on a perdu des chaînons ». Chercheuse dans l'âme, elle l'est des lois du langage « pour faciliter la vie », de ces régularités qui attirent souvent moins le regard que les exceptions. Ce qui ne l'incite pourtant pas à vouloir « légiférer sur la langue », puisqu'elle se sent, au contraire, « subjuguée par elle ». Outre différents ouvrages de linguistique, des activités universitaires et un dictionnaire très original pour les enfants, son œuvre personnelle majeure est un *Robert méthodique*, paru en 1982. « En appliquant le point de vue linguistique à un dictionnaire, j'ai éliminé les mots dont l'étymologie ne convenait pas au sens. Avec 1 734 éléments, j'ai pu éliminer 60 % de la langue française. »

AUX antipodes, Alain Rey se régalait des aspects ludiques de son travail. Autant sa femme est passionnée de clarté, autant lui l'est des mots cachés derrière les mots, de toutes ces zones d'ombre qui font de l'étymologie le plus vaste jeu de pistes que l'on puisse imaginer. Pour cet observateur des différentes strates qui forment un mot, une communauté langagière est d'abord une communauté culturelle. « La langue contient autre chose qu'elle-même, affirme-t-il. Savez-vous que le mot « astracisme » vient du grec ostrakon, un tessalon sur lequel on inscrivait le nom des bannis ? Dans ce mot, il y a un rappel des procédures juridiques de la Grèce antique. »

Amateur de bonne chère, fin bec, Alain Rey hume les mots, goûte en connaisseur et peut parler de leur sève et de leur composition avec une infinie délectation. N'a-t-il pas publié, en 1989, un livre de 350 pages sur le seul mot « révolution » ? (*Révolution : histoire d'un mot*, Gallimard) « Et encore, indique-t-il, j'ai été obligé de couper. Mais on pourrait en faire un livre pour chaque mot important de la langue française. » Électrique, il s'est intéressé au langage sous toutes ses formes et, au-delà, dans toutes ses profondeurs : depuis des textes théoriques sur la linguistique jusqu'à un dictionnaire des expressions et locutions, une biographie intellectuelle de Littré ou un livre sur le langage de la bande dessinée.

Mais son grand œuvre à lui, celui qui compte aussi le plus vaste succès, fut sans doute le *Dictionnaire historique de la langue française*, paru pour la première fois en 1992 aux Éditions du Robert. Tiré à 3 000 exemplaires au début de novembre, cet imposant ouvrage s'arracha tant et si bien qu'il fallut le réimprimer cinq fois avant Noël. Vendu depuis à 100 000 exemplaires, le dictionnaire propose une approche des mots qui ne se contente pas de remonter aux traditionnelles racines gréco-latines. Il va fouiller le temps jusqu'à des sources perdues, mettant en scène les points de jaillissement indo-européens du français contemporain. « Il contient aussi, dit Alain Rey, un message politique, puisqu'il montre qu'un nombre considérable de nos mots sont empruntés à d'autres langues. »

Lui qui voulait devenir écrivain s'est fait historien de la langue, géologue des mots. Sans grand regret. Et Josette Rey-Debove, qui soumet parfois une page de fiction à son mari, préfère finalement les aphorismes : plus nets, plus incisifs. Chacun embrassant, à sa façon, un même objet d'amour, chacun cherchant à en sonder les mystères.

Raphaëlle Rérolle
Photo : Gaston Bergeret/Le Monde

L'amour immodéré des mots

Sil fallait les dessiner, ce serait en entomologistes, la boîte à insectes dans une main et le filet à papillons dans l'autre. Toute leur vie d'adultes, Alain Rey et Josette Rey-Debove, mari et femme, ont arpenté de long en large les sous-bois de la langue française. Artisans d'une œuvre qui ne porte pas leur nom, les auteurs du Petit Robert ont passé leur existence à collecter des mots, traquer des demi-mots, épargner des intégrités ou débroussailler les chemins qui mènent à la grammaire. La langue, ce labyrinthe plein de merveilles et de chausse-trappes, ils l'ont tournée dans tous les sens, agitée, disséquée, remise en ordre et admirée comme une matière vivante que l'on observe au microscope. Avec, au bout du compte, un même amour immodéré de ces mots qui les séduisent pourtant chacun d'une manière très différente.

Leur aventure commune a commencé au début des années 50, à Alger. Paul Robert, fils d'un riche exploitant agricole de la Mitidja, s'était mis en tête de reprendre le flambeau de Littré en créant un nouveau dictionnaire. Non qu'il fût spécialiste de linguistique ou de lexicologie, lui qui venait de soutenir une thèse d'économie politique, mais ses études l'avaient mis sur la piste d'une filière qu'il se plaisait à vouloir combler. Précurseur de l'hypercente, il rêvait d'un ouvrage analogique – le futur Grand Robert en sera, puis neuf volumes – dans les ramifications permettaient de retrouver un mot à partir d'une idée. Fort d'un parimoine familial qui n'avait pourtant pas prévu de finir entre les pages d'un dictionnaire, il commença le travail en solitaire, s'entourant de collaborateurs occasionnels et bénévoles.

Un jour vint cependant où la tâche se fit trop considérable pour un seul homme. Réaliste, sinon modeste, Paul Robert entreprit

donc de recruter quelques « érudits », selon sa propre expression (in *Au fil des ans et des mots*, de Paul Robert, tome 2, Robert Laffont, 1980), en passant des petites annonces dans *Le Monde* et *Le Figaro*. Il s'agissait d'un concours auquel Alain Rey répondit sur la foi de l'entrefilet proposant des « travaux parallèles à Alger ». Dans ses mémoires, Paul Robert se souvient de la brillante réponse d'Alain Rey et aussi de l'arrivée d'un tout jeune homme « un peu timide et dépaycé ». Lequel lui confia, écrit-il, « qu'il a pour ambition de devenir écrivain et que son mobile en venant travailler à [son] dictionnaire est de se perfectionner dans le maniement de la langue. Il [lui] avoue franchement qu'il n'a jamais ouvert le *Libre*. »

Un peu plus tard, c'est Josette Debove qui fait son entrée dans le cénacle, après avoir fourni un texte « dénotant chez son auteur de rares qualités de style et de perspicacité », observe Paul Robert. Celle-ci se rappelle parfaitement l'accueil réservé par son employeur, qui s'était, entre-temps, transporté au Maroc pour des raisons fiscales. « L'annonce demandait un rédacteur pour faire un dictionnaire de langue d'Casablanca », explique Josette Rey-Debove. Moins première réaction fut de me dire que je ne parlais pas l'arabe. Quant à moi-même, elle avait peur de la traite des blanches ! Lorsque je suis arrivée, Paul Robert a fait des commentaires sur mon habillement. »

TANDIS qu'Alain cumule, en parfait exiliste, un diplôme de lettres, des certificats d'histoire de l'art du Moyen Âge et de l'histoire de l'éducation nationale, Josette vient de l'éducation nationale, où elle a enseigné les lettres grâce au Capes (elle soutiendra, par la suite, une thèse de doctorat sur le métalangage). Tous deux font leurs armes de lexicographes sur le tas, d'un article à l'autre du Grand Robert, qui doit d'abord paraître en fascicules. « Notre rôle a consisté à rapprocher le premier fascicule d'un dictionnaire, remarque Alain Rey,

Paul Robert n'avait pas prévu les prononciations, les étymologies ni les datations. » L'ambiance est sympathique et les relations avec le « maître » plutôt cordiales, même si ses rédacteurs lui reprochent d'être trop traditionnel dans ses références et de n'avoir pas mesuré les dimensions réelles de son projet. « Entre nous, nous l'appelions le « Facteur Cheval » à cause de sa naïveté. C'était un peu le concours Lépine », souligne Josette Rey-Debove. Paul Robert, reconnaissant-ils cependant, était un intuitif qui savait travailler dans le détail et possédait un sens très sûr de la définition. Un homme ouvert aussi, qui fit entrer le XX^e siècle dans le Grand Robert et y accepta des citations d'auteurs avec lesquels il n'avait pas d'affinités particulières.

Quarante ans après, ils en parlent avec un amusement teinté d'affection, même s'ils n'oublient pas tout à fait que le créateur de la maison Robert fut aussi le bénéficiaire d'une entourage qui leur a coûté cher. Quelque temps avant la parution du Petit Robert, en 1967, le conseil d'administration

« Nous ne nous considérons pas comme les gardiens du temple, mais comme les observateurs d'une matière évolutive, impossible à maîtriser »

de la société offrait à son président un contrat lui accordant 10 % sur les ventes de l'ouvrage dont les uniques auteurs étaient en fait Alain Rey, Josette Rey-Debove et Henri Cortez. « Comme s'il ne s'agissait absolument pas d'un ouvrage collectif », constate Alain Rey. Josette et lui demeurèrent donc simples salariés du Robert, privés des bénéfices réels d'une œuvre qui s'est, à ce jour, vendue à six millions d'exemplaires. Maintenant, le couple qui fut la cheville ouvrière de la maison se concentre sur les satisfactions intellectuelles apportées par ses recherches. Mise en discours de la

syntaxe, formation du discours littéraire, la fabrication d'un dictionnaire pose la totalité des problèmes linguistiques connus et en soulevait d'autres. Alain Rey et Josette Rey-Debove s'enorgueillissent d'avoir, les premiers, « rendu compte de [leur] travail en faisant passer le message lexicographique dans la linguistique, c'est-à-dire en donnant accès à [leur] recette ». Aucune rigidité, pourtant, chez ces experts sans vanité : « Nous ne nous considérons pas comme les gardiens du temple, affirme Alain Rey, mais comme les observateurs d'une matière évolutive, impossible à maîtriser. »

ENCORE aujourd'hui, ils vivent à l'affût des mots nouveaux, des tournures inédites, des citations qu'ils ont accumulées par milliers. « Récemment, nous avons par exemple ajouté des noms de pommes, telles que la granny smith ou la boscop, et aussi des noms de pommes de terre », explique Josette Rey-Debove. Si nous avions le temps, nous irions enregistrer les conversations sur les marchés. » Crayon en main, cale-

toujours intéressé à l'histoire sociale des mots, Josette, elle, est plus du côté de la description fonctionnelle actuelle.

Josette Rey-Debove : « Mon hypothèse est que l'on peut porter parfaitement une longue sans en connaître l'histoire, qui est un boulet lourd à traîner. L'étymologie, je m'en fous. Ça explique la société, mais pas le langage. »

Alain Rey : « Oui, mais moi, le langage sans dimension sociale, je m'en fous. » Riant : « En gros, Josette est saussurienne, et moi je continue d'être marxisé ! » Saussurienne, peut-être. Explosive, à coup sûr. Issue d'un milieu modeste, attelée très vite à des petits boulots qui la faisaient « horriblement souffrir », sauvée de justesse d'un avenir de comptable, Josette Rey-Debove n'aime rien tant que les « happenings ». Quitte à les provoquer elle-même en créant des mini-scandales : « d cause de toutes petites choses qui ne sont pas dans le cadre social ». Comme de déclarer, à la radio, que le Petit Robert n'a pas été fait sur la base du Dictionnaire de l'Académie française puisque cette assemblée ne compte aucun professionnel de la langue. On encre de faire trembler sur leurs bases les diverses commissions auxquelles on l'invite à participer, même lorsqu'elle adhère au but recherché.

« Bref, je m'ennuie », déclare avec une impétuosité souriante celle qui affiche, dans sa chambre de jeune fille, une citation de Paul Valéry : « Qui se hâte o compris. » Il y a, aussi, que le groupe lui fait horreur. « C'est une cote mal taillée. Toute formation de groupe recèle un mensonge, une erreur ou une trahison. Et il faut déjà raconter assez de mensonges comme cela pour gagner sa vie. » Pas de militantisme, donc, et pas non plus de fidélité particulière en amitié, par défiance pour la routine et le « manque d'informations nouvelles ». La solitude lui convient assez, dans la maison du Morvan où elle passe une partie de ses vacances. A l'époque de la chasse, elle y tire au 22 long rifle sur des boîtes de conserve et, en toute saison, se promène dans les

vous au Monde

AN-188

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Dopage : un juste combat

EN s'installant au ministère de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet a rapidement montré qu'elle avait pris la juste mesure du problème que constitue le dopage et qu'elle était disposée à trouver les moyens de juguler ce phénomène. C'est du moins ce qu'elle avait clairement dit dans les colonnes du *Monde*, le 6 novembre.

Il est donc assez surprenant qu'elle se soit dédoublée du contrôle effectué sur six joueurs de l'équipe de France de football en stage à Tignes. Le 26 décembre n'est pas un jour plus inconvenant qu'un autre pour contrôler des sportifs rassemblés en qualité par leur fédération, eussent-ils les pieds dans la neige et fussent-ils en famille. Pour un spécialiste de la lutte antidopage comme le professeur Escande, c'est même une excellente occasion.

En désignant à la vindicte de son équipe le médecin chargé de faire les prélèvements et les services antidopage du ministère de la jeunesse et des sports, Aimé Jacquet, entraîneur redoutablement dépourvu de charisme, a peut-être trouvé une occasion pour mobiliser sa troupe contre un ennemi commun.

Mais, au bout du compte, il n'aura réussi qu'à alourdir le soupçon d'illégitimité sur la lutte antidopage, instillé depuis la révélation de six cas d'usage de nandrolone, ou puissant anabolisant, difficile-

ment détectable. Rien de tout cela ne serait sans doute arrivé si, à la faveur d'un changement de direction, le laboratoire de Châteaury-Malabry, seul accrédité en France pour faire les contrôles antidopage, ne s'était pas mis à détecter un produit dont tous les internautes pouvaient trouver en cinq minutes le mode d'emploi et la façon de le masquer.

Sans cette précision nouvelle des analyses, ou aurait sans doute continué à faire comme si le FBI n'avait pas entrepris une chasse à grande échelle contre le trafic de nandrolone, sur l'extension duquel il a été alerté par le Comité international olympique.

Le problème est grave. Ne voudrait-on pas le voir afin de ne pas risquer de nuire à la bonne organisation de la Coupe du monde de football ? Ou par crainte de découvrir une terrible situation ? Historiquement, le monde sportif s'est singularisé dans son rapport avec les produits qui peuvent avoir un effet sur la performance physique. Il s'est, partout, choisi une éthique. Il s'est toujours interdit d'introduire tout stimulant qui pourrait constituer un élément de distorsion dans la compétition.

Ne serait-ce que pour cette raison, il faut éradiquer le dopage. M^{me} Buffet s'est engagée à juste titre dans cette voie. Sans à ruiner cette pédagogie et à céder le pas aux démagogues, elle ne peut plus reculer.

Le *Monde* est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani, Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Borgeaud, directeur général adjoint

Directeurs de la rédaction : Fabrice Piquet
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhommé, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besson, Pierre Georges, Laurent Groussier, Edith Brachmann, Michel Kojman, Bertrand Le Goff
Directeur artistique : Dominique Reyette
Rédacteur en chef technique : Eric Aum
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournet

Médiateur : Thomas Ferecoul
Directeur exécutif : Eric Faltoux ; directeur adjoint : Anne Charnet
Conseiller de la direction : Alain Nollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verzet

Conseil de surveillance : Alain Nollat, président ; Gérard Courtois, vice-président
Autres directeurs : Hubert Bernier-Méry (1944-1965), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1997), Jacques Lecomte (1994-1994)

Le *Monde* est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1894
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bernier-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Jean Pressat, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La mort de Victor-Emmanuel III

C'EST dimanche 28 décembre que Victor-Emmanuel III est décédé à Alexandrie, dans sa villa. L'ex-roi d'Italie a succombé aux suites d'une congestion pulmonaire. Victor-Emmanuel III, né à Naples le 11 novembre 1869, reçut un enseignement militaire. Le 29 juillet 1900, après l'assassinat de son père, le roi Humbert I^{er}, il monta sur le trône à l'âge de trente-deux ans. Lié à la fois aux empires centraux par la Triple Alliance et à la France, où il fut reçu en 1903, il déclara la guerre à la Turquie en 1911 et, au cours de la Première guerre mondiale, à l'Autriche le 24 mai 1915.

On se rappelle que l'ancien souverain permit à Mussolini la « marche sur Rome » en refusant de décréter l'état de siège le 22 octobre 1922. Il passa alors au second plan, se bornant à avaliser toutes les décisions du gouverne-

ment fasciste. En 1935, il déclara la guerre au Négué et, après la conquête, fut couronné empereur d'Éthiopie. Au moment de la première affaire des Soudètes, il fut promu maréchal de l'empire. C'est-à-dire commandant suprême des forces armées. En mai 1938, il reçut Hitler à Rome. Couronné roi d'Albanie la même année, il déclara le 10 juin 1940 la guerre à la France, et à l'Angleterre, puis à la Grèce, à la Yougoslavie, à l'URSS en 1941, aux États-Unis en 1942 et, après l'armistice de septembre 1943 et le revirement qui en résulta dans la politique italienne, à l'Allemagne et au Japon.

Victor-Emmanuel s'était retiré de la vie politique le 6 juin 1944, confiant la régence à son fils Humbert. Le 9 mai 1946, il abdiquait en faveur de ce dernier et se retirait en Égypte.

(30 décembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 CODE LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 CODE LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le mouvement HLM tout frein bloqué

AVEC le retour de la gauche au pouvoir, le mouvement HLM a repris ses marques. La lune de miel avait commencé dès le discours de politique générale du premier ministre, le 19 juin. Elle s'est poursuivie, mercredi 17 décembre, avec la signature très solennelle de trois protocoles d'accord, en présence de Jean-Claude Gaxiot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, et de Louis Besson, secrétaire d'État au logement (Le Monde du 19 décembre). Entre-temps, le gouvernement a affiché un budget du logement en augmentation de 6,7 % par rapport à 1997, dans lequel est clairement affirmée la priorité sociale.

Un vaste programme de réhabilitation du parc HLM est lancé, avec, pour 1997, une dotation exceptionnelle de 750 millions de francs. Les aides personnalisées au logement (APL) sont revalorisées après quatre années de gel. Enfin, la baisse du taux de la TVA (de 20,6 % à 5,5 %) va désormais s'appliquer aux gros travaux de rénovation que les organismes HLM réalisent sur leurs fonds propres.

Trois des principales revendications de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM (Unfohim) ont ainsi été satisfaites en six mois. Les responsables de l'Union ne s'y sont pas trompés. Ils ont salué « l'effort exceptionnel » consenti par l'État en faveur du logement social, qui équivaut à 5 milliards de francs supplémentaires en année pleine.

Cette atmosphère d'enthousiasme tranche nettement avec la période précédente. Fragilisé par les affaires et la mise en cause d'élus locaux dans la gestion des logements sociaux, interpellé par Poplin sur ses missions, le mouvement HLM avait dû composer avec un ministre (RPR) du logement, Pierre-André Périssol, qui n'hésitait pas à s'appuyer sur ce

déficit d'image pour imposer ses réformes. Rallié tardivement à la dynamique d'un « plan d'urgence » conduit tambour battant en 1996, peu présents dans la préparation du projet de loi de cohésion sociale, les représentants du monde HLM sont restés, pendant toute cette période, enfermés dans une attitude défensive.

Les pouvoirs publics réclamaient-ils alors une ouverture plus grande du parc social aux ménages en situation précaire ? Les associations exigeaient-elles davantage de transparence sur les attributions des logements ? Le même argument était brandi : le parc social logeait déjà les pauvres, les chômeurs et les RMistes ; la précarisation des 13 millions de personnes logées en HLM allait croissant.

DOSSIER DES ATTRIBUTIONS

Personne, évidemment, ne conteste ce fait, largement étayé, même si les indicateurs de l'occupation sociale du parc HLM demeurent lacunaires, au moins dans la forme où ils sont rendus publics. La mission historique du mouvement HLM, créé pour aider à la promotion sociale des classes populaires et des couches moyennes, est plus d'actualité. Le parc public de logements accueilli, effectivement, toujours plus de chômeurs, de RMistes et de familles d'origine étrangère. Une fraction importante de sa clientèle reste captive des logements aux plus hauts loyers, des cités les plus dégradées.

Mais cette évolution justifie d'autant plus que soient remises à plat les missions du parc social et que les organismes HLM s'expriment sur leurs choix et sur leurs pratiques. Or, sur le dossier symbolique et urgent des attributions de logement, les dirigeants de l'Union font du surplace. Et le

gouvernement n'aura pas exigé grand-chose en contrepartie de la manne financière accordée.

L'accord sur les attributions, signé le 17 décembre, repose essentiellement sur la « concertation », le « volontariat » et « l'expérimentation » locale. Est-il encore temps, alors qu'on en parle depuis quatre ans, d'évoquer « la mise en place concertée, entre organismes et avec leurs partenaires publics, d'outils de connaissance de l'occupation sociale, de la demande et des flux d'attribution » ? Peut-on sérieusement déclarer qu'il « convient d'expérimenter dans quelques départements un système d'enregistrement unique des demandes », alors qu'il s'agit là d'une exigence minimale réclamée depuis des années par les associations, qui récupèrent, au bout de la chaîne, des ménages inscrits partout, acceptés nulle part ?

Le dossier des attributions piétine depuis des années et la quasi-totalité des mesures affichées sont déjà expérimentées et, pour la plupart, inscrites dans la loi depuis 1991. Depuis le vote de la loi Besson sur le droit au logement, les dispositifs censés organiser la concertation entre les élus, les organismes HLM, les représentants de l'État et les associations communales ou intercommunales du logement, protocoles d'occupation du patrimoine social (POPS), plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées, etc. Le problème est qu'ils ne sont pas, ou peu, utilisés. Ou qu'ils le sont par des communes, des organismes ou des élus confrontés aux mêmes problèmes de ghettoïsation de leur parc social.

La loi prévoit, par exemple, que les organismes HLM communiquent aux préfets la liste des logements vacants et aux maires celle des attributions réalisées sur

leur commune. Le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées fait régulièrement remarquer que cette disposition légale reste lettre morte.

« MIXITÉ SOCIALE »

Les conférences intercommunales du logement ont été instaurées par la loi Besson comme un outil de régulation – et de contrôle par l'État – de la fameuse « mixité sociale » dont se réclament les responsables du mouvement HLM. Elles n'ont été mises en place que dans une quinzaine de départements. « L'État ne doit pas hésiter à imposer le logement des personnes défavorisées lorsque localement les responsables sont réticents », soulignait le Haut Comité, alors présidé par Louis Besson, en 1995. Toute idée de contrainte semble désormais écartée. Y compris en ce qui concerne l'accueil des ménages défavorisés et la mixité sociale, censée se résoudre grâce à « l'initiative locale, la concertation et la voie contractuelle », comme le précise l'accord signé le 17 décembre.

Cet accord apparaît nettement en retrait par rapport aux propositions qu'avait, à grand-peine, négociées le précédent gouvernement et à l'apurement combatives du mouvement HLM, notamment sur le rôle des préfets dans les procédures d'attribution. D'événements « garde-fous législatifs » ou des « mesures plus contraignantes » pourraient être intégrés au futur projet de loi de lutte contre l'exclusion qui doit être débattu au printemps, a précisé M. Besson. Il lui faudra alors batailler ferme avec les élus, de gauche comme de droite, qui président des offices HLM, et qui préféreront, comme les responsables de l'Union, la carotte au bâton.

Christine Garin

Castoriadis, un titan de l'esprit

Suite de la première page

L'idée politico-sociale d'autogestion va s'approfondir dans l'idée philosophique d'autonomie, laquelle conduira Castoriadis à une grande mutation philosophique. L'autonomie – se donner à soi-même ses propres lois – comporte par là même l'auto-création, et nous met en face du mystère de la création elle-même, qui, pour Castoriadis, est plus qu'une combinaison d'éléments préexistants : le surgissement d'un nouveau radical, constituant une discontinuité inattendue. Et, à la source de toute création, il y a l'imaginaire, inventeur d'un monde de formes et de significations, qui chez l'individu est imagination radicale, et, dans la société, imaginaire social instituant. Imagination et création sont liées, y compris à la source de la pensée.

À la différence des conceptions dominantes, pour qui l'imaginaire n'est qu'illusions ou superstructures, Castoriadis le réintroduit à la racine de notre réalité humaine, de même que, à la différence des conceptions incapables à concevoir la notion de sujet, Castoriadis retrouve les constituants du sujet (le « pour-soi »), le fait que chacun crée son monde et est doté d'« imagination » et il souligne l'importance radicale de l'émergence du sujet autonome dans la démocratie athénienne il y a deux mille cinq cents ans.

SA pensée, qui s'affirme à partir de *L'institution imaginaire de la société* (Le Seuil, 1975) jusqu'au dernier volume des *Carrefours du labyrinthe*, *Fait et à faire* (Le Seuil, 1997), prend forme épistémologique : rien de ce qui est vivant, humain et social n'est exhaustivement et systématiquement réductible à notre logique classique, qu'il appelle ensembliste-identitaire. Castoriadis voit dans ce qu'il appelle magma, substance sans forme mais créatrice des formes, le substrat génésique de toute création.

Cette reconstruction philosophique non seulement efface pas les critiques radicales que Castoriadis porte, de façon différente, au totalitarisme et au néolibéralisme, mais elle enracine la grande aspiration à laquelle il s'est consacré :

d'être fidèle : celle d'une société autonome constituée d'êtres autonomes. Et il voit de façon étonnante et profonde que la conscience de notre mortalité est la condition de cette autonomie : « Ce n'est qu'à partir de cette conviction inébranlable – et presque impossible – de la mortalité de chacun d'entre nous et de tout ce que nous faisons que nous pouvons vivre comme des êtres autonomes, voir

Il était homme de culture ample et épanoui, amoureux de musique, de poésie et de lecture

dans les autres des êtres autonomes et rendre possible une société autonome. »

« Corneille » – comme nous l'appellions – se ressourçait sans discontinuer dans les textes de Platon et d'Aristote, mais il n'était pas philosophe lura muros : il s'efforçait de penser les composantes de la culture et du savoir de son temps. Il se suffit pas d'ajouter les uns aux autres les termes de philosophie, sociologie, psychanalyse, économie, politique pour définir son esprit encyclopédique. Il était encyclopédique non au sens additif du terme, mais au sens originel grec, qui articule les savoirs dispersés en cycle. Il n'a pas fait que démontrer une compétence professionnelle comme économiste à

l'OCDE, puis comme psychanalyste. Il a démontré de façon éclatante que, contrairement au dogme établi, il est possible au XX^e siècle de se constituer une culture à condition d'aller aux sources génératrices, aux problèmes-clés, aux grandes œuvres. Il était homme de culture ample et épanoui, amoureux de musique, de poésie et de lecture, lecteur de revues scientifiques.

Penseur de l'autonomie, il a traversé le siècle d'une démarche autonome, étranger aux marxismes officiels, au positivisme scientifique comme au positivisme logique, au lacanisme (auquel il a consacré un pamphlet corrosif et décapant, aussitôt recouvert par les silences indignés ou consternés), au structuralisme, au post-structuralisme, au post-modernisme. D'une violence polémique que je jugeais parfois excessive, il haïssait la faiblesse aux vanités, les réputations boursouflées. Il avait horreur de la futilité, de la paranoïa, et, dans un livre récent, il dénonça la « montée de l'insignifiance ».

Que de discussions de table tonitruantes « avons-nous pas eues ! Que d'agapes plaisantes ! Quelle fraternité dans les révoltes et les désespérances ! Et comment on ne me rappelle dans les larmes d'aujourd'hui nos rires à l'occasion de son 70^e anniversaire quand je récitaï moi « Ode à Corneille ». Et que d'affinités entre ses idées et les miennes ; comme lui, je crois en l'autonomie, que j'appelle auto-organisation ; comme lui, je refuse de laisser dissoudre l'idée de création ; comme lui, je crois au caractère réel et radical de l'imaginaire ; comme lui, je crois en la possibilité

d'une culture qui mette en cycle le savoir ; comme lui, je crois en la nécessité et en l'insuffisance de la logique classique ; comme lui, je crois en la vertu génésique de ce qu'il nomme magma, et, ce qu'il appelle labyrinthe, je l'appelle complexité.

« Corneille » n'était pas dans les cadres qui semblent normaux à la majorité des intellectuels, universitaires, politiques. Il était énorme, hors normes. Lisez les *Histoires* comme il faut du monde intellectuel, vous ne trouverez que marginalement cité ce grand penseur.

Il tenait de la présence de ses ancêtres dans le monde ottoman une démarche de paysan balkanique, mais c'était bien un Athénien du siècle de Périclès, à considérer l'alacrité de son intelligence ; c'était en même temps un chalcédeux Méditerranéen, un authentique européen de culture, portant en lui l'Orient et l'Occident, et cet immigré devenu français a contribué à la richesse et à l'universalité de la culture française. Il resta, jusqu'à la fin, bouillonnant, ardent, fougueux, passionné, jeune : « Ce qui est terrible quand on vieillit, c'est qu'on reste jeune. »

Après trois mois d'une lutte incroyable de tout son être contre la mort, ce titan s'est éteint, veillé par sa compagne, Zoé, leur fille, Cybèle, sa fille, Sparta, sa belle-fille, Dominique et Rilka, leur mère. Du fond de l'amitié, du fond de la foi en la créativité humaine, du fond de l'espérance et de la désespérance, je salue l'œuvre, la pensée, la personne de Cornelius Castoriadis.

Edgar Morin

AU COURRIER DU « MONDE »

VIOLENCE ET MÉPRIS

Le CNPF vient de porter un « meurtre » à sa tête. Et ce meurtre – fût-ce à l'Épée – a été élu dans l'enthousiasme après une campagne conduite sur un seul mot d'ordre : s'opposer aux 35 heures. Opposition on ne peut plus politique à un texte auquel il est reproché d'être politique. Ce n'est pas la première fois que le patronat français montre avec beaucoup de candeur que la lutte des classes n'est pas toujours là où elle est attendue. (...) Lundi 15 décembre, cinq cent mille Français de la banlieue sud trouvent les stations de RER fermées. Nul n'a été prévenu, et il est dans bien des cas trop tard pour trouver des solutions de rechange. Dans la journée, on apprend que l'enjeu est de six

conducteurs de plus dans six mois. Pour ces six conducteurs de plus, cinq cent mille personnes vont subir une gêne considérable dans leurs activités, beaucoup d'entre elles vont perdre une partie de leur salaire, certaines vont être sanctionnées. (...) Et cela une semaine après les élections prud'homales qui nous ont montré MM. Blondel et Viamet pleurer une nouvelle désaffection des organisations syndicales ; comment peuvent-ils ignorer qu'ils paient ainsi leur irresponsabilité ! Violence verbale des dirigeants du CNPF, mépris de leurs responsabilités sociales et sociétales. Prise d'otages par les conducteurs de RER et leurs organisations professionnelles, mépris de leurs concitoyens tout juste bons à financer des routes de situation. Ces jeunes des banlieues qui attaquent des bus, violent, violent ou veulent tout pas à

faire preuve d'imagination ; ils ne font que s'approprier les modèles proposés par des adultes, dont certains se prétendent eux-mêmes, qui n'ont plus de respect de l'aire, et donc d'eux-mêmes, et sont en passe de perdre le nôtre.

Miché Salé par courrier électronique

RECTIFICATIF

BANQUES BELGES

Le président du conseil d'administration de la Banque Bruxelles-Lambert se nomme Jacques Roubaert, et non Marcel Roubaert, comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article intitulé « Le rachat de Bruxelles-Lambert par ING enterme le projet de grande banque belge » paru dans Le Monde daté 21-22 décembre.

LE MONDE / MARDI 30 DÉCEMBRE 1997

Revis et illustra
550 p.
150 F

C PAR JAZZMAN

ce... aussi claire pour
spécialiste.

Alex Dutilh, Jazzman
se s'imposera comme
r discothèque et sa
mes qui font le blues.
e Manœuvre, Rock & Folk

usique
es
ARD

FAYARD

SPORTS Le contrôle antidopage inopiné pratiqué vendredi 26 décembre, à Tignes (Savoie), où l'équipe de France de football se trouvait en stage d'oxygénation dans le cadre de

sa préparation au Mondial 1998, a soulevé une vague d'indignation. ● LE PRÉSIDENT de la Ligue nationale (LNF), Noël Le Graët, a jugé l'initiative « dégueulasse », le président de la

Fédération française (FFF), Claude Simonnet, l'a trouvée « choquante » et le ministre Marie-George Buffet « regrettable ». ● DEPUIS LES CONTRÔLES positifs à la nandrolone

impliquent six champions, avocats et responsables sportifs n'ont eu de cesse de discréditer les procédures et les organismes chargés de les appliquer. ● LA DÉSINFORMATION a été

utilisée, certains évoquant une fabrication naturelle de nandrolone par l'homme que les études scientifiques n'ont, jusqu'ici, jamais établie. (Lire aussi notre éditorial page 10.)

La lutte antidopage dans les méandres du juridisme

La vague d'indignation soulevée par le contrôle inopiné auquel ont été soumis six joueurs de l'équipe de France de football illustre les difficultés des pouvoirs publics dans la répression et la prévention du dopage. Ceux-ci se heurtent également à l'obstacle des recours juridiques

NAGUÈRE, les sportifs dopés o'avaient qu'un seul droit: celui de ne pas se faire prendre. En cas d'erreur, la sanction tombait à toute allure et leur carrière en prenait un sacré coup. La tendance s'est inversée. « Suspects », avocats, présidents de club et responsables fédéraux jouent la montre, font porter les soupçons sur les pouvoirs publics, « coupables de légèreté dans l'exercice des tests antidopage », jettent « dégueulasses », « débiles » ou « mesquins » les contrôles inopinés, comme celui opéré à Tignes lors du stage d'oxygénation de l'équipe de France de football, remettent en cause des théories scientifiques pourtant bien établies et manipulent l'information.

Cette stratégie est très récente. Le 3 avril 1997, le footballeur illinois David Garcion - un produit de l'école nantaise - était contrôlé positif à la nandrolone, un puissant anabolisant. Sanctionné par dix-huit mois de suspension dont neuf avec sursis, David Garcion a tenté d'épuiser toutes les voies de recours, mais on lui a vite fait comprendre que, pour le bien de sa carrière, il serait avisé d'accepter la sentence sans sourcil. Ce qu'il fit. Et, sans bruit, il a repris la compétition le 1^{er} décembre.

Six mois plus tard, changement de décor. Le 10 octobre, le quotidien *Le Havre* livre la révélation que l'attaquant du club local, Cyrille Ponget, ex-joker du Paris-Saint-Germain, a également été « pris » à la nandrolone. Son sort paraît réglé. D'autant plus,

que, après les contrôles positifs aux anabolisants de Vincent Guérin (PSG), Aotoïo Silierski (AJ Auxerre), Dominique Anfiagbé (Toulouse FC), du judoka Djamel Bouras (PSG), champion olympique 1996, et du jeune handballeur Christophe Zuniga (PSG), l'ensemble du mouvement sportif français semble se mobiliser.

CONTRE-ATTAQUE

Il y a urgence. Au ministère de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet demande que le parquet soit saisi, et rappelle qu'elle a invité les fédérations, et notamment celle de football, à une grande fermeté. Elle annonce également un renforcement des crédits affectés à la détection et à la prévention et lance une réforme de la loi sur le dopage (raccourcissement des délais entre analyse et contre-expertise, garantie de l'anonymat des suspects, création d'une autorité indépendante devant connaître tous les cas).

Le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) assure, lui, que tous les athlètes retenus pour les Jeux olympiques d'hiver à Nagano (7-22 février) subiront des examens médicaux et met en place une Agence de la prévoyance sportive chargée de faire des propositions en matière de lutte contre le dopage, « en complémentarité avec l'action menée par le ministère ». Bref, l'heure de la grande lessive semble bien avoir sonné.

Aurait-on mal entendu ? Les déclarations d'intention étant faites, il s'agit de gérer le présent. Le



football français, qui doit accueillir une Coupe du monde (10 juin-12 juillet), et le judo national, qui veut devenir LA référence internationale, ne peuvent se permettre de voir leur image dégradée à ce point. S'il y a mobilisation, c'est donc pour contre-attaquer. La tactique est

simple: il s'agit de couvrir les suspects sans en avoir l'air, d'épuiser les délais légaux et de faire endosser la responsabilité de la sanction au ministère.

Les avocats des présumés dopés se chargeront, eux, de discréditer les procédures de contrôle et les organismes qui les ont mises en œuvre. En la matière, le cas Ponget est exemplaire. Après avoir plaidé la thèse, fautive, d'un complot, le footballeur a choisi de mettre publiquement en doute la fiabilité des tests officiels, affirmant avoir subi des prélèvements capillaires - effectués dans une officine havraise non agréée - puis des examens sanguins « qui n'ont révélé aucun problème ». Il n'a évidemment pas pu fournir plus de détails.

Dans la foulée, son défenseur, M^e Jean-Jacques Bertrand, a fait constater plus d'une vingtaine de vices de forme lors de la contre-expertise effectuée le 31 octobre par le laboratoire national de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) avant de réclamer un contrôle ADN des urines prélevées afin de savoir si elle appartenait bien à son client, une erreur d'étiquetage faisant porter un doute relatif (car les scellés sont identiques) sur

l'origine du deuxième échantillon utilisé pour cette analyse, qui a confirmé les résultats de la première: Cyrille Ponget a consommé de la nandrolone.

L'avocat relance alors un débat que d'aucuns croyaient scientifiquement clos: et si cet anabolisant était fabriqué naturellement par certains êtres humains? La Fédération française de football (FFF) reprend à son compte la totalité de cet argumentaire et décide, le 9 décembre, de surseoir à statuer « en raison du manque d'éléments nécessaires ». Le docteur Jean-Yves Audureau, président de la commission de la FFF chargée d'examiner l'affaire pour sanction, avale cette position.

DÉSINFORMATION

« Depuis le début, confie-t-il au *Parisien*, nous étions gênés d'avoir à prendre position dans cette affaire alors que nous avions un doute sur la procédure de contrôle et sur la possibilité pour le corps de secréter de la nandrolone. » Le mal est fait. Le 19 décembre, la Fédération française de judo (FFJD) surseoir à son tour. Sa commission antidopage accorde quatre mois à Djamel Bouras pour « établir un rapport scientifique complémentaire ».

et faire éventuellement la preuve d'un empoisonnement par « ingestion de produits alimentaires courants ».

Entre-temps, on a assisté à une vigoureuse campagne de désinformation. D'abord, on dit que les quantités de nandrolone mesurées sont lothiennes: 5 nanogrammes (5 millièmes de gramme) par litre. Faux. Il s'agit de nanogrammes par millilitre. Ensuite, on dit que le laboratoire de Châtenay-Malabry ne sera pas reconnu par la Fédération internationale de football (FIFA) pour le Mondial 98. Faux. La FIFA doit rétablir la vérité. Enfin, on dit que le Comité international olympique (CIO) a des doutes sur la fabrication endogène de nandrolone. Faux. Le CIO intervient pour rappeler sa doctrine.

LA SAISINE DU PARQUET

Alors que ces contre-feux s'allument, le ministère paraît sans réaction. C'est par respect de la délégation de pouvoirs des fédérations concernées: il agit, aux termes des délais légaux, par l'intermédiaire de la Commission nationale de lutte contre le dopage. Néanmoins, pour maîtriser la communication sur ce dossier, désormais seuls Jean Pocobut, ancien président de la Fédération d'athlétisme, membre du cabinet de Marie-George Buffet, et le docteur Alain Garnier, chef de la Mission de la médecine du sport et de la lutte antidopage, interviendront sur le sujet. Et d'une voix ils disent: « Les sportifs se sont bien dopés. » Le professeur Claude-Louis Gallien, président de la Commission nationale de lutte contre le dopage, ajoute: « Ils disent qu'ils ne sont pas dopés. Alors, c'est leur entourage qui est en cause. »

C'est justement pour faire la lumière sur les conditions d'approvisionnement en nandrolone que le ministère de la jeunesse et des sports avait demandé au ministère de la justice de saisir le parquet. Une mesure qui a abouti à l'ouverture par le parquet du tribunal de grande instance de Versailles (Yvelines) d'une enquête préliminaire confiée à la direction régionale de la police judiciaire (DRPJ) de Versailles, qui devrait entendre les six sportifs impliqués. Une manière musclée de montrer que les pouvoirs publics ne sont pas tout à fait désarmés face aux loups de ces procédures.

Michel Dalloni

Le contrôle surprise de Tignes dérange le football français

DE LA FÉDÉRATION française de football (FFF) à la Ligue nationale (LNF) en passant par l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), tous les responsables du football français ont condamné le contrôle antidopage qui s'est déroulé vendredi 26 décembre à Tignes, lors du stage « familial » de l'équipe de France (Le Monde du 28-29 décembre). Ce contrôle surprise auquel ont dû se soumettre Lionel Charbonnier, Fabien Barthez, Bruno N'Gotty, Franck Gava, Reynald Pedros et Florian Maurice, a été qualifié de « dégueulasse » puis de « grotesque » par Noël Le Graët, président de la LNF.

« Je trouve normal qu'il y ait des contrôles à l'entraînement, à l'issue des matches. Mais je pense qu'on ne peut pas faire cela pendant les vacances des joueurs. Cela ne se fait dans aucune profession », a-t-il déclaré avant d'ajouter: « Je ne sais pas qui a décidé ça. On a l'impression qu'il y a un peu de vice, la recherche d'un scoop. Ce n'est pas dans l'esprit de la lutte contre le da-

page. » Claude Simonnet, président de la FFF, lui, s'est déclaré « surpris », ajoutant: « Je crois qu'il faut faire une différence entre un stage de convivialité et un stage de préparation. Là, les gens du ministère ont effectué leur travail devant les femmes et les enfants des joueurs. C'est choquant. »

De son côté, l'UNFP s'est déclarée « indignée », évoquant « davantage une malveillance qu'une maladresse ». Consciente de l'énormité provoquée, Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, a jugé l'initiative « regrettable ». « Je comprends parfaitement l'émotion que cela a pu susciter dans le contexte familial du rassemblement de Tignes », a-t-elle expliqué. Quelques heures plus tard, dimanche 28 décembre, l'équipe de France de hockey-sur-glace, réunie à Saint-Gervais pour le tournoi du Mont Blanc, a subi un contrôle préventif avant les Jeux olympiques de Nagano (7-22 février) sans que personne ne rechigne. (Avec AFP.)

La nandrolone est un des stéroïdes anabolisants les plus utilisés par les sportifs

LES RÉCENTES affaires de dopage à l'hormone anabolisante oandrolone impliquant plusieurs sportifs français de haut niveau, au premier rang desquels le champion olympique de judo Djamel Bouras, soulèvent, sous une forme nouvelle et originale, la question des possibles erreurs des contrôles biologiques effectués dans la lutte contre l'utilisation de substances pharmacologiques et médicamenteuses prohibées. Parmi les arguments invoqués par les athlètes pour leur défense figurait, pour l'essentiel, la possible synthèse par l'organisme (production « endogène ») de cette hormone ou son administration par voie alimentaire (apport « exogène ») à l'insu des consommateurs. Qu'en est-il précisément?

L'hypothèse d'une production endogène de nandrolone par un organisme humain suscite, quand elle était pas sourde, les plus extrêmes réserves chez les spécialistes d'endocrinologie et de pharmacologie. « Sans doute ne peut-on a priori réfuter aucune hypothèse. Pour autant, je suis, sur ce point, extrêmement sceptique », a déclaré au Monde le docteur Patrick Laure, spécialiste de médecine sportive et des questions re-

latives au dopage (CHU de Nancy). Parce que cette question m'intéresse au plus haut point, j'ai repris toute la bibliographie médicale et scientifique disponible sur la nandrolone depuis vingt ans. Et force est de constater que l'on n'a jamais décrit chez l'homme une sécrétion endogène de cette molécule. Les seules descriptions concernent la sécrétion de nandrolone, dans une configuration structurale d'ailleurs différente, retrouvée dans l'urine de certains animaux femelles lors des premières semaines de la gestation. Une telle conclusion doit être d'autant plus prise en considération que la nandrolone, stéroïde anabolisant, est parmi les substances les plus utilisées dans le monde sportif à des fins dopantes et qu'à ce titre il s'agit d'une molécule parmi les plus étudiées et les mieux connues.

Cette conclusion est, pour les spécialistes, identique en ce qui concerne d'hypothétiques interférences métaboliques qui voudraient que d'autres médicaments consommés par l'athlète auraient eu définitive pour conséquence d'induire une production endogène de cette hormone anabolisante. « Et quand bien même une production endogène existerait, elle ne pourrait être qu'infimesimale, à

des concentrations de cent à mille fois inférieures à celles qui ont été retrouvées chez les athlètes français soupçonnés de dopage puisque les recommandations du Comité international olympique situent, pour la nandrolone, le seuil acceptable à 2 nanogrammes par millilitre d'urine », a pour sa part expliqué au Monde le professeur Jacques de Ceaurriz, directeur du Laboratoire national de dépistage du dopage (Châtenay-Malabry).

La question suivante est donc celle de la vraisemblance d'un apport exogène, autre que celui pra-

tiqué consciemment à des fins dopantes. « Le seul cas connu dans la littérature scientifique est celui résultant de travaux menés, au début des années 90, par des spécialistes belges de l'université de Gand. Ces derniers avaient fait consommer à des volontaires de la viande bovine en dépit de la réglementation européenne alors naissante, avait été traitée par des stéroïdes anabolisants, explique le professeur de Ceaurriz. Une ou deux personnes avaient alors présenté des traces urinaires de métabolites de la nandrolone. Mais, là encore, cette hy-

pothèse ne tient guère pour ce qui est des cas récents qui nous occupent et pour lesquels nous avons observé des résultats compris entre 5 et 10 nanogrammes par millilitre. »

Dès lors, que conclure? Sans vouloir définitivement trancher, les spécialistes du dopage interrogés par *Le Monde* rappellent que la oandrolone (ou, plus encore, l'uo de ses précurseurs holo-

« EN VENTE LIBRE »

« Certains experts ont, sur ce thème, proféré ces dernières semaines beaucoup d'inexactitudes, souligne le docteur Laure. Il est totalement faux de dire que la forme injectable de nandrolone n'existe pas en France. Cette forme est, au contraire, facile à trouver sur le marché noir, la molécule provenant notamment des Pays-Bas et de Grèce. Elle existe soit sous un conditionnement pharmaceutique classique, soit sous la forme d'une contre-façon. Il faut ensuite savoir qu'il existe, en vente libre, sous forme orale et commercialisée par la multinationale pharmaceutique Ciba-Geigy, disponible dans toutes les pharmacies au rayon vétérinaire, une nandrolone sous la marque Euflex. »

On trouve par ailleurs, via Internet, outre des moyens de se procurer ce type de médicament, les recettes les plus précises concernant son utilisation à des fins dopantes. Ces recettes permettent une consommation « optimale » permettant de bénéficier des effets métaboliques et psychologiques (avec induction de modification de comportement à connotation agressive) sans pour autant prendre le risque d'être démasqué « positif » lors des possibles contrôles organisés dans le cadre des compétitions officielles.

Pour les spécialistes français du dopage, il est aujourd'hui du plus haut intérêt d'observer de quelle manière l'institution sportive (fédérations, mais aussi autorités gouvernementales concernées) réagit aux affaires en suspens. « La situation actuelle est proprement "stupéfiante", estime le docteur Laure. Dans tous les autres pays, le dopage à la nandrolone est systématiquement et fortement sanctionné par les fédérations. Ce n'est manifestement pas le cas en France dès lors qu'il s'agit de certains sportifs de haut niveau. »

Jean-Yves Nau

Bernard Lama ronge son frein dans l'East End londonien

Après plus de deux cents jours sans match, le gardien de but a enfin trouvé un club en signant pour six mois à West Ham United. Mais, pour le moment, il doit se satisfaire d'un rôle de remplaçant

A trente-quatre ans, Bernard Lama n'a pas de temps à perdre. Privé de club, donc de matchs, depuis près de six mois, le portier international risquait fort de passer à côté de la Coupe du monde de football 1998 (10 juin-12 juillet), orga-

nisée en France. Pour retrouver sa place au sein de la sélection d'Alain Jaquet, l'ancien n°1 du PSG se devait de renouer avec la compétition. Après avoir été annoncé en Espagne, en Turquie puis au Stade Rennais, c'est en Angleterre, à

West Ham United, qu'il a débarqué, pour six mois. Là-bas, il devait suppléer le Tchèque Lukáš Mladík, peu convaincant et blessé de surcroît. Mais le remplaçant Craig Forrest a fait mieux que son devoir. Du coup, Bernard Lama a fait

« banquette » deux rencontres de suite, une situation qu'il apprécie peu. « Je ne suis pas venu pour être le remplaçant du remplaçant », a-t-il confié, dimanche 28 décembre, après le succès de ses coéquipiers (2-1) à Wimbledon.

LONDRES
de notre envoyé spécial
Un gardien de but, par définition, est un homme patient. Regarder évoluer ses coéquipiers et guetter les ballons venus du ballon vous accoutume à la ténacité. A trente-quatre ans, dont quatorze passés au haut niveau, Bernard Lama sait donc forcément ce qu'attendre veut dire. Cela tombe bien. Dimanche 28 décembre, l'ancien gardien de but du Paris-Saint-Germain et de l'équipe de France a vécu son 218^e jour d'affilié sans jouer. Arrivé en milieu de semaine dernière à Londres, il a assisté, en remplaçant, à la victoire de West Ham United, son nouveau club, à Wimbledon (2-1). Deux jours plus

tôt, c'est également du banc de touche qu'il avait vécu le succès sur Coventry (1-0). Bernard Lama a donc enfin un club. Mais Bernard Lama ne joue pas. Au pied du bus qui doit lui faire traverser tout Londres avec ses coéquipiers, le Français n'a pas d'autre explication à donner que celle-ci, sorte de version officielle à laquelle il lui faut bien croire : « Je n'ai pu m'entraîner que deux jours avec ma nouvelle équipe, dit-il. Cela faisait un délai trop court, étant donné qu'il y avait deux matches coup sur coup. Je suppose que c'est pour cette raison que l'entraîneur ne m'a pas fait jouer. » Temporaire ou non, cette situation est un épisode supplémentaire à l'interminable feuilleton dont il est le héros malheureux depuis dix mois.

Tout commence un jour de février lors d'un stage de l'équipe de France à Clairefontaine. Un contrôle antidopage inopiné effectué à ce moment-là révélera la présence de cannabis dans les urines du gardien de but international. La sanction tombe : cinq mois de suspension, dont deux fermes. Bernard Lama doit payer son erreur. Mais sans s'en rendre compte, il va alors en commettre une autre, bien plus préjudiciable. Alors que le championnat de France fire à sa fin, il exprime le souhait de porter le maillot d'un grand club étranger.

CHAIRES MUSICALES
En se plaçant lui-même, sur la liste des candidats au départ, Bernard Lama va négliger un détail important : en raison de la spécificité du poste, le transfert d'un gardien de but est chose difficile. Si une place ne se libère pas quelque part, inutile d'espérer trouver une cage à défendre. Dans les mois qui vont suivre, des rumeurs alimentées par les imprésarios du Français vont néanmoins l'annoncer alternativement en Espagne, en Angleterre, en Ecosse, en Italie, en Turquie... Entre pure extrapolation et contacts avérés, on assiste à un vrai-faux jeu de chaises musicales.

Ainsi quand le FC Valence fait savoir qu'il cherche un remplaçant au doyen Andoni Zubizarreta, Bernard Lama est-il pressenti. Idem lorsque Víctor Isla, le gardien du FC Barcelone, se blesse gravement. Ou quand David James, de Liverpool, amuse l'Angleterre de ses bêtises à répétition. Et, lorsque l'actuel gardien du PSG, Christophe Revault, passe totalement à côté de deux rencontres importantes (contre le Bayern de Munich et contre Monaco), un retour en grâce se même évoqué. La chance de Bernard Lama survient finalement le 6 décembre dernier.

Diego Maradona
souhaiterait
revenir
au « Napoli »...
pour le diriger

LE FOOTBALLEUR ARGENTIN
Diego Armando Maradona revient-il à Naples ? Le joueur qui, entre 1984 et 1991, devint un véritable dieu vivant sous le maillot bleu de l'équipe napolitaine, a laissé entendre sur une chaîne de télévision privée son intention de revenir au pied du Vésuve afin de prendre en charge le club italien, actuellement dernier du championnat de première division. « Je suis prêt à devenir président du club. Un groupe d'industriels s'est proposé de racheter une majorité d'actions du Napoli et de me donner les pleins pouvoirs. Revenir à Naples me plairait beaucoup », a affirmé Maradona, qui, il y a deux mois, avait annoncé sa retraite définitive des terrains.

Le jeune d'été Yaka ten
son billet pour la prochaine

La presse...
Le jeune d'été Yaka ten
son billet pour la prochaine

A Noël, le football anglais ne perd pas l'appétit

LONDRES
de notre envoyé spécial
S'il fallait établir une comparaison, on dirait du Boxing Day qu'il est au football anglais ce que l'étape du 14 juillet est au Tour de France cycliste. Tout à la fois une sortie familiale, une épopée populaire et un événement de proximité à la dimension d'une nation. Chaque 26 décembre, tout ce que l'Angleterre connaît d'amateurs de ballon rond se rend ainsi au stade. Alors que partout ailleurs en Europe les footballeurs ont rangé leurs crampons, la mère patrie du sport le plus populaire de la terre ne connaît, ni trêve ni amnistie.

Les festivités commencent donc chaque lendemain de Noël par une journée de championnat comme une autre à laquelle prennent part les quatre-vingt-deux clubs professionnels du pays, répartis en quatre divisions. Elles se poursuivent le 28 décembre par une autre journée de championnat. Veodredi 26 décembre, pour la 20^e journée du championnat d'Angleterre, tous les stades de première division affichaient complet, la plus grande affluence étant enregistrée à Manchester United (55 000 spectateurs). En deuxième division, la rencontre entre Sunderland, classé cinquième, et Brad-

ford, onzième, s'est jouée devant 40 000 personnes. Dernier exemple donant la mesure du phénomène : le même jour, la lanterne rouge de D3, Carlisle, faisait match nul 1-1 avec Blackpool, onzième du classement, devant plus de huit mille témoins.

Pourtant, Boxing Day ou pas, ces chiffres ne sont pas exceptionnels. Cela fait quelques années que les stades anglais ne désemploient plus tout au long de la saison. Au point d'apparaître trop exigu. A Leeds, à Newcastle, à Arsenal, à West Ham, des projets d'agrandissement des stades sont à l'étude. A Wimbledon, c'est la construction

d'un nouvel enceinte qui est évoquée. Les édiles locaux y étant toutefois opposés, le club envisage sérieusement de s'installer à Dublin où des enquêtes montrent qu'il sera facile de réunir cinquante mille spectateurs à chaque match.

« ABSURDE »
Selon l'Agence France-Presse, Nicola Rivelli, parlementaire de Forza Italia, était prêt, avec plusieurs industriels, à reprendre le club napolitain et à donner les pleins pouvoirs à l'Argentin. « Maradona aime la ville, a-t-il expliqué, il connaît les supporters et s'est dit tout disposé à prendre en mains le club pour le relancer, surtout en ce moment, où la direction technique est confiée à son ami, Salvatore Bagni. Il faut songer aux intérêts du Napoli et le sauver de la relégation ».



PETER PAUL RUBENS "The marriage of Alexander and Rosalind"

Bonne Chance Stockholm!

Les lumières de Thessalonique, capitale culturelle de l'Europe en 1997 ont resplendi sur le monde grâce à l'organisation fort réussie de plus de 1 200 événements.



Hommages rendus à Mélini Mercouris et Odysseas Elytis, concerts d'Agni Bakas mais aussi de U2, expositions des peintures du Caravage ainsi que de d'œuvres d'art européennes et orientales sur Alexandre le Grand avec, en point d'orgue, l'exposition des trésors du Mont Athos : tout cela pour le plus grand plaisir de plus d'un million quatre cent soixante mille visiteurs qui ont pu admirer des vestiges admirables, des œuvres d'art uniques et qui ont eu l'occasion de goûter à toutes les formes de la civilisation !

Le rideau va tomber sur Thessalonique, capitale culturelle de l'Europe, mardi 30 décembre, après un spectacle fantasmagorique selon le film de Bregovic, «Thessalonique», qui réunit musique, danse, vidéo et théâtre. Cette cérémonie sera diffusée dans tous les pays d'Europe via l'Eurovision et sera l'occasion pour Thessalonique de passer la main à Stockholm et de lui souhaiter « Bonne Chance », croyant profondément que la nouvelle capitale culturelle fera un nouveau pas de géant vers la civilisation.

EUROVISION

THESSALONIQUE
CAPITALE CULTURELLE DE L'EUROPE 1997

Le prodige australien Todd Reid absent de l'Orange Bowl

ILS SONT ENCORE des enfants et, comme tous les enfants, ils rêvent d'être des héros et de réaliser des choses mirifiques. Ces enfants-là, leurs parents, leurs agents ou leurs entraîneurs rêvent avec eux. Ils sont joueurs de tennis, ils ont entre onze ans et dix-huit ans, ils ont disputé l'Orange Bowl, une forme de championnats du monde juniors, cadets et minimes qui se disputent traditionnellement à Miami Beach (Floride), la dernière semaine de décembre.

Dans ce gigantesque tournoi, l'avenir du tennis mondial se dessine. L'Orange Bowl a connu des vainqueurs comme Björn Borg, Chris Evert, John McEnroe, Gabriela Sabatini ou Ivan Lendl, et des participants comme Boris Becker, Stefan Edberg, Jennifer Capriati ou Yannick Noah. Cette année, les lauréats s'appellent Lourdes Dominguez (cadette) Guillermo Clora (cadet) Nicolas Massu (junior) et Tina Penik (junior). Ils sont espagnols, chiliens ou slovénes. Les équipementiers ne sauront rien leur refuser.

Todd Reid, lui, n'a pas disputé l'Orange Bowl. Cet Australien de treize ans est pourtant considéré comme la nouvelle perle rare du tennis mondial. Il s'entraîne chez Nick Bollettieri, il a déjà signé plusieurs contrats dont la totalité s'élève à une poignée de centaines de milliers de dollars. « Je ne sais pas à quel point je suis bon », a expliqué le gamin au New York Times. Son coup droit en pleine croissance est attendu phénoménal dans les prochaines années, son sens du court est déjà très aiguisé. Avec son revers à deux mains et son intuition à retourner les services, Todd Reid rappelle André Agassi, comme son service déjà assez profilé rappelle

celui de Pete Sampras. Jolies références. Né à Coogee, en Nouvelle-Galles du Sud, Todd s'est révélé tôt comme un joueur de tennis très audessus de la moyenne. Dans un pays qui cherche des successeurs à Ken Rosewall, il a rapidement été repéré... comme le successeur potentiel de Patrick Rafter ou Mark Philippoussis, les actuelles vedettes du tennis « aussie ». Il gagne quelques tournois, fait tourner quelques têtes, son entraîneur lui conseille de quitter le pays pour aller chercher victoire aux Etats-Unis. Colbert, un

Laetitia Sanchez
manque de souffle

Laetitia Sanchez ne sera pas la cinquième cadette française dont le nom figurera au palmarès de l'Orange Bowl après Nathalie Dechy (1994), Sylvie Sabas (1988), Alexia Dechaume (1986) et Sybille Niox-Chateau (1985). En finale du Grand Tournoi de Miami, la jeune Lyonnaise n'a pu rester assez agressive longtemps face à une fatigable Espagnole, Lourdes Dominguez. Après avoir enlevé le premier set et mené 4-3 service à suivre dans la deuxième manche, la Française se mit à commettre des fautes qui remirent en selle l'Espagnole. Laetitia Sanchez pense que la victoire lui a échappé parce qu'elle a laissé trop de forces dans un échauffement de plus d'une heure. Son entraîneur, Gail Lovera, estime que « Laetitia a besoin de matchs face à des joueuses aussi solides que Dominguez pour s'aguerrir ». La jeune Française n'avait en que quelques jours pour se préparer, une déformation osseuse à un pied lui ayant imposé d'être plâtrée pendant deux mois.

NE PAS SE BRÛLER LES AILES
De son Australie, Bob, le père de Todd, s'en est alarmé : « Il y a une différence entre exploiter un enfant et lui consacrer un futur confortable », a-t-il expliqué à Colbert. Les responsables de IMG-McCormack, la plus puissante société d'agents sportifs de la planète, ont conseillé à la famille de tempérer les ardeurs de Colbert. Même avec un tennis de rêve, Todd n'a que treize ans, ne compte aucune victoire probante puisqu'il ne joue pas encore en tournoi. Il a tout le temps pour se brûler les ailes.

Dans cette frénésie, la merveille garde la tête étonnamment fraîche. Todd joue au tennis, énormément, et étudie de nombreux adversaires plus vieux que lui. Il aime les Etats-Unis - « en Australie, quand je dis que j'ai des sponsors, les enfants de mon âge ne comprennent pas, ici ils trouvent que c'est cool », dit-il -, il s'est fait à sa nouvelle vie de pensionnaire à l'académie. Il s'est fait de nouveaux copains, il a encore du mal à faire son lit, a compris qu'il ne fallait plus laisser traîner ses affaires sous peine de se les faire voler. Il dit : « Vivre ici, c'est comme si j'étais un robot. Je me lève et je joue au tennis, mais je pense que cela doit être important. » Même en dormant, Todd Reid impressionne son monde. L'enfant est somnambule.

Bénédicte Mathieu

Diego Maradona
souhaiterait
revenir
au « Napoli »...
pour le diriger

LE FOOTBALLEUR ARGENTIN Diego Armando Maradona revient à Naples. Le joueur qui, après avoir été à la tête du club, en a été chassé, souhaite revenir pour le diriger. Le club napolitain, qui a été champion de Italie en 1987, a été chassé de la première division en 1994. Maradona a été élu président du club en 1994. Il a été élu président du club en 1994. Il a été élu président du club en 1994.

Après cette déclaration, les dirigeants du club napolitain ont été surpris. Ils ont été surpris par la déclaration de Maradona. Ils ont été surpris par la déclaration de Maradona.

Diego Maradona a été élu président du club napolitain en 1994. Il a été élu président du club napolitain en 1994. Il a été élu président du club napolitain en 1994.

Diego Maradona a été élu président du club napolitain en 1994. Il a été élu président du club napolitain en 1994. Il a été élu président du club napolitain en 1994.

Diego Maradona a été élu président du club napolitain en 1994. Il a été élu président du club napolitain en 1994. Il a été élu président du club napolitain en 1994.

Diego Maradona a été élu président du club napolitain en 1994. Il a été élu président du club napolitain en 1994. Il a été élu président du club napolitain en 1994.

de leur
« jous » de
vocals à la
compréhension
juste.

urg
5 %
est

a implémenté
elle n'a pas
ne comment
nt l'appellait

ars, les familles
la règle, le
exclamation
Associations
ment intégré
d'association
des schémas
M. Abo
ment aux
sont les
l'ont per
du nom
à l'assess
de la cour
de la cour
de la cour
de la cour

Marcel Sol

an-Trez

Marcel Sol

Le jeune défi Yaka tente de décrocher
son billet pour la prochaine Coupe de l'America

L'un des deux concurrents français recrute par l'intermédiaire de la Fédération de voile

La prochaine Coupe de l'America aura lieu dans la baie d'Auckland (Nouvelle-Zélande) en l'an 2000. La dernière édition de cette compétition internationale de voile n'a pas été brillante pour la France, l'équipage de Marc Pajot convaincant de nombreuses mésaventures sur le plan

QUE FAUT-IL pour gagner la Coupe de l'America ? Il n'y a qu'à financer un navire d'entraînement et un bateau de course de haute technologie. Il n'y a qu'à entretenir un équipage habitué aux arcanes du match-racing. En résumé, 200 millions de francs suffisent. Pascal Herold, président de l'Union nationale pour la course au large (UNCL) qui a déposé le défi, Luc Gellisseau, directeur du défi, et son président Xavier de Lesquen, n'ont en d'autre choix que de contourner ce problème.

Il n'y a qu'à cela, Yaka. La quête de la Coupe de l'America n'est pas si simple. Si mythique qu'elle soit, elle apparaît aujourd'hui aux financiers comme exorbitante et un peu surannée. L'expertise de M. Gellisseau, directeur de l'école de voile Cornu, leader de la Course au large en Europe, ou celle de Pierre Mas - actuellement sur la Whitbread à bord du voilier norvégien *Innovation* - ne sont pas un gage suffisant pour les mécènes, qui se raréfient.

CAISSES VIDES ET IMAGINATION. Et les pouvoirs publics, échaudés par leur association avec Marc Pajot (*French-Kiss*, Ville-de-Paris, France 2 et 3) lors des éditions 1987, 1992 et 1995, ne sont pas prêts à renouveler l'expérience. Le terme « Yaka » s'est rapidement imposé comme l'illustration des difficultés rencontrées. Cette opération a été financée par le département de la Seine-Saint-Denis, devenu le nom d'un défi dont s'efforce de combler les caisses vides avec l'imagination.

Les moyens avec lesquels Yaka-France compte fonctionner - environ 50 millions de francs, dont seulement 18 ont déjà été trouvés avec le concours d'Havas Publicité -, ne lui permettent pas de rêver de s'approprier la célèbre algèbre d'argent du premier coup. Le défi

mise sur le long terme : 2003. Pour tenir la distance, il lui faut « de jeunes éléments (trois quarts de l'équipage devra avoir moins de vingt-cinq ans au moment de la finalisation du projet, dans quelques mois), motivés et libres ». Pour embarquer sur *Yaka-France*, mieux vaut être passionné et désintéressé. On ne peut espérer de défrayer avant septembre 1999.

« Les gros muscles ne suffisent plus, précédemment les responsables, l'infatigable et l'électronique prennent une place prépondérante à bord. » Pour autant, Yaka-France ne se privera pas de spécialistes et « pilotes » du voilier *Yaka*, qui n'existe encore que sur plan, doivent donc se rendre, à leurs frais, dans un des neuf centres nautiques de détention répartis sur la Manche, l'Atlantique et la Méditerranée.

Là, ils sont logés et nourris contre le versement d'une somme de 300 francs par jour, et des cadres techniques de la FFV analysent leur comportement lors de sessions de navigation en équipage. Il y a aussi les tests physiques : grimper en tête de mât, footings et hissage de charges, ou encore entraînement de vingt virements de

bord en dix minutes, spécialité de la Coupe de l'America. Pour qu'un « jeune » m'échappe à Yaka, et dans l'espoir d'augmenter ses effectifs (environ 200 000 licenciés), la FFV pense pourvoir les évaluations jusqu'à la fin de 1999. « Nous connaissons tous ceux qui ont un haut niveau en France, dit Jean-Paul Roux, qui supervise le projet à la Fédération, mais le défi Yaka sera peut-être le défi de la peur d'autres et, s'ils ne comprennent pas, nous pourrions leur proposer un autre type de compétition au sein de notre structure. »

Au-delà de leur niveau technique et sportif, une évaluation professionnelle des postulants sera assurée gracieusement par Proway, le

cabinet de recrutement parisien de Patrick Royette, ancien président de l'UNCL, passionné de voile. « La voile en voile n'est pas suffisante, explique Frédéric Boudet, consultant chez Proway, nous devons nous assurer de la solidité du mental des candidats, de leur capacité à travailler en équipe et de leur motivation, car ils doivent se projeter dans le temps. Nous évaluons leur capacité à tenir leur poste ; ils devront être polyvalents et assumer un métier à terre dans les domaines de la météo, de la logistique ou de la préparation physique. »

EXPERIENCE ATYPIQUE. Il promet des tests simples et différents de ceux réservés aux cadres d'entreprise : « Nous définissons des critères à remplir dans l'esprit d'équipe, la résistance au stress et à la crise, mais nous procédons par entretiens de groupes de dix personnes, puis par entretiens individuels. »

Selon lui, cette démarche peu ordinaire dans le milieu du sport n'étonne guère les candidats : « Nombre d'entre eux ont fait des écoles d'ingénieurs ou de commerce. Quant aux baroudeurs, ils ont compris depuis le début que le défi Yaka est atypique. »

Pour systématiser qu'elle soit, cette sélection ne garantira pas l'efficacité sur le plan d'eau d'Auckland de l'équipage du défi Yaka. D'autant que son budget de 50 millions de francs interdit l'achat d'un bateau d'entraînement adapté. La somme réunie jusqu'à présent suffirait à démarrer la construction du bateau de course, mais les responsables du défi s'y refusent encore. Ils veulent profiter au maximum de l'avancée technologique. En outre, ils devront signer, le 31 janvier, un chèque de caution de 1,5 million de francs pour rester en France les éliminatoires de la Coupe de l'America. S'ils n'ont pas réuni 70 % de leur budget total à cette date, ils sont censés de remettre leur tête à plus tard.

Patricia Jolly

La neige est enfin tombée
sur les sites olympiques de Nagano

LA NEIGE a commencé à tomber dimanche 28 décembre sur les sites olympiques de Nagano, où doivent se disputer les Jeux d'hiver du 7 au 22 février 1998. Les flocons sont arrivés 24 heures après qu'une cérémonie eut été organisée dans un temple shintoïste par Nahuyuki Fukushima, maire de Hakuba, le village où auront lieu les épreuves alpines et nordiques. Avec les représentants de l'hôtellerie locale, il a demandé aux lieux de mettre un terme aux effets d'« El Niño » (phénomène climatique lié au déplacement de masses d'eaux chaudes dans le Pacifique), qui, en retardant les chutes de neige, privait la commune des 30 000 touristes qui la fréquentent habituellement à cette période de l'année. Les premières chutes de décembre avaient été insuffisantes et avaient fondu. La nouvelle couche semble plus abondante au moins au-dessus de 700 m d'altitude. - (AFP, AP.)

DÉPÊCHES ■ FOOTBALL : arrivé à La Corogne en août 1996, l'international français Michael Madar, 29 ans, va quitter le Deportivo pour le club d'Everton (D1 anglaise), actuellement 18^e du classement. Karel Poborsky, international tchèque de l'actuel leader du championnat anglais, Manchester United, a signé un contrat avec le Benfica Lisbonne. Côté français, un accord de principe a été conclu pour le transfert de Stanley Menzo, gardien de but néerlandais de Bordeaux, à Lierse en Belgique. A Marseille, le défenseur central italien Alberto Malusci sera prêté pour six mois au club transalpin de Foggia (qui évolue en deuxième division).

■ HOCKEY SUR GLACE : l'équipe de France a été tenue en échec par la Suisse B, 3 à 3 après prolongation, samedi à Megève pour son premier match dans le Tournoi du Mont-Blanc. Face à une équipe au jeu engagé, les Tricolores ont bien souvent manqué de réalisme devant la cage adverse. Cette contre-performance qui surgit à un mois et demi des Jeux olympiques d'hiver, inquiète sérieusement Philippe Bozon, qui était pour l'occasion sa 200^e sélection et qui déclarait dans les colonnes du *Journal du dimanche* : « Le groupe a toujours donné le maximum. Cela devient de plus en plus difficile (...) J'espère me tromper, mais je suis assez pessimiste sur notre avenir. » Lors de la troisième et dernière journée du Tournoi du Mont-Blanc, qui aura lieu lundi, la France sera opposée au Japon.

■ PATINAGE DE VITESSE : lors des épreuves de qualification pour les Jeux olympiques de Nagano, la Canadienne Le May Doan a amélioré de 19 centièmes de seconde le record du monde du 500 mètres (37 secondes 71 centièmes contre 37 secondes 90 centièmes). Le May Doan, patineuse de Saskatoon, avait déjà amélioré ce mois-ci le record du monde du 1 500 mètres.

■ RUGBY : Gwyn Jones, le capitaine de l'équipe du pays de Galles, est contraint de renoncer à sa carrière de rugbyman après avoir été gravement blessé à la colonne vertébrale, samedi 13 décembre, lors d'un regroupement au début du match Cardiff-Swansea. Agé de vingt-cinq ans, le flanker du XV de Galles, étudiant en médecine, souffre d'une compression de la moelle épinière au niveau des vertèbres cervicales.

■ LES JOUEURS DE BRIVE, champions d'Europe qui défendront leur titre le 30 janvier à Bordeaux face à Bath, se sont inclinés à Béziers dimanche 28 décembre (32 à 16). Dans le même temps, toujours pour le compte de la onzième journée du championnat de France, Agen, finaliste de la Conférence européenne, est allé s'imposer à Grenoble (16 à 3).

■ SKI ALPIN : déjà victorieuse du slalom de Val-d'Isère (pour la première fois de sa carrière), la Suédoise Viva Noreen a réussi à s'imposer dans les deux épreuves de la Coupe du monde disputées les 27 et 28 décembre à Liège en Autriche. La jeune étudiante en psychologie conforte ainsi son avance au classement de la Coupe du monde de la spécialité, avec 380 points. Sa grande rivale, l'Autrichienne Deborah Compagnoni, n'en compte que 220. Laure Péquegnot, la première Française, s'est hissée à la neuvième place samedi et à la douzième dimanche. Au classement général de la Coupe du monde, la nouvelle vedette du slalom est quatrième derrière les spécialistes de la vitesse, les Allemandes Katja Seizinger (971 points) et Hilde Gerg (674 points), et Deborah Compagnoni, qui la devance de 30 points seulement.

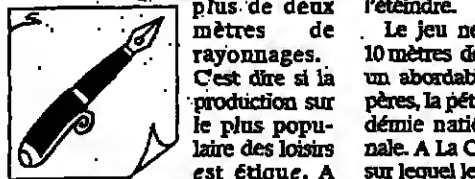
■ ATHLÉTISME : la corrida de Houilles a été remportée pour la huitième année consécutive par le Marocain Khalid Skah, ancien champion olympique du 10 000 mètres et ancien champion du monde de cross-country. Bonclant les 10 kilomètres en 27 minutes et 57 secondes, il a précédé l'Éthiopien Jifar et le Kenyan Nyariki. Le meilleur Français a été Mohammed Hezzer, qui est arrivé neuvième.

■ LOTO : les tirages, numéros 104 du Loto effectués samedi 27 décembre ont donné les résultats suivants : ● premier tirage : 5, 23, 31, 34, 42, 48, numéro complémentaire 15. Les rapports sont pour six bons numéros de 8 106 060 F, cinq numéros et le complémentaire : 65 650 F, cinq numéros : 7 545 F, quatre numéros et le complémentaire : 318 F, quatre numéros : 159 F, trois numéros et le complémentaire : 34 F, trois numéros : 17 F.

● second tirage : 2, 9, 16, 28, 39, 47, numéro complémentaire 13. Les rapports sont pour six bons numéros de 17 517 620 F, cinq numéros et le complémentaire : 60 975 F, cinq numéros : 7 365 F, quatre numéros et le complémentaire : 294 F, quatre numéros : 147 F, trois numéros et le complémentaire : 30 F, trois numéros : 15 F.

La dramaturgie du jeu de boules

LA PÉTANQUE est tenue en piètre estime par l'édiction. A la FNAC, ne pointent que deux ouvrages sur le sujet. A côté, la rubrique « musculation » occupe plus de deux mètres de rayonnages. C'est dire si la production sur le plus populaire des loisirs est étiquée. A croire qu'aucun poète ou ethnologue n'a jamais bravé la foule un jour d'été au parc Borély, à Marseille, pour l'immemorial concours organisé par feu Le Provençal. Il aurait pourtant saisi là toute la dramaturgie de ce jeu.



Yvan Audoard, dans *Le Noble Jeu provençal* (éd. Autre temps, 100 F), affirme que « le jeu de boules est de la Provence ce que le théâtre de Delphes était à la Grèce antique », ce qui est peut-être pousser un peu loin le bouchon. Incompris, le geste auguste du lanceur n'a souvent suscité qu'une prose incomplète. Dans cette grande misère, on s'intéressera donc au *Grand Livre de la pétanque* (Canal Plus Éditions, 190 F), qui vient de paraître. On y puisera de quoi briller en société et, mieux encore, autour de la table de camping, sous les platanes, une fois les boules remises au fond de la 204. On y apprend que la pétanque naquit à La Ciotat, en 1910, place Bérand, sur le terrain d'Ernest Pidot. Le jeu provençal se pratiquait alors avec trois pas d'élan sur une aire balisée de 15 à 20 mètres. Mais un jour s'improvisa une variante afin de permettre à Jules Le Noir, un joueur cloué sur une chaise par des rhumatismes, de participer à la partie. Le terrain fut raccourci et le lancer se fit les deux pieds au sol. Les « ped tancos », « pieds tanqués » en provençal, marquaient

leur premier point. En 1927, la pratique en fut codifiée. Elle répond aujourd'hui à trente-neuf lois, qu'il convient de connaître si l'on veut étayer la discussion à défaut de l'étendre.

Le jeu ne nécessitant que 6 à 10 mètres de la croûte terrestre et un abordable cadeau de fête des pères, la pétanque connaît une pandémie nationale puis internationale. A La Ciotat a échos un empire sur lequel le Soleil ne se couche jamais. Depuis l'Antiquité, le génie méditerranéen n'avait jamais été consacré aussi universellement, du Japon aux Amériques. Marins plus fort qu'Alexandre le Grand.

D'un personnage de Pagnol à l'autre, voilà qui conduit à aborder le délicat dossier de Fanny. La jeune fille aurait existé au début de ce siècle. Comme pour toute grande invention est née une chaudière sur la primeur de ce bûcher impudique. Il y aurait eu fait une paire de Fanny, l'une à Lyon, vendait ses charmes sur la colline de la Croix-Rousse et était devenue le gage des boulistes malheureux. L'autre, dans l'Isère, était servante au Café des Remueurs du cochonnet, au Grand-Lemps. Défait lors d'une partie, monsieur le maître de la commune aurait un jour posé deux chastes hommages au revers de la dame. La gauleserie se propagea et chaque club se doit aujourd'hui de posséder son saint tabernacle - sculpture rebondie ou tableau lisse - où s'explent les 13-0.

associés aura également donné à la langue française de savoureuses expressions, dont Albert Mathieu tient un petit dictionnaire. On notera qu'un joueur peut « faire l'ailon » (pilonner le terrain sans parvenir à toucher la boule) ou, au contraire, « sulfater » (réussir chaque coup) et qu'une boule peut « avoir de l'asthme » quand elle peine à atteindre le but, appelé encore petit, garr, bouchon, guignol, coconnement.

Avertissements aux lecteurs : pour satisfaire son érudition, il lui faudra passer par dix-huit pages d'autopromotion pour le Trophée d'automne organisé par Canal Plus,

hymne à la chaîne cryptée à la limite du hors-sujet. Il lui faudra supporter nombre de témoignages sans savoir pour pécher quelques coups au but de Richard Bohringer (« Porter la boule ou creux de sa main, comme s'il s'agissait de l'univers, regarder au loin la terre ») ou de Didier Van Cauwelaert (« La pétanque, le plus souvent, hélas, m'a renvoyé à ma pesanteur terrestre »). Expurgé de ses agaçants copinages, le *Grand Livre de la pétanque* aidera à passer un morceau d'hiver. Puis le redoux nous rendra enfin à notre rite estival.

Benoît Hopquin

مكتبة من الامم

AMOUR NOT-SPORTS

LE MONDE / MARDI 30 DECEMBRE 1997 / 15

DU 29 DECEMBRE AU 2 JANVIER

RTL vous offre
70 séjours
de 4 personnes

à Disneyland Paris

(Hôtel, Repas, Passeports)

Laurent
PETITGUILLAUME
14H00-16H30

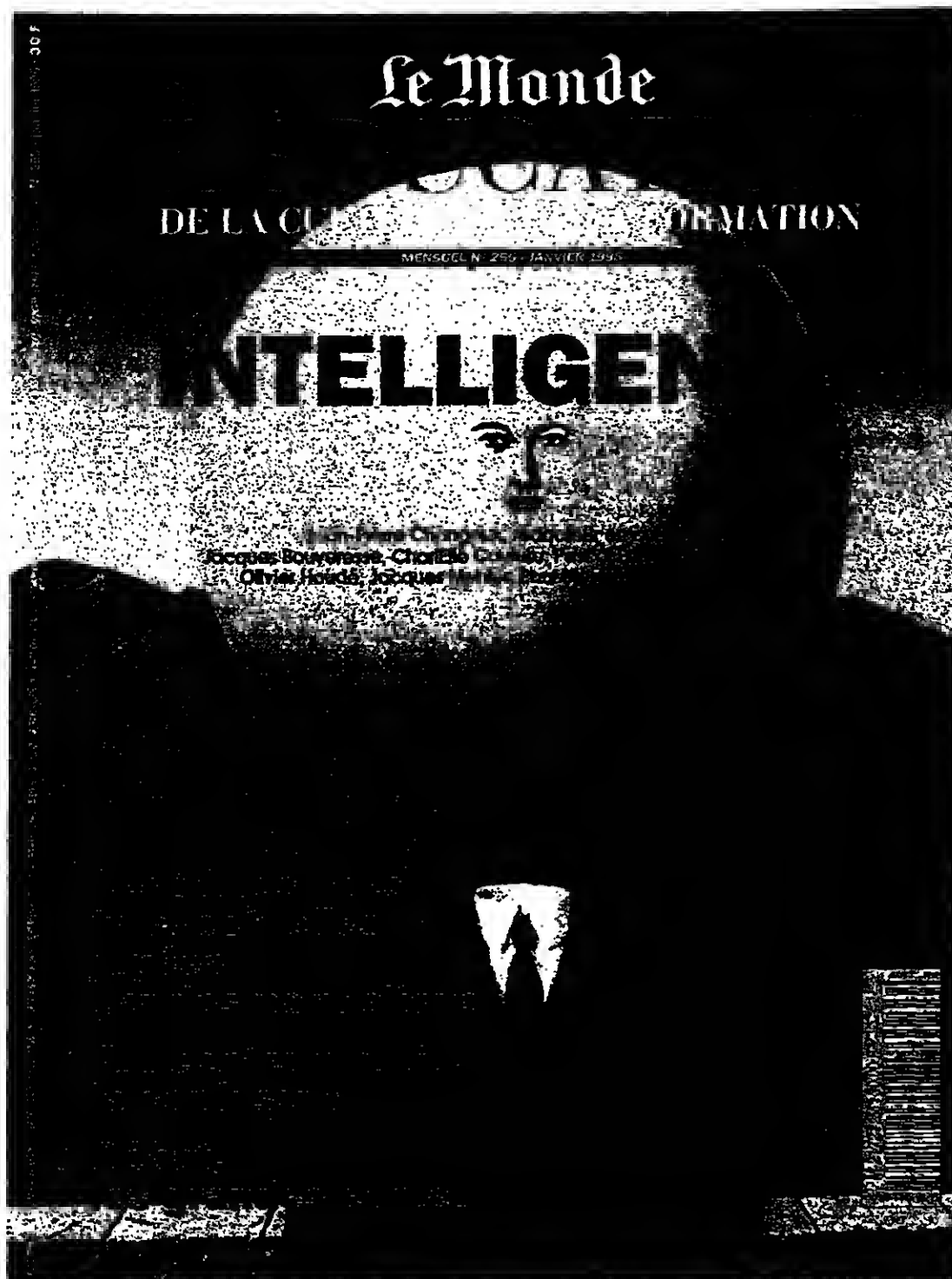
RTL

C'EST DÉJÀ CARNAVAL À DISNEYLAND PARIS!

www.rtl.fr

مركز الامم

Il n'y a pas que le physique qui compte



VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, écriture, multimédia, voyage, parole, jeunes, civisme, télévision, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.

arte

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC

le vendredi 16 janvier à 17 heures à la FNAC d'Angers et le jeudi 22 janvier à 18 heures à la FNAC du Forum des Halles à Paris sur le thème : « L'intelligence se mesure-t-elle ? »

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : *Le Monde de l'éducation* - Service abonnements, 24, avenue du Général-Lederc, 60646 Chamilly Cedex. Offre valable jusqu'au 31 décembre 1998 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures.

1 AN, 11 NUMÉROS
249 F

au lieu de 330 F
(prix au détail)

**SOIT 24 %
DE RÉDUCTION**

☐ **OUI**, je souhaite bénéficier de votre offre d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour

☐ 1 an (11 numéros) pour 249 F seulement au lieu de 330 F*, soit une économie de 81 F.

☐ 6 mois (6 numéros) pour 150 F seulement au lieu de 180 F*, soit une économie de 30 F.

☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.

☐ Je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant.

Nuages et petites pluies

LES PERTURBATIONS venant de l'Atlantique continuent à traverser la France. Elles apportent beaucoup de nuages, un peu de pluie, mais aussi une relative douceur.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. - Nuages et soleil se partageront la matinée. Les nuages prendront ensuite le dessus; ils donneront de la pluie, tandis que le vent de sud se renforcera, atteignant 80 km/h en rafales en fin de journée. Il fera de 10 à 12 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les nuages accompagnés d'un peu de pluie domineront. Une légère amélioration se fera sentir en fin d'après-midi. Il fera entre 8 et 9 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - En Champagne et en Lorraine, la journée sera grise, avec de faibles pluies. En Alsace, Bourgogne et Franche-Comté, la grisaille et les bruillards matinaux laisseront place à quelques éclaircies à la mi-

journée. Il fera entre 5 et 7 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - En Midi-Pyrénées, les nuages domineront. Dans les autres régions, le temps sera gris et faiblement pluvieux jusqu'à la mi-journée, puis une amélioration se produira. Il fera environ 11 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Dans le Limousin et en Auvergne, la journée sera maussade. En région lyonnaise, après quelques éclaircies matinales, le ciel se couvrira pour donner un peu de pluie en fin de journée. Dans les Alpes, la matinée sera ensoleillée, puis le ciel se couvrira progressivement par l'ouest. Il fera entre 8 et 10 degrés en plaine.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Après quelques éclaircies en début de matinée, les nuages envahiront rapidement le ciel en toutes régions. Les températures resteront clémentes, atteignant l'après-midi 12 à 14 degrés sur le littoral, 9 à 11 degrés ailleurs.



LE CARNET DU VOYAGEUR

HÉBERGEMENT. Voyageur spécialiste dans la réservation de chambres et les séjours chez l'habitant dans plus de quarante et un pays ainsi qu'à Paris, la société Tourisme chez l'habitant assure désormais la promotion et la commercialisation de l'association Bed et Breakfast à Lyon qui, depuis plus de dix ans, gère un réseau d'accueil chez l'habitant dans cette ville. Réservation, pour Paris et Lyon, du lundi au samedi, de 9 à 18 heures au 01-34-25-44-44. Tarifs à partir de 157 F par personne et par nuit.

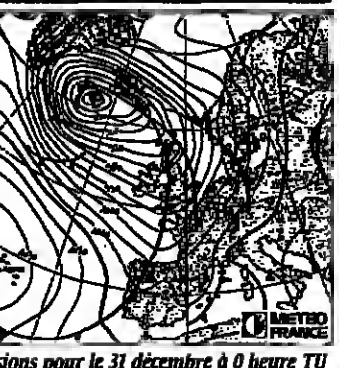
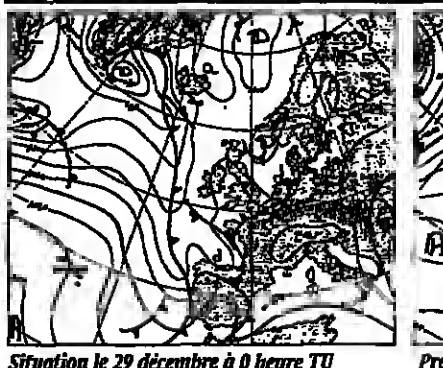
COLORADO. Les stations de ski des Rocheuses, réputées pour leur neige poudreuse, sont accessibles via Denver à partir de Paris-CDG chaque jour avec deux vols de United Airlines. Le vol Paris-Denver A-R est proposé à partir de 3 779 F. Renseignements au 01-41-40-30-30 (Paris) ou au 08-00-01-91-38 (province).

PRÉVISIONS POUR LE 30 DECEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; N: neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	1/6 P
ALGER	4/14 C	NANTES
AMSTERDAM	7/11 N	NICE
BARCELONE	8/13 N	PARIS
BELFAST	2/8 P	PAU
BERLIN	4/11 P	PERPIGNAN
BIRMINGHAM	6/11 N	RENNES
BUCAREST	1/7 C	ST-ETIENNE
BUDAPEST	2/5 C	STRASBOURG
COPENHAGUE	4/11 C	TOULOUSE
DUBLIN	4/9 P	TOURS
FRANCFORT	2/7 C	FRANCFORT
GENEVE	24/29 P	GENEVE
HELSINKI	25/29 S	HELSINKI
ISTANBUL	26/30 P	ISTANBUL

E 1997	PAPETE	26/30 S	KIEV
capitaine	POINTE-A-PIT	23/30 S	LISBO
	ST-DENIS-RE	24/29 S	LIVER
	AMSTERDAM		LOWEN
1/6 P	ATHENES	8/13 N	MADRI
7/11 N	BARCELONE	10/14 N	MILAN
5/12 C	BELFAST	2/8 P	MURIN
6/11 P	BERLIN	4/11 P	NAPLES
4/13 C	BERNE	2/5 C	OSLO
5/11 N	BRUXELLES	3/9 P	PALMA
2/6 C	BUCAREST	1/7 C	PRAGUE
2/5 C	BUDAPEST	1/4 N	ROMME
4/13 C	COPENHAGUE	2/8 N	SEVILLA
4/9 P	DUBLIN	6/12 P	SORATE
24/29 P	FRANCFORT	2/7 C	ST-PE
25/29 S	GENEVE	24/29 P	ST-PE
26/30 P	HELSINKI	5/4 P	TENERE
	ISTANBUL	6/8 P	VARSA

3/2 P	VENISE	2/7 N	LE CAIRE	11/19 S
11/13 S	Vienne	1/4 N	MARRAKECH	8/18 S
9/11 N	AMSTERDAM	1/4 N	NAIROBI	14/22 C
1/6 P	BRASILIA	19/20 S	PRETORIA	15/28 C
8/11 N	Buenos Aires	16/25 S	RABAT	12/19 P
1/6 P	CARACAS	24/30 S	TUNIS	11/17 N
2/4 C	CHICAGO	6/13 C	ASSIS-OCEANUS	23/34 S
3/0 -	LIANA	23/27 C	BOMBAY	19/28 S
4/4 S	LOS ANGELES	13/21 C	DIJAKART	26/31 C
6/14 N	MEXICO	5/17 S	DUBAI	17/24 S
4/1 -	MONTREAL	6/3 -	HANOI	19/24 N
10/15 P	NEW YORK	3/10 C	HONGKONG	20/24 N
0/3 N	SAN FRANCISCO	11/17 N	JERUSALEM	11/18 P
6/14 S	SANTIAGO	15/30 C	NEW OHEU	7/13 P
10/17 N	TORONTO	7/1 -	PEKIN	4/2 S
2/8 N	WASHINGTON	2/9 C	SEOUL	1/6 S
7/15 N	AFRANKINE	8/18 S	SINGAPOUR	25/30 C
2/1 -	ALGER	20/26 N	SYDNEY	21/25 N
13/17 N	DAKAR	22/30 P	TOKYO	7/9 P
3/2 C	KINSHASA			



TECHNOLOGIE

Est-il prudent d'installer l'OS 8 sur son Macintosh ?

SAN FRANCISCO

correspondance

La première impression est plutôt favorable, mais les nouveaux venus à Mac OS 8, le système d'exploitation lancé au début de l'été par Apple pour revenir à niveau avec Windows 95, rencontrent trop souvent des difficultés. Les plus courantes, dans les premières semaines, étaient des incompatibilités d'humour avec des logiciels, aussi courants que Ram Doubler 2 (dopage de la mémoire) qui, par exemple, rendait inutilisable le lecteur de disquettes ou encore avec certaines parties de Now Utilities (menus hiérarchiques, recherche de fichiers, personnalisation des menus). La plupart de ces problèmes se sont résolus. After Dark (économiseur d'écran), QuickKeys et Sam Intercept (antivirus) ont mis un certain temps à trouver la parade. Le plus long aura été SpeedDouble (dopage du processeur), qui vient seulement de mettre sur le marché sa version SD 8, spécialement conçue pour le Mac OS 8.

Les difficultés les plus sérieuses ont affecté les usagers possédant certains types de machines telles

que les 6300/160, les Performa 5400 et 6400 et le modèle spécialement mis en vente à l'occasion du vingtième anniversaire d'Apple. Certains ne parvenaient pas à démarrer à partir du CD. Les plus infortunés ont été victimes de crashes fréquents, s'accompagnant parfois de la destruction du contenu du disque dur. Au total cela représente près de 4% du marché des Macintosh, et Apple n'a offert de « rustine » (mini-logiciel permettant de régler le problème) qu'à la mi-octobre, trois mois après la sortie de Mac OS 8.

Alors que six mois se sont maintenant écoulés depuis le lancement de ce système d'exploitation, les problèmes les plus graves semblent avoir été réglés. Et pourtant un malaise demeure. Certains usagers reconnaissent avoir eu des crashes inexplicables, mais le plus difficile semble de mettre le doigt sur ce qui ne va pas. A Platinum Systems, réparateur exclusivement Mac de Berkeley, l'ingénieur de garde conseille de faire une réinstallation complète (clean install) et d'éliminer au maximum les applications non indispensables. Et il attend la version suivante. Même

soo de cloche chez un des fournisseurs d'accès locaux. Dans un cas comme dans l'autre, on finit en insistant par s'entendre dire que le système manque encore de « stabilité », ce qui confirme l'expérience de l'usager.

En juillet, Apple avait qualifié le Mac OS 8 « d'amélioration, la plus importante depuis 1984 », année de l'apparition du Mac. On a l'impression que la plupart des analystes ont embourbé le pas de l'entreprise de Cupertino sans vraiment vérifier. Le nouveau système permet

aux usagers d'échanger plus rapidement des documents par l'Internet. Il permet une forme limitée de multitâche (pas au niveau du système central) mais ne gère pas automatiquement la mémoire virtuelle et n'empêche pas les programmes de se contredire mutuellement.

Les améliorations les plus indiscutables semblent tenir au fait que c'est la première fois que le code du Finder est écrit directement pour les microprocesseurs PowerPC, qui équipent les Mac les

plus récents. Les vertus les plus séduisantes se situent peut-être au niveau de la présentation, avec notamment les dossiers « montés sur ressort », qui permettent à l'usager de déplacer un dossier sans lever son doigt de la souris. Il lui suffit en effet d'amener un document sur une icône pour qu'elle s'ouvre automatiquement et le laisse accéder jusqu'au niveau voulu. Le fait de pouvoir garder des dossiers sur le bas de l'écran avec des onglets de classeur est commode. Et les icônes donnent une impression de 3D qui peut plaire.

Le fait que Mac OS 8 ait meilleure allure ne le rend pas pour autant plus efficace. L'ouverture des fenêtres et des icônes se fait plus lentement que sur le système précédent. Certains usagers dénoncent une fâcheuse tendance à la fragmentation de la mémoire qui réduit les performances. Et les « plantages » sont toujours aussi nombreux qu'incompréhensibles. Cupertino devrait lancer, dans les premières semaines de 1998 (peut-être à l'occasion de l'exposition MacWorld qui doit se tenir début janvier), une amélioration de l'actuel OS avec gestion améliorée

des documents et surtout la capacité de lire les DVD (digital versatile discs). Ils sont très demandés par les créateurs multimédia, qui restent le public favori d'Apple. Ils ont apprécié la capacité d'enregistrement accrue (4,7 GB au lieu de 650 MB) et la meilleure qualité de reproduction du son et de la vidéo. Rhapsody, le futur système d'exploitation créé sur les fondements de la technologie rachetée à Next, devrait sortir à la mi-1998, de même qu'une nouvelle version du Mac OS connue sous le nom de code d'Allegro.

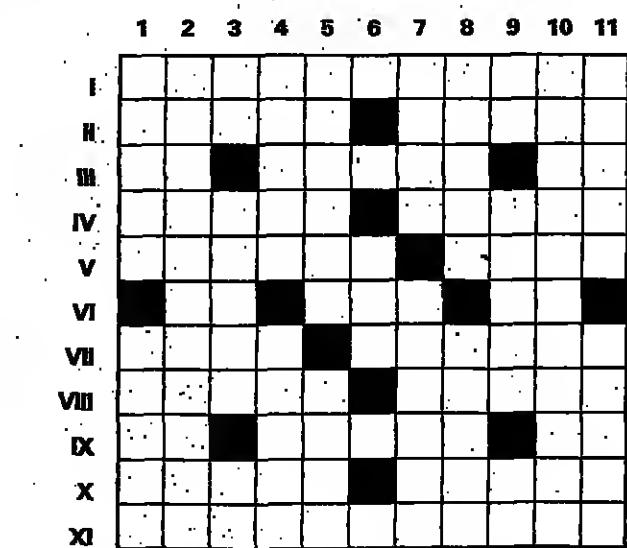
Francis Pisani
c@pisi@lemonde.fr

★ Mac OS 8, environ 500 F chez les distributeurs.
★ Pour des conseils généraux : <http://macos.apple.com/macros/latebreak/new_information.html>
★ Les problèmes de compatibilité peuvent être vérifiés à : <http://macos.apple.com/macros/latebreak/compatibility.html>
★ Pour un suivi de l'ensemble des problèmes, consulter le rapport spécial de Macintosh : <www.macintosh.com/m8intro.htm>

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97291

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Son adresse s'exprime avec les pieds. - II. Apaise où ça fait mal. Grand pour le jeune rat. - III. Stocké par les vieux rats. Recommandé. Rejoint la mer du Nord. - IV. Sale coup pour le malade. Information militante. - V. S'exprime en chuchotant. Architecte espagnol. - VI. Lady devenue princesse. Prise en connaissance. Préposition. - VII. Parcours plein d'embûches et de trous. Perturbation. - VIII. Coups du sort. Mise à

plat. - IX. Personnel. Siège freudien inversé. Lettres de Parme. - X. Accueille les impressionnistes dans son atelier. Attaque oos sens. - XI. Font de l'effet et s'attaquent à oos sens.

VERTICALEMENT

I. A la fin quand tout va mal. Maintient les formes et sauve les apparences. - II. Son cours est stupéfiant. - III. Personnel. Petit four. En bas de la gamme. - IV. Troublé par des éléments étrangers. Fit les

foins. - V. Dans un bouquet culinaire. Drapé indien. - VI. Met au-dessus. - VII. La dernière apporte la sagesse. S'achève sur la bête. - VIII. Victime du vol. Met de côté. - IX. Possessif. Qui ont déjà fait un beau parcours. En toutes lettres. - X. Petit problème quotidien. - XI. Territoires. Laissez sur place.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97290

HORIZONTALEMENT
I. Omble. Bâcle. - II. Fêle. Gras. - III. Fraudeuse. - IV. Rai. Eta. Esp. - V. Aïsés. Colet. - VI. Nn. Xérés. Ri. - VII. Devin. Repas. - VIII. Elidera. - IX. Scav. Rente. - X. Guirlande. - XI. Paste. Stars.

VERTICALEMENT
I. Offrandes. - II. Moraine. Iga (gal). - III. Biais. Vêcus. - IV. Leu. Ex-lait. - V. Désenivré. - VI. But. - VII. Lacéreras. - VIII. Ape. Osèrent. - IX. Cruel. Panda. - X. Lasser. Ter. - XI. Aseptisée.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimerie du Monde
12, rue St. Guenbourg
94882 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 50

La suite de nombres composés

TROUVEZ une suite de 1997 nombres entiers consécutifs dont aucun n'est premier. On rappelle qu'un nombre premier est un nombre

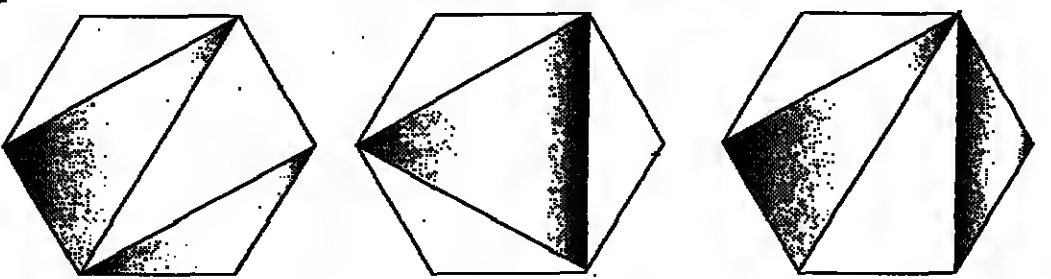
n'admettant aucun diviseur hormis 1 et lui-même. Un nombre qui n'est pas premier est appelé un nombre composé.

Elisabeth Bussier
et Gilles Cohen
©POLE 1997

Solution dans Le Monde du 6 janvier 1998.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 49 (paru dans Le Monde du 23 décembre).

Il y a quatorze façons de découper l'hexagone :



Six selon ce modèle

Deux selon ce modèle

Six selon ce modèle

Pour l'heptagone (sept côtés), on trouve quarante-deux partages.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu.

Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

هكذا من لاصح

CULTURE

LE MONDE / MARDI 30 DÉCEMBRE 1997

SCÈNE Le Théâtre du Soleil, à la Cartoucherie de Vincennes, vit depuis l'été sous le signe du Tibet. Acteurs, décorateurs, costumiers... se sont immergés dans cet univers pour

que jaillisse une création collective. Et soudain, des nuits d'éveil, donnée depuis le 26 décembre. ● **CONSTRUIT** sur des improvisations, ce spectacle refuse l'a-peu-près. L'exactitude est

recherchée dans les costumes, les chants, les danses, les couleurs. ● **HÉLÈNE CIXOUS**, qui a écrit - et réécrit - les textes au gré du cheminement des comédiens, explique au Monde

la difficulté de placer des mots sur ces expériences : « Ce serait comme une descendance d'un film muet (...). [Les acteurs] ont les mots dans le corps plutôt que dans une expression

verbale. » ● **AU CŒUR** de ce processus de création se trouve Ariane Mnouchkine, en qui se rassemblent les énergies et la cohérence de l'engagement.

Dans les coulisses du Théâtre du Soleil transfiguré en temple tibétain

Ariane Mnouchkine vient de commencer les représentations de « Et soudain, des nuits d'éveil », à la Cartoucherie de Vincennes. Cette création collective sur des textes d'Hélène Cixous, servie par vingt-six acteurs, veut croire au rétablissement des Tibétains dans leur souveraineté

LIBERTÉ, égalité, fraternité. Le drapeau français et le drapeau tibétain flottent au-dessus de la devise de la République. Théâtre public, édifice public. Le projecteur braqué sur les briques de la Cartoucherie indique un refuge, proclame un lieu de veille et d'éveil. Dans l'obscur, le matin de décembre, les comédiens, les costumiers, les décorateurs, les musiciens s'acheminent vers lui. Ils poussent la porte du dernier des quatre bâtiments occupés par le Théâtre du Soleil, se posent brièvement autour de la table commune où le café introduit à la scène quotidienne d'une entreprise de soixante personnes. Commentaire des nouvelles, premier partage d'une journée où tout ne sera pas théâtre, mais où il ne sera de chanter que pour lui, afin que commencent, le 26 décembre, les représentations de « Et soudain, des nuits d'éveil ».

Nous sommes encore à quelques jours de la première. Désormais, celle qu'ils appellent autrement qu'« Ariane » campe sur place vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les répétitions occupent la grande salle tard le soir. Pendant que les comédiens jouent, les peintres, collés aux murs, un pinceau fin en main, achèvent les fresques à la lampe frontale. La construction des décors n'est possible que la nuit. A la quatrième d'affilée, Antonio, fidèle depuis vingt-cinq ans au Théâtre du Soleil,

Refus de l'a-peu-près, de la tricherie. Souci d'exactitude dans les costumes, les chants, les danses

ne cache plus sa fatigue. Quel changement depuis 1989, la première création donnée à la Cartoucherie, en 1970 ? A l'époque tout était en bois. Maintenant, c'est le dur, le ciment, qui l'emporte. « Un matériau qui correspond à la force d'Ariane », commente Danièle Heusslein-Gire, qui réalise les peintures. Et soudain, des nuits d'éveil a commencé à prendre forme à l'été, durant un stage de formation visant à reconstituer la troupe dispersée après le *Tartuffe* (1995). Vingt-six comédiens sont sélectionnés parmi quelques centaines de candidats. Formation en grandeur réelle : « Des Tibétains nous demandent asile et hospitalité. Notre théâtre et son public sont pris à témoin de leur drame. Une société à trois peuples s'improvise dans la nef. » Ils attaquent la scène dans les costumes qu'ils se sont choisis. Acteurs, spec-

tateurs, Tibétains, rôles spontanément différenciés. A partir des improvisations, des figures émergent.

Ariane Mnouchkine est là, qui « copie ce qui l'intéresse pour créer un personnage ». Chaque séance est filmée, discutée collectivement le lendemain. Les dialogues, retranscrits, sont polis par Hélène Cixous. Les comédiens disent comment certains personnages ont pris de l'épaisseur et appris à se situer par rapport aux autres. Et comment d'autres n'ont pas tenu jusqu'au spectacle. A ces chers disparus - plusieurs dizaines -, ils ont dédié un autel : « Il y a l'ambassadeur de l'Inde, et même des spectateurs. » Quant aux élus, « dans l'ensemble, ce sont plutôt des gens biens ».

Des livres, des images : dans les loges qui seront poussées sous la scène, seules les photos de Charlot paraissent pouvoir concurrencer encore l'icône du dalaï-lama. L'appétit de Tibet est sans fin. Pas un espace qui ne lui fasse signe. Si elle le jugeait nécessaire, Ariane Mnouchkine saurait faire bouger les fondations de la Cartoucherie. Rien n'est de trop lorsqu'il s'agit d'accueillir l'autre.

Au dehors, les peintres recouvrent le bleu méditerranéen de *Tartuffe* par le rouge du Toit du monde. D'emblée, la dominante est indiquée. A l'accueil, les couleurs vives du drapeau tibétain courent en fillet autour de la salle immense et s'achèvent sur les reliefs d'une carte géante où le pays des neiges paraît assésé par ses puissants voisins.

Sur une table, Danièle Heusslein-Gire consulte son ouvrage de référence, *La Couleur du Tibet*. Les murs auraient dû être d'un vert-jaune, couleur interdite de théâtre. Alors, elle a « transposé » en ocre rouge. Il se sera imposé en puissance avant qu'elle ne découvre, sur une illustration, son identique dans un monastère. « Il faut que ce soit indiscutable. On n'a pas le droit d'être dans le faux. Le décor ne doit pas être un décor. » Le plafond, rouge sang de taureau, qui date de *L'Indiade*, n'avait eu qu'à attendre son heure. Les couleurs sont étalées, superposées, pressées. Jus. Patines. Accélération du temps, pour mieux l'emprisonner ensuite.

Etat de recherche permanente : « On ne travaille pas sur des maquettes mais sur le réel. Ariane est une visionnaire qui a besoin de visualiser ce qu'elle cherche », commente Danièle Heusslein-Gire. Sur le plus vaste des murs, laissé à l'éblouissement des spectateurs, un visage de Bouddha a surgi, « une apparition tout à fait magique ». D'authentiques lamas venus de Dharmasala ne s'en sont pas étonnés. Ils y ont vu un signe protecteur.

Rejet du néuf, du clinquant. Pas



« Et soudain, des nuits d'éveil », création collective sur le Tibet.

de façade. Même les petites statues de Bouddha sont dorées une à une à la feuille en volume, bien qu'on ne puisse en voir que la face. Refus de l'a-peu-près, de la tricherie. Souci d'exactitude dans les costumes, les chants, les danses.

On répète la danse traditionnelle de *tashi shoelpa*. La petite silhouette attentive au premier rang des gradins est celle de Dolma Choden. Depuis 1994, elle enseigne la danse au TIPA (Tibetan Institute for Performing Arts), la première institution créée à Dharmasala par le dalaï-

lama. Elle est à demeure depuis trois mois, formant les acteurs aux danses et aux chants traditionnels, rectifiant leurs gestes et leur accent. Ce matin, leurs chants heurtent. Le musicien, Jean-Jacques Lémère, est appelé. Articulation, consonnes, nasals, dynamique. Il rapproche les voix au plus près du diapason tibétain. Ariane Mnouchkine : « Ça a une autre allure : on voyage un peu, là ».

Le groupe se rompt. Cantine. Chaque jour le cuisinier (chinois) et son adjoint (cambodgien) testent

auprès de la troupe les plats qui seront servis aux spectateurs. Ils décrivent les limites de la cuisine tibétaine, l'impossibilité d'adapter sa rusticité à la situation et aux goûts français. Ils alimenteront « inventer des plats tibétains », mais se rabattront peut-être sur une inspiration sino-indienne. Dans l'atelier de teinture, Isabelle a cherché des rouges inspirés par le Tibet. Puis elle a teint, « comme à Poquerville ». Il lui faut créer ensuite une usure, une histoire, une profondeur. Aux derniers jours, le rythme s'accroît.

Hélène Cixous, écrivain et dialoguiste

« Notre spectacle serait comme une descendance d'un film muet »

« Que recouvre la notion de « en harmonie avec Hélène Cixous », inscrite sur l'affiche ?

« C'est une proposition d'Ariane Mnouchkine pour essayer de nommer quelque chose qui ne peut pas avoir de nom justement, puisqu'il ne peut pas y avoir de nom d'auteur. C'est la singularité de ce spectacle : comment faire entendre ma participation qui n'est pas celle de l'auteur que je suis d'habitude au Théâtre du Soleil... »

« Comment s'est engagée votre collaboration pour cette pièce ?

« On a commencé à travailler en avril. On a pris une certaine direction et puis on a bifurqué. C'est notre expérience depuis presque vingt ans maintenant.

« Le noyau de départ était là, caché. C'était le besoin d'inscrire la trace d'un événement réel : la présence des sans-papiers au Théâtre du Soleil à l'été 1996 et ce qui s'est ensuivi. Notre vocation propre est de rendre compte du présent. »

« J'ai rencontré tous les sans-papiers, j'ai des dossiers haut comme ça, c'était passionnant. J'ai également travaillé sur notre troupe, pour entendre ce qu'elle avait vécu. Je me suis mise à la place de l'auteur qui est toujours derrière le cœur. Il faut en écouter les battements. »

« Vous teniez votre matériel ?

« Alors, on s'est dit avec Ariane : ce n'est plus les sans-papiers, parce qu'on n'arrivait pas à décoller de la réalité. On a commencé à

l'envoyer, et le Tibet est arrivé très vite, ce qui nous est apparu tout à fait normal, parce c'est toujours l'Asie qui revient. C'est la tradition d'Ariane, son monde d'inspiration : chaque fois, on retourne puiser des images dans le continent du théâtre qu'est l'Asie. »

« A ce moment, je pensais encore écrire une pièce. Je parlais sur une donnée assez proche de la réalité : le théâtre veut monter *Le Roi Lear* et là-dessus arrivent les Tibétains. Je me disais : *Le Roi Lear* ne va pas se laisser faire comme ça. J'avais construit un récit qui s'appelait : *Impossibilité du « Roi Lear »*. »

« Pendant ce temps-là, Ariane était en train de reconstituer une troupe. Les comédiens avançaient en improvisations. Ils devaient créer leurs personnages sur scène, dans une temporalité particulière, extrêmement brève. Une parenthèse. Celle du théâtre. »

« Comment avez-vous travaillé dans ce contexte ?

« J'ai travaillé sur ce qu'ils apportaient. Je me suis mise à leur service. J'ai regardé les vidéos de A à Z. J'ai tout écrit vingt-cinq fois. Il y avait conjonction ou disjonction entre leurs improvisations et ce que j'étais en train d'écrire. »

« Très vite, je me suis rendue compte que je ne pouvais pas proposer un texte, parce que le texte est une métaphore, il appartient à la théâtralité telle que nous la connaissons et qui est une transposition ; alors que là, mon plateau, qui est d'habitude un plateau très légendaire, très haut, épique, il a fallu que je le redescende par degrés, pour la bonne raison qu'on n'était pas du tout en train de raconter une légende, mais une journée précise. J'ai été obligée de revenir à plat. »

« Cela suppose une approche différente ?

« Oui, cela suppose une forme de langue que je n'ai jamais pratiquée. Quand il n'y a pas un texte fixe, mais vingt-six auteurs en

herbe qui apportent leur matériau, ça bouge tout le temps. Ces personnages de parenthèse n'ont ni commencement ni fin. »

« En général, c'est le destin qui marque le théâtre. Ici, vous ne mettez pas en jeu la vie et la mort comme je l'ai fait dans les autres pièces. Et parce qu'il n'y a pas de logique interne implacable comme dans la tragédie, un déroulement puis un dénouement, il n'y a pas de racines dans le temps. Du coup, ça bouge sans arrêt. On est pris dans un mouvement, dans un suspense. Tout le monde est en agitation. Ce serait comme une descendance d'un film muet, un Charlot. Et pourtant ça parle. C'est un spectacle dansé, comme toujours au Théâtre du Soleil, mais là ils ont les mots dans le corps, plutôt que dans une expression verbale, parce qu'ils n'ont pas le temps. »

« Quels mots ?

« En société, les gens envoient un message, fragmentaire, et ça n'a pas d'importance, parce que l'autre a compris. J'ai essayé de travailler dans l'économie, dans la brièveté. J'ai dû faire l'apprentissage de cette zone de langage, qui n'est pas la mienne dans la vie. Je me retrouve à la confluence de l'écriture et de la parole, mais plutôt du côté de la parole. C'est très difficile parce qu'il faut abandonner toute ambition poétique, trouver une forme presque prélangagière. »

« Et la question du Tibet ?

« Là-dessus, il y a d'une manière transcendente la question du Tibet. Mais qui, elle aussi, est prise de manière extrêmement oblique. Ça fait horizon. Tout se passe sous ce toit, et, en fait, ce n'est pas le toit du monde, c'est le toit du théâtre. J'ai appelé texte un moment de conversion. C'est un moment seulement. Parce qu'évidemment personne ne va sortir de là révolutionné. Ça dure un moment et puis chacun rentre chez soi. »

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

DU 29 DÉCEMBRE
AU 2 JANVIER

SPECIAL GROSSES TÊTES

Lundi : Les Fous Rires - Mardi : Les Divas

Mercredi : Les Histoires Drôles de Votre Réveillon

Jeudi : l'Amiral Prend le Large

Vendredi : Petites Bêtes et Grosses Têtes

avec Philippe BOUVARD
16H30 - 18H00

RTL
www.rtl.fr



landestins kurdes de l'« Ararat » illés dans des centres de Calabre

Les 150 migrants clandestins kurdes, dont 75 femmes et 75 enfants, ont été hébergés dans quatre centres d'accueil de la région de Calabre, après que le ministre de l'Intérieur ait échoué sur la côte adriatique dans la nuit du 26 au 27 décembre. Les clandestins sont des Kurdes, de nationalité iranienne. La police a indiqué qu'aucun d'entre eux n'a présenté de danger pour bénéficier du statut de réfugié. Les Kurdes avaient débarqué en Calabre, plus de 100 km à l'est de la Sicile, mais seulement pour être renvoyés en Italie. La loi italienne accorde quinze jours pour quitter le territoire. Beaucoup cherchent à aller en Allemagne. Plus de 5 000 Kurdes ont été hébergés depuis le début de l'année. Selon les autorités italiennes, ce flux de trafic humain, les clandestins de Calabre qui ont été envoyés en Italie, 5 000 et 5 500 de plus, ont été envoyés sur la mer.

constitutionnelle turque tuer sur le parti islamiste

Le premier ministre Necmettin Erbakan a réouvert le débat de la perspective d'un référendum sur la constitution turque, affirmant que la constitution actuelle constituerait « une entrave » à la poursuite de la réforme constitutionnelle. Le débat ouvert au milieu de mai, est attendu dans la région.

Le premier ministre Necmettin Erbakan a réouvert le débat de la perspective d'un référendum sur la constitution turque, affirmant que la constitution actuelle constituerait « une entrave » à la poursuite de la réforme constitutionnelle. Le débat ouvert au milieu de mai, est attendu dans la région.

nt chinois meurt irconstances « suspectes »

Un homme d'affaires chinois est mort d'un infarctus le 28 décembre à Paris. Les circonstances de sa mort sont considérées comme suspectes. L'homme, âgé de 55 ans, était en France pour des affaires commerciales. Ses proches ont exprimé leur inquiétude quant à la rapidité de son décès.

Un homme d'affaires chinois est mort d'un infarctus le 28 décembre à Paris. Les circonstances de sa mort sont considérées comme suspectes. L'homme, âgé de 55 ans, était en France pour des affaires commerciales. Ses proches ont exprimé leur inquiétude quant à la rapidité de son décès.

Un homme d'affaires chinois est mort d'un infarctus le 28 décembre à Paris. Les circonstances de sa mort sont considérées comme suspectes. L'homme, âgé de 55 ans, était en France pour des affaires commerciales. Ses proches ont exprimé leur inquiétude quant à la rapidité de son décès.

Un homme d'affaires chinois est mort d'un infarctus le 28 décembre à Paris. Les circonstances de sa mort sont considérées comme suspectes. L'homme, âgé de 55 ans, était en France pour des affaires commerciales. Ses proches ont exprimé leur inquiétude quant à la rapidité de son décès.

Un homme d'affaires chinois est mort d'un infarctus le 28 décembre à Paris. Les circonstances de sa mort sont considérées comme suspectes. L'homme, âgé de 55 ans, était en France pour des affaires commerciales. Ses proches ont exprimé leur inquiétude quant à la rapidité de son décès.

Un homme d'affaires chinois est mort d'un infarctus le 28 décembre à Paris. Les circonstances de sa mort sont considérées comme suspectes. L'homme, âgé de 55 ans, était en France pour des affaires commerciales. Ses proches ont exprimé leur inquiétude quant à la rapidité de son décès.

Un homme d'affaires chinois est mort d'un infarctus le 28 décembre à Paris. Les circonstances de sa mort sont considérées comme suspectes. L'homme, âgé de 55 ans, était en France pour des affaires commerciales. Ses proches ont exprimé leur inquiétude quant à la rapidité de son décès.

Un homme d'affaires chinois est mort d'un infarctus le 28 décembre à Paris. Les circonstances de sa mort sont considérées comme suspectes. L'homme, âgé de 55 ans, était en France pour des affaires commerciales. Ses proches ont exprimé leur inquiétude quant à la rapidité de son décès.

A Mantes, le Val-Fourré fait son cinéma

Des chômeurs de la ZUP ont pris la caméra pour donner leur vision de la ville et du travail

FAUT-IL continuer à filmer une vieille dame dépendante quand elle se met à pleurer, ou un jeune chômeur tendu qui se rend à un entretien d'embauche ? Est-ce le réalisateur ou le monteur qui a le dernier mot ? Que faire si l'on se voit refuser des autorisations de tournage ? Pendant six mois, jusqu'en mai 1997, treize jeunes chômeurs de la ZUP du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie (Yvelines) se sont confrontés aux métiers du cinéma, au cours d'un stage d'insertion inhabituel : ils ont pris la caméra, pour donner leur propre vision de la ville et du travail, à travers des courts métrages documentaires réunis sous le titre *Devant la gare*, sous la direction de Stéphane Le Gall.

Dans *Quel boulot de chercher du boulot*, Corinne Lenette suit Christophe, fraîchement diplômé d'une école de design publicitaire. Inscrit à l'ANPE de Mantes-la-Jolie, il a accès au « club des jeunes diplômés ».

« Avant de faire ce film, je ne savais pas que ce service existait dans mon ANPE », explique Corinne. « Quand j'ai vu les rushes, j'étais révoltée, parce qu'ils ont des diplômes, ils disposent d'un club avec petits bureaux, ordinateurs, photocopieuse, téléphone, Minitel, courrier gratuit. Nous, simples petits chômeurs à 2 000 francs par mois, nous payons les timbres de chaque de nos lettres de candidature et nous faisons trois heures de queue à l'ANPE pour accéder à la photocopie et au téléphone. »

Corinne a suivi son jeune diplômé pendant plusieurs semaines, et s'est réjouie quand il a trouvé un travail, comme les autres diplômés qu'elle a croisés pendant le tournage. « La moutarde m'est venue au nez quand j'ai vu un point sur ma situation, montrant que je n'avais pas retrouvé d'emploi. J'ai refusé car ce n'était pas le sujet de mon film. Après tout, c'était moi la réalisatrice. »

Sandrine, elle, a essayé une cascade d'interdictions de tourner. « D'abord, j'ai voulu filmer mon gardien d'immeuble. Son métier n'est pas facile et c'est un personnage passionnant, avec plein d'histoires à raconter. D'habitude, on parle beaucoup. » A.

la vue de la caméra, le bavard s'est tu, par timidité et par crainte de heurter les locataires de son HLM. Fidèle client de l'hypermarché Auchan, Sandrine envisage alors un documentaire sur ce magasin « qui nourrit des milliers d'habitants de Mantes ». Elle tourne une journée, accompagnée par un membre du personnel. Sans explication, le lendemain, la direction lui interdit de continuer. Qu'à cela ne tienne, elle suit les animateurs de colonies de vacances de la ville qui manifestent devant la mairie car ils craignent de perdre leur emploi. Quand la délégation entre dans la mairie, entourée de mères de famille en colère, un employé vient mettre sa main devant l'objectif, exigeant l'arrêt de la prise de vue et la remise de la cassette vidéo.

De tout cela, Sandrine Bury a tiré un court métrage hrologique. « On a senti que les images pouvaient être une arme. C'était notre petite puissance », commente Julien Perrine, qui a réalisé *Dix, maman, c'est quoi ton taf ?*, un documentaire plein de sensibilité sur le travail de sa mère, aide-ménagère à domicile chez des personnes âgées.

LAISSER DES TRACES

Avec des cadences supérieures, Lahcen Dalhoumane suit le combat de boxe d'un gamin du Val-Fourré, depuis les séances d'entraînement jusqu'à la descente du ring. Les ateliers de musique pour enfants ont inspiré Hervé Clérin, qui s'attarde sur un orchestre mené par une battueuse hantée comme trois pommes. Zohra Boumeddane raconte la tragédie d'un jeune ouvrier de sa cité : après plusieurs années de travail acharné, il découvre les délices de l'oubli procurées par l'héroïne... jusqu'à l'accident fatal. Comme dans les autres films qui forment *Devant la gare*, c'est le regard aigu de ces réalisateurs occasionnels, et leur travail à la fois modeste et percutant, qui surprennent et séduisent.

Pendant que ces demandeurs d'emplois préparent *Devant la gare*, un autre groupe du Val-Fourré était mobilisé par la réalisation d'un



Le petit boxeur de Mantes-la-Jolie filmé par Lahcen Dalhoumane.

film de fiction, *Boulevard des mythes*, de Meryel Feraud et Filip Forgeau, paré par Patrick Grandpierre. Ce moyen métrage oirique, autour du mythe d'Orphée, a été mis en scène par les professionnels, avec les jeunes de Mantes comme acteurs. « Avec ces deux films, nous voulons laisser des traces du quartier pour l'avenir », affirme Said Bahji, l'animateur culturel qui a fait le lien entre jeunes et professionnels. Les deux films ont été réalisés dans le

cadre des « projets culturels de quartier » financés par le ministère de la Culture et ont été présentés à la Vidéothèque de Paris à la mi-décembre.

A Mantes, l'expérience se révèle aussi riche que ponctuelle : cette ville de 50 000 habitants (dont 30 000 dans la ZUP) est sous-équipée en centres culturels, qui permettraient, par exemple, de capitaliser cet apport en installant un atelier vidéo permanent. « Les stagiaires ont

acquis de véritables compétences professionnelles », témoigne Gilles Chevalier, réalisateur, qui a accompagné les jeunes de *Devant la gare*. Julien Perrine dit qu'avant il avait « les yeux fermés ». Il est heureux de les avoir ouverts mais il fait observer que la vie, à Mantes, n'a pas changé : les places de cinéma du centre-ville coûtent toujours 46 francs alors qu'il « gagne » 2 000 francs par mois.

Catherine Bédarida

Londres célèbre les cent ans de « Cyrano de Bergerac »

de notre correspondant

Les théâtres londoniens faisant relâche le dimanche, les acteurs de la Royal Shakespeare Company (RSC), qui jouent présentement *Cyrano de Bergerac*, ont célébré avec six jours d'avance, lundi 22 décembre, le centenaire du chef-d'œuvre d'Edmond Rostand. A cette occasion, acteurs, metteur en scène et quelques amis ont découpé un énorme gâteau en forme de nez que n'auraient remié ni l'acteur du *Voyage dans la Lune* ni le pâtissier Ragueneau, un de ses compagnons d'aventure. Ni sans doute Gérard Depardieu, qui avait envoyé un message de sympathie d'outre-Atlantique.

La RSC a créé le 3 septembre à Stratford-upon-Avon, avant de la reprendre depuis le 25 novembre au Lyric Theatre, la version « traduite et adaptée » par Anthony Burgess. Cet écrivain anglais si doué pour l'utilisation rythmique des phrases et des mots s'est même permis de récrire *Cyrano* en vers libres. Bien que fortement anglicisée, shakespearisée – par le ton comme par le jeu des acteurs –, la pièce de Rostand, qui pratique un mélange des genres si prisé de ce côté-ci du Channel, a conservé son charme et sa vivacité. On s'étonne même d'entendre la version anglaise de la tirade des nez : « *The poem ends, and then I hit* » (« A la fin de l'envoi, je touche »). Mais on peut regretter que celle du baiser soit passée par pertes et profits d'une mise en scène au demeurant bien enlevée.

A voir le metteur en scène, Gregory Doran, cheveu long et barbe aux reflets dorés, couper le gâteau, on l'aurait pris pour notre héros. Mais c'est Anthony Sher, barbe noire et boucles de jais, qui incarne un Cyrano râblé et à l'apparence nasale colossale. A lui seul, il

porte la pièce sur un rythme d'enfer dans des décors sobres qui semblent s'ouvrir et se refermer comme des tiroirs. Meilleur acteur anglais et nommé pour les Tony Awards de New York en 1996, il a joué Shakespeare (*Richard III*, *Le Marchand de Venise*, *Le Roi Lear*), Molière (*Tartuffe*) ou le rôle de Disraeli dans *Mrs Brown*, film récent sur la passion vieillissante de la reine Victoria pour son valet. Truculent et étonnant, il efface tous les autres acteurs, à commencer par Rosaline (Alexandra Gifford). Cette dernière donne à la précieuse un air d'ole blanche à la mode qui se remue comme Fergie – l'ex-duchesse d'York – et parle un peu comme Lady Di.

LES CASCADÉS D'UN VÉTÉRAN

Les Anglais ont toujours fait de *Cyrano* un succès, pièce jouée à Londres dès 1899 et reprise régulièrement depuis, en particulier en 1983 par Derek Jacobi – pour qui Burgess avait écrit la première version de sa traduction. Le Festival d'Edimbourg en a donné, en 1992, une version en dialecte de Glasgow, due au poète Edwin Morgan ; le National Theatre en a présenté une autre, sise dans l'Inde des années 30, et destinée à la vedette de Hollywood Naseeruddin Shah. C'est à *Cyrano* que l'on doit l'introduction du mot « *panache* » dans le vocabulaire anglais. Notons pour terminer que l'on doit les cascades de la version RSC à un vétérán né alors que Rostand était encore dans la fleur de l'âge : Johnny Huch a été anobli cette année pour ses soixante-dix ans de théâtre après avoir travaillé avec Judy Garland, Joséphine Baker, Danny Kaye, Bob Hope, Benny Goodman et Duke Ellington. Il n'a pas perdu la main.

Patrice de Beer

Les fées d'hiver d'Arte

...suite

Tout Chaplin

Lundi 29 à 20.45 Les Temps modernes.
Vendredi 2 janvier à 23.50 Les Feux de la rampe
et tous les autres films jusqu'au 15 janvier !

Mardi 30 à 20.45, soirée Thema

Alice au pays des Merveilles

de Lewis Carroll

Mercredi 31 à 19.30

La Veuve joyeuse

en direct de l'Opéra Garnier

Judi 1er janvier à 20.45, soirée Thema

Manger, un péché mignon ?

arte

3016 ARTE (télé) http://www.arte-tv.com

Une « Traviata » pince-sans-rire triomphe à l'Opéra-Bastille

La mise en scène de Jonathan Miller met brillamment en pièces les conventions

La soprano Angela Gheorghiu parfaite dans le rôle de Violetta, un Orchestre de l'Opéra jamais pris en défaut sous la direction de James

Conlon : la Traviata de Verdi que propose l'Opéra-Bastille est un plaisir rare. Elle doit beaucoup à la mise en scène de Jonathan Miller, pleine

d'humour et de dîns d'œil, qui dynamise en douceur les conventions de l'opéra. Décors et costumes sont à la hauteur d'un spectacle complet.

LA TRAVIATA, opéra de Verdi. Avec Angela Gheorghiu (Violetta Valéry), Ramon Vargas (Alfredo Germont), Alexandru Agache (Giorgio Germont), Chœur et Orchestre de l'Opéra national de Paris, James Conlon (direction). Jonathan Miller (mise en scène), Ian MacNeil (décors), Claire Mitchell (costumes). OPÉRA-BASTILLE, le 27 décembre. Prochaines représentations les 1^{er}, 5, 7 et 10 janvier. Complet.

La publicité de sa maison de disques l'affirme : « Une très grande voix d'aujourd'hui. Retrouvez le meilleur de la Traviata avec Angela Gheorghiu ». Suit évidemment la référence du coffret de deux CD Decca enregistrés par la soprano roumaine - M^{me} Alagna à la ville - sous la direction de Sir Georg Solti : 448 119-2. On hésite d'autant moins à la donner que France-Musique, « partenaire officiel » de l'Opéra de Paris (comme s'il n'allait pas de soi que

l'argent de la redevance serve à enregistrer les spectacles subventionnés), diffusera cette production le 10 janvier. Ceux qui n'ont pas 300 F à dépenser sont prévenus. Qu'ils préparent leurs cas-

Car Angela Gheorghiu est la plus émouvante, la plus digne Violetta Valéry qu'on puisse imaginer. Voix parfaite sur toute la tessiture, moelleuse, ronde, irradiante, une lumière aux reflets infinis ; technique irréprochable, souffle inépuisable : Gheorghiu a sa place au Pavillon de Breteuil, à côté du mètre étalon. Notez que l'opéra mettrait mieux ne pas la voir mise sous globe : Gheorghiu est d'une beauté, d'une tenue en scène captivantes. La façon qu'elle a de construire musicalement son personnage sans jamais surjouer, ni se livrer à des effets dramatiques démagogiques sans équilibre, comme son absence d'appréhension devant les difficultés d'un rôle effrayant. Certains regretteront qu'elle escamote un al-

gu fameux... Le sérieux de la soprano lui a fait choisir la version originale de l'ouvrage.

A part Alexandru Agache, Germont père, un peu tremblant de voix, la distribution est sans reproche et même mieux que ça. Ramon Vargas est un Alfredo aussi parfait stylistiquement que musicien et ténor rayonnant - sa difficile cabaret de l'acte 2 n'a pas été coupée comme à l'habitude. Mais mieux vaut ne pas trop le regarder : acteur pataud, il ne paraît pas à l'aise quand il chante face au public. Il ne manque alors à Vargas qu'un petit mouchoir blanc et 80 kilos pour avoir la silhouette du divin Pavarotti. A moins que ce ne soit la mise en scène de Jonathan Miller, qui joue parfois sur la mise en pièces des conventions avec un humour très pince-sans-rire, qui ait imposé cette direction d'acteur au Mexicain... Comme elle ridiculise au deuxième acte le ballet obligé en faisant torse les deux choristes les moins poids plume du chœur

(magnifique) de l'Opéra. On n'oubliera pas non plus de sitôt le pavillon de chasse anglo-normand et le tulle peint de la scène entre Violetta et Germont... Très Châtelet, ére Francis Lopez. Et encore moins l'hôpital du dernier acte et la feuille de température accrochée au pied du lit !

Miller est un metteur en scène qui dynamise en douceur l'opéra de papa. Sur le même schéma, sa *Bahémé* fut un triomphe. Sa *Traviata* en est un ouvrage, d'autant que costumes et lumières sont splendides. L'Orchestre de l'Opéra joue avec une perfection jamais prise en défaut - la Philharmonie de Vienne dans ses grands soirs-mais James Conlon manque de tension, de sécheresse survolée quand il le faudrait. Comme s'il voulait redorer le blues d'une musique dont il privilégie trop la ligne mélodique et l'élégance plastique au détriment du drame. Mais que c'est beau !

Alain Lompech

Le cirque Romanès, l'univers nu d'un ami des poètes

LE CIRQUE ROMANÈS, passage Lathuile, Paris 18^e. M^{me} Place-de-Clichy. Pendant les vacances scolaires, tous les jours à 15 heures et à 20 h 30. Hors vacances : mercredi et samedi à 15 heures et à 20 h 30, dimanche à 15 heures et à 17 heures. Tél. : 01-43-87-16-38. De 50 F à 110 F. Jusqu'à fin janvier.

Lorsque la nuit vient de tomber, on aperçoit au fond d'une impasse, derrière la brasserie Wepier, à Paris, une guirlande de lampons qui souligne d'une gâtée à peine esquissée l'entrée d'un chapiteau bleu. La masse immobile et silencieuse est elle-même menacée par l'ombre patibulaire d'un parking où haute et mélancoliquement éclairée par le néon d'un petit club, le Beverly... L'image semble avoir été dérobée à un scénographe. Il demeure dans ce quartier de Clichy beaucoup d'éléments de décor qui ont

défini la poésie des films interlopes de Melville, des romans ambigus de Carco et de Genet.

Jean Genet, justement. C'est lui qui nous amène au cirque. Car Alexandre Bouglione-Romanès, directeur du cirque tzigane, était un ami de Jean Genet. Ils se sont rencontrés, comme le rappelle Edmund White dans sa biographie de l'écrivain (Gallimard, 1993), en 1976. Alexandre avait été désigné au profit de sa sœur. Il sympathisa avec Genet, qui avait, grâce à son ami le funambule Abdallah, mort tragiquement en 1964, des liens profonds avec ce moine.

Alexandre était familier du milieu littéraire, à travers sa première femme, Lydie Datta, auteure de plusieurs recueils de poèmes d'amour mystique : *La Nuit spirituelle*, *Le Livre des anges I et II* (Artus, 1990, 1994 et 1995). La correspondance avec Jean Genet, avec qui il se querella en 1984, lui abandonna une valise de manuscrits inachevés, sera bientôt publiée.

PASSÉ LITTÉRAIRE

Reste-t-il, dans le cirque Romanès, des traces de ce passé littéraire ? Il est, en tout cas, certain que son esthétique admirablement dépolie et sûre, son rythme vif sans complaisance ni mièvrerie obéissent à une conception poétique du spectacle. Chaque ouïe, soutenu par un orchestre tzigane présent sur la piste, se mouvant avec raffinement, est comme une échappée de vers lyriques, soudain repris en main par un trait d'humour, un sourire, un regard.

Alexandre circule entre les siéges, veillant à l'équilibre de la

table sous la très jeune contortionniste, Nadège, maintenant la corde raide autour de laquelle danse, avec son anneau, Laure, avant de tourbillonner de façon hallucinante. Il manipule d'une gaule un projecteur pour saisir dans son faisceau les volutes et volages de Tina la trapéziste. Et pendant que leur fille de trois ans, Alexandra, se balance déjà sur son mini-trapèze dans un coin de la piste, Della Romanès chante les mélodieux boulevards de « la tribu prophétique aux prunelles orbes ».

Il y a peu, la présence de Yehudi Meouhin ajoutait un mystère à l'émotion que tous ressentent quand le violoniste Costel exécutait devant lui ses airs tsiganes, accompagné par l'accordéoniste Marian ou Georges le clarinetiste. Les spectateurs, enfants et adultes, rejoignent le rêve de l'instant, celui de l'exploit, du rire ou de l'angoisse, à travers la culture du « peuple des promeneurs », pour reprendre le titre du livre qu'Alexandre Bouglione-Romanès va publier au Temps qu'il fait, en janvier.

L'un des artistes les plus spectaculaires est Marin, qui se hisse au sommet du chapiteau à la force des poignets. Lorsqu'il jette, avec une brutalité ironique, son tee-shirt pour découvrir ses muscles, les musiciens et les acrobates, l'entourant sur la piste, poussent un cri d'admiration forcée qui ramène l'image éternelle du Zampino de La Sorada.

La vibration des instruments et des voix donne sa pulsation au spectacle. Mais il y a autre chose qui est la pauvreté volontaire, la coïté du dépouillement, le don

de la nudité. Les vêtements, parce qu'ils se contentent de quelques reflets mordorés de velours, de quelques paillettes distraites, d'un peu de mousseline vivevolante quand la contortionniste Nadège ébauche une danse indienne, la tête entre les pieds, contiennent la grâce naturelle des corps, au lieu de l'exposer avec la vulgarité habituelle aux cirques plus « modernes ».

Le sourire rêveur du jongleur Vincent, qui joue d'une feinte maladresse, contraste avec la rudesse délibérée du clown Jean-Marie, qui, lui, va donner une leçon étonnante d'école de cirque à des enfants pris au hasard dans le public.

Parmi les aphorismes par lesquels Alexandre définit sa famille, le voyage, le jeu des apparences, la noblesse et la crânerie gigantes : « Mon père disait que le cirque, c'était pire que le bain. Quand on lui demandait pourquoi, il répondait : « Parce qu'au bain, on dort la nuit... »

René de Ceccatty

* Passage Lathuile, récit romanesque et photographies de Christian Louis. Editions Clémentine (1996), 70 pages, 95 francs.

Le Monde

A LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO

Autour du Monde

LCI

Le samedi à 12h10 et à 16h10

Le dimanche à 12h10 et à 23h10

Le Grand Jury

RTL-LCI

Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire

La chaîne HISTOIRE

Les vendredis à 21 h, samedi à 13 h

et mardi à 23 h, mercredi à 19 h

et jeudi à 17 heures

Le Grand Débat

FRANCE CULTURE

Les 3^e et 4^e jeudis de chaque mois

à 21 heures

A la « une » du Monde

RFI

Du lundi au vendredi

à 12h15 (heure de Paris)

SORTIR

PARIS

Dédale
Habitué des théâtres fermés, marionnettiste de formation et manipulateur souvent de minuscules figurines, Philippe Genty, auteur et metteur en scène de *Dédale*, avait créé cette production, à la logique singulière et inexorable, cet été au festival d'Avignon dans la Cour d'honneur du palais des Papes, dont il avait maîtrisé l'étendue et les possibilités d'éclairages. C'est le dernier volet d'un triptyque commencé avec *Ne m'oubliez pas* et poursuivi avec *Voyageur immobile*. *Dédale*, qui, comme son titre l'indique, évoque un parcours labyrinthique, débute sur une image de ciel étoilé reproduit sur la scène avec un quartier de lune, un avion traversant cet espace et un homme se « fondant » dans cet espace après une chute vertigineuse.

Avec Laureot Bariteau, Jonathan

Chasseigne, Nathalie Decrette, Iréod Panizzi, Vendula Prager, Rodolphe Serres, Anatol Sternberg, Guillaume Viny et Sophie Weiss.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4. M^{me} Châtelet. Les 29 et 30, 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.

Alain Jean-Marie
Biguine Reflections
Tous les jazz lui vont à merveille, avec une petite préférence pour le post-bop et la ballade. Et pour rappeler ses racines culturelles - il est né à Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, en 1945 -, le pianiste Alain Jean-Marie a fondé *Biguine Reflections*, un trio avec une rythmique basse et batterie. Sans exotisme, avec une suprême élégance, une manière d'aborder le rythme qui appelle les mouvements du corps.
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^{me} Saint-Germain-des-Près. Les 29, 30 et 31, 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Before and After
de Barbet Schroeder (Etats-Unis, 1 h 40), avec Meryl Streep, Liam Neeson, Edward Furlong, Alfred Molina, Julia Weldon, Daniel von Bargen.
Le Comédien
de Christian de Chalonge (France, 1 h 41), avec Vincent Gallo, Mykelti Williamson, Kiefer Sutherland, Kevin Pollack, Kim Dickens, Grace Phillips, Francoise.
d'Alexis Miansarow (France, 1 h 15), avec Marc Citti, Mathilde Seigner, Pierre Lacroix, Antoine Chappey, Pierre-Henry Salfer, Bruno Todeschini.
Plaff 11
Sortilège à Cuba ?
de Juan Carlos Tablo (Cuba, 1 h 50), avec Daisy Granados, Thais Valdes, Luis Alberto Garcia, Raul Pomares.
Sploeword le film
de Bob Spiers (Grande-Bretagne, 1 h 35), Emma Bunton, Geri Halliwell, Victoria Adams, Melanie Brown, Melaine Chisholm, Richard E. Grant.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-08-78 (2,23 F/min)

REPRISES

La Croisée des destins
de George Cukor, avec Ava Gardner, Stewart Granger, Bill Travers.
Américain, 1955, couleurs (1 h 50).
VO : Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-42-34).
L'extravagant Mr. Deeds
de Frank Capra, avec Gary Cooper, Jean Arthur, George Bancroft.
Américain, 1936, noir et blanc (1 h 55).
VO : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
Le Grand Sommeil
de Howard Hawks, avec Humphrey Bogart, Lauren Bacall.
Américain, 1946, noir et blanc (1 h 54).
VO : Action Ecoles, 5^e (01-43-25-72-07).
Le Limier
de Joseph L. Mankiewicz, avec Laurence Olivier, Michael Caine.
Américain, 1972, couleurs (2 h 18).
VO : Reflet Médias, 5^e (01-43-54-42-34).
Mon épouse favorite
de George Cukor, avec Cary Grant, Irene Dunne, Randolph Scott, Gail Patrick.
Américain, 1940, noir et blanc (1 h 28).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-42-34).
Un Américain à Paris
de Vincente Minnelli, avec Gene Kelly, Leslie Caron, Georges Guétary, Nina Foch, Oscar Levant.
Américain, 1951, couleurs, copie neuve (1 h 53).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{er} Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40); Mac-Mahon, 17^e (01-43-29-79-89).
La vie est belle
de Frank Capra, avec James Stewart, Donna Reed, Thomas Mitchell, Lionel Barrymore, Ward Bond.
Américain, 1946, noir et blanc, copie neuve (2 h 19).
VO : Action Ecoles, 5^e (01-43-25-72-07); Europa Pantheon (ex-Reflet Pantheon), 5^e (01-43-54-15-04).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (-16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
La Belle Hélène
d'Offenbach. Fabienne Masoni, Anne Barbier, Myriam Boucric (Hélène), Pierre Catala, Fernand Frédéric, Stuart Patterson (Paris), Eric Perez (Calchas), Eric Vigoron, Christophe Graepel (Ménélas), Christophe Durringer, Jean-Claude Saragosse (Agamemnon), chœur et orchestre Opéra-Comique, Dominique Trottein, Joël Suhubietta (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).
Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brandon, Paris 15^e. M^{me} Porte-de-Vernes. Les 29, 30 et 31, 20 h 30. Tél. : 01-45-31-10-96. 180 F.

Eduardo Serrano el Guño,
Carmen Linares
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^{me} Châtelet. Les 29, 30 et 31 à 20 heures. Tél. : 01-40-28-29-40. De 50 F à 210 F.
Big Joe Turner
and his Memphis Blues Caravan
Jazz Club Lionel- Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17^e. M^{me} Porte-Maillot. Les 29, 30 et 31 à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 130 F.
Natural Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^{me} Châtelet. Les 29, 30 et 31 à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Cuarteto Cedron
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^{me} Sentier. Les 29, 30 et 31 à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. 90 F.
André le Magnifique
d'Isabelle Candelier, Loïc Houdré et Patrick Ligardes, mise en scène des auteurs, avec Isabelle Candelier, Loïc Houdré, Patrick Ligardes, Jean-Luc Porraz et Michel Vuillemoz.
Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, Paris 8^e. M^{me} Villiers. Les 29, 30 et 31 à 21 heures. Tél. : 01-45-22-08-40. De 70 F à 200 F.

RESERVATIONS

La Famille All Stars
Avec Celia Cruz, Johnny Pacheco, Willie Colon, Paulito, Feliciano, Roberto, Roena, Larry Harlow, Bobby Valentín, Andy Montañez.
Zénith, 214, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^{me} Porte-de-Pantin. Le 16 janvier à 21 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. 220 F.
Véronique Sanson
Palais des Sports, porte de Versailles, Paris 15^e. M^{me} Porte-de-Versailles. Du 9 au 15 janvier à 20 h 30. Tél. : 01-48-28-40-40. Location Franc et Virgin. 220 F.
Miano Solo
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. M^{me} Opéra. Du 15 au 17 janvier, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 175 F.
Angelo/Philippe Caubère
Deux époques :
Le Communiste (poèmes de 1929 à 1954) ; Le Fou (poèmes de 1954 à 1973). Les Gémissements, 92, avenue Georges Clemenceau, 92 Sceaux. RER Bourg-la-Reine, Réchage. Les 8 (Le Communiste) et 9 (Le Fou), à 20 h 45 ; le 10 (Intégrale + bal populaire) à 19 h 30. Tél. : 01-46-61-36-67. 140 F et 110 F. Intégrale : 155 F et 185 F.
Arcadia
de Tom Stoppard, mise en scène de Philippe Adrien.
Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^{me} Saint-Sulpice. Du 13 janvier au 22 février. Tél. : 01-44-39-87-00. 110 F et 160 F.
Dans la jungle des villes
de Bertolt Brecht, mise en scène de Stéphane Braunschweig.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^{me} Gambetta. Du 8 janvier au 22 février. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F.

DERNIERS JOURS

31 décembre :
Philippe Soupault
Bibliothèque nationale de France, galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs. Paris 2^e. M^{me} Bourse. Tél. : 01-47-03-81-10. De 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche et fêtes. Entrée libre.
4 janvier :
Frantisek Ortiskol (1883-1961)
Musée d'Orsay, niveau médian, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. M^{me} Solférino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi, 39 F.
4 janvier :
Gilbert & George
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. M^{me} Léna. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi, 40 F.
4 janvier :
La lune se couche (Moonlight)
de Harold Pinter, mise en scène de Karel Reisz, avec Jean-Pierre Marielle, Nelly Borgeaud, Maryvonne Schiltz, Jean-Pierre Moulin, Sylvie Testud, Fabien Orlier et Quentin Baillet.
Théâtre du Rond-Point Champs-Élysées, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e. M^{me} Franklin-Roosevelt. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi, à 20 h 30 ; le mercredi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-95-98-10. De 80 F à 180 F.

CONCERTS

CHATELET

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

LUNDI 5 JANVIER 12H45

Dana Cioacarta, violon

BACH, BRAHMS, RAVEL

LOCATION 01 40 28 28 40

ORCHESTRE DE PARIS

Salle Pleyel - 20 h

Mercredi 7, jeudi 8 janvier

Emmanuel Krivine direction

José Van Dam

WAGNER - STRAUSS

50 à 320 F - Tél. 01 45 61 65 83

Tarif jeunes : 50 F

9 janvier - 20 h 30

SALLE GAVEAU

TRIO VINTEUIL

Luisada-Korcia-Schucan

Schumann-Chostakovitch

Mandelstam

Tél. rés. : 01-49-53-05-07

10 janvier - 20 h 30

SALLE GAVEAU

Margaret PRICE

soprano

Schumann-Wolf

Tél. rés. : 01-49-53-05-07



films, livres, disques, etc.
le best-of de l'année
Luttes locales et bagarres globales : l'engagement retrouve des artistes avec Bertrand Cantat de Noir Désir, rédacteur en chef invité.
Inrockuptibles
En kiosque, 25 F



JUSQU'AU 30 JANVIER 20H30
L'ENLEVEMENT DE SITA
Khôn, théâtre dansé et masqué de Bangkok
Théâtre national de Thaïlande
- un flot de beauté et de raffinement où tous les arts se mêlent
- une dimension mythique qui touche tous les participants
LES ADRESSES ET RUF DES ADRESSES PARIS 15 • 01 42 74 22 77

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 Le Plaisir ■■■
De Max Ophüls (France, 1951, N, 100 min). Ciné Cinéfil

20.30 Le Dialogue des carmines ■■■
De Philippe Agostini et du père Brodberger (France - Italie, 1959, N, 115 min). Festival

20.45 Les Temps modernes ■■■
De Charlie Chaplin (États-Unis, 1936, N, v.o., 85 min). Arte

20.50 Cyrano de Bergerac ■■■
De Jean-Paul Rappeneau (France, 1989, 145 min). France 3

21.00 La Petite Boutique des horreurs ■■■
De Roger Corman (États-Unis, 1960, N, v.o., 80 min). Paris Première

22.05 Trônes d'espions ■■■
De J. Landis (EU, 1985, 105 min). RTL 9

22.10 Les 5000 doigts du docteur T ■■■
De Roy Rowland (États-Unis, 1952, 84 min). Canal +

22.10 Monty Python, la vie de Brian ■■■
De Terry Jones (Grande-Bretagne, 1979, v.o., 95 min). Arte

22.10 Le Souper ■■■
D'Edouard Molinaro (France, 1997, 90 min). RTBF 1

22.15 Bob Roberts ■■■
De Ten Robbins (États-Unis, 1992, 100 min). Canal Jimmy

22.25 Spartacus ■■■
De Stanley Kubrick (États-Unis, 1960, v.o., 185 min). Ciné Cinémas

22.30 La Légion sainte sur Kohzei ■■■
De Raoul Coutard (France, 1979, 100 min). M 6

23.00 La Guerre du feu ■■■
De Jean-Jacques Annaud (France - Canada, 1981, 95 min). Histoire

23.35 Quand les étoiles rencontrent la mer ■■■
De Raymond Rajonarielo (France - Madagascar, 1996, 80 min). Canal +

23.35 La Maitresse du bien-être ■■■
De Karel Reha (Grande-Bretagne, 1981, 125 min). TMC

23.50 Freddy und die Melodie der Nacht ■■■
De Wolfgang Schiefel (Allemagne, 1990, N, v.o., 90 min). Ciné Cinéfil

0.15 Queen Kelly ■■■
D'Eric von Stroheim (États-Unis, 1928, N, muet, 100 min). Arte

0.45 Cyrano de Bergerac ■■■
De Jean-Paul Rappeneau (France, 1989, 145 min). France 3

1.20 L'Honorable Monsieur Sans-Gêne ■■■
De Sidney Clima (Grande-Bretagne, 1945, N, v.o., 120 min). Ciné Cinéfil

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

18.00 Spécial procès Papon, invités : André Gélis, Stéphane Rostaing, Tereza Todorov. Histoire

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal +

20.00 20h Paris Première. Paris Première

DOCUMENTAIRES

18.30 Histoires de zoo. La Cinquième

18.50 Envoyé spécial, les années 90. Portrait de Berlin, future capitale réunifiée ? Histoire

19.35 Ils étaient une fois à Berlin-Est. Planète

20.00 Reportage

Arrivé au lendemain du tremblement de terre. Arte

20.00 Expédition Pôle Sud

20.00 L'Histoire oubliée. Histoire

20.10 Femmes familles fanfars

20.10 Jérusalem. Muzik

20.35 L'Or de Mackenna

20.35 Le syndrome Borderline. Planète

20.55 Si la mode n'était contée

Plus chic que jamais. Têva

21.40 L'Or de Mackenna

Tanzanie et Zanzibar. Planète

22.20 Stars en Scope

Jack Nicholson. Paris Première

22.25 La Place d'Alajandra

22.25 BZH, questions bretonnes. TF 1

23.15 La Grande Fête

Les représentations de Cyrano de Bergerac en Europe. France 3

0.20 Anges et démons

de la cité. France 2

0.30 Céline Dion : « D'Eux »

France 2

MUSIQUE

18.15 Écoute le monde. Paris Première

20.45 Chants de Noël

France Supervision

21.00 C'est ton tour

Muzik

21.15 Music for Christmas

France Supervision

23.25 La Dame de pique

France Supervision

23.55 Garth Live in Central Park

Canal Jimmy

0.10 Barbara Hendricks

Réveil à Paris. Têva

0.35 Jazz 6

Hommage à Stéphane Grappelli. M 6

THÉÂTRE

20.35 Lily et Lily. Mise en scène de Pierre Mondy. TMC

TÉLÉFILMS

20.10 Les Nouveaux Robinson. De Troy Miller. Disney Channel

20.50 Le Rouge et le Noir

De Jean-Daniel Verhaeghe (20). TF 1

21.00 Henri (V. De Paul Planchon)

Histoire

22.25 Pour trois jours de bonheur

De Jacques Desmoulin. Festival

22.35 Bouvard et Pécuchet

De Jean-Daniel Verhaeghe (1/2). TV 5

22.45 Un amour inachevé

De Fabrice Cazeneuve. France 2

SÉRIES

20.45 Le Caméléon. Indice d'écoute. Série Club

20.50 Entre terre et mer (1/6)

France 2

21.25 New York Police Blues

Tom et Gert. Canal Jimmy

21.30 Madigan

Enquête à Park Avenue. Série Club

21.50 Dark Skies: l'impossible vérité

Le Japon blanc. TSR

22.40 Murder One

L'affaire Jessica. Série Club

22.45 Bugs. Comédie américaine

22.45 Nos meilleures années. Têva

23.25 NYPD Blue

La femme câblée. TSR

NOTRE CHOIX

● 18.15 et 23.40 Paris Première
Écoute le monde
Salif Keita et co, enregistré au Festival Musiques méditerranéennes d'Angoulême. Mardi, à 18 h 40 et 0 heure, toujours à Angoulême, un autre grand musicien malien : Ali Farka Touré.

● 20.30 Ciné Cinéfil
Le Plaisir
Dans les années 1880, un homme portant un masque qui le fait paraître jeune danse jusqu'à la mort dans un bal populaire. La patronne d'un maison close emmène ses pensionnaires à une première communion, à la campagne. Un peintre s'inspire du modèle qui l'inspire. Devenu riche, il veut la quitter. Trois cooties de Maupeasant sur l'envers du plaisir et la condition féminine pour un admirable triptyque signé Max Ophüls. Mise en scène de faux semblants de la société et de l'amour. Superbe interprétation. - J. S.

● 20.30 Festival
Le Dialogue des carmines
Mai 1789. Une jeune noble entre au carmel de Compiègne pour échapper au monde dont elle a une terreur malade. La prieure, qui a décelé en elle une âme d'élite, meurt, en proie, elle aussi, à la peur pendant son agonie. La Révolution éclate, les persécutions religieuses commencent. En 1947, Philippe Agostini et le R. P. Bruckberger avaient tiré un scénario d'un roman historique de Gertrud von Leort, dont Georges Bernanos avait écrit les dialogues. Après la mort de celui-ci, ses héritiers firent éditer son texte. Cette adaptation cinématographique très soignée, très sobre, historiquement vraisemblable et remarquablement interprétée, fut pourtant très controversée. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Walker, Texas Ranger.
19.30 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
20.50 Le Rouge et le Noir.
22.45 BZH, questions bretonnes.
23.55 La Nuit en fête.
Tout Robin au Casino de Paris.
1.00 TF1 out, Météo.
1.10 Histoire du rire.
[198] Un rire différent.

FRANCE 2

19.15 1 800 enfants vers l'an 2000.
19.30 Qui est qui ?
19.55 À la recherche du sport.
20.00 Journal, A cheval, Météo.
20.50 Entre terre et mer.
Feuilleton d'Hervé Baslé (26).
22.45 > Un amour inachevé.
Téléfilm de Fabrice Cazeneuve.
0.35 Journal, Météo.
0.50 Céline Dion : « D'Eux ».
1.55 Histoires courtes.

FRANCE 3

18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.20 Qui est qui ?
20.05 Fa si la chante.
20.35 Tout le sport.
20.50 > Sotirée Cyrano de Bergerac.
20.50 Cyrano de Bergerac ■■■
Film de Jean-Paul Rappeneau.
21.15 La Grande Fête.
0.25 Sotir 3.
0.45 Cyrano de Bergerac ■■■
Film de Michael Gordon.

CANAL +

> En clair jusqu'à 20.30
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Ace Ventura en Afrique.
Film de Steve Oedekerk.
22.00 Flash Infos.
22.10 Les 5000 doigts du docteur T ■■■
Film de Roy Rowland.
23.35 Quand les étoiles rencontrent la mer ■■■
Film de Raymond Rajonarielo.
0.55 72 en descente.
Téléfilm de Jorge Montesi.

ARTE

19.00 La Bible en images.
19.30 7 1/2.
20.00 Reportage. Assise au lendemain du tremblement de terre.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Les Temps modernes ■■■
Film de Charles Chaplin.
21.10 Monty Python.
21.10 La vie de Brian ■■■
Film de Terry Jones.
23.45 Court circuit.
0.15 Queen Kelly ■■■
Film muet d'Eric von Stroheim.

M 6

18.25 Lucky Luke : Daisy Town ■■■
Film de Morris et René Goscinny.
19.54 6 minutes, Météo.
20.05 Susan.
20.35 Décrochages info, 6 sur 6.
20.50 La Plus Grande Aventure de Tarzan.
Film de John Guillermin.
22.30 La Légion sainte sur Kohzei ■■■
Film O de Raoul Coutard.
0.10 Culture pub. Spécial Noël.
0.35 Jazz 6.
Hommage à Stéphane Grappelli.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Françoise Wagnon.
21.00 > Hommage à Léon Pollakoff.
22.10 Fiction. Les poèmes et chansons de Philippe Soupault.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert.
Le Voyage à Reims, de Rossini.
22.30 Musique pluriel.
Berlioz, opéra de Pantillon.
23.07 Le Bel aujourd'hui.
Œuvres d'Holst.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Saisons. Récitals de Juliette.
Œuvres de Tchaïkovski, Prokofiev, Béla Bartók, Gounod, Poulenc, Debussy.
22.40 Concert.
Œuvres de Gershwine, Huber.

FILMS DU JOUR

13.40 Freddy und die Melodie der Nacht ■■■
De Wolfgang Schiefel (Allemagne, 1960, N, v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

14.45 Le Nouveau Testament ■■■
De Sacha Guitry (France, 1936, N, 100 min). Festival

15.15 Le Plaisir ■■■
De Max Ophüls (France, 1951, N, 95 min). Ciné Cinéfil

16.30 Les Aventures de Robin des Bois ■■■
De Michael Curtiz et William Keighley (EU, 1938, 95 min). La Cinquième

17.00 Une journée particulière ■■■
De Ettore Scola (Italie, 1977, v.o., 105 min). Ciné Cinémas

17.35 L'Or de Mackenna ■■■
De Jack Lee-Thompson (États-Unis, 1948, 139 min). M 6

18.30 L'Honorable Monsieur Sans-Gêne ■■■
De Sidney Clima (Grande-Bretagne, 1945, N, v.o., 120 min). Ciné Cinéfil

18.45 Il faut tuer Birgit Haas ■■■
De Laurent Heynemann (France, 1981, 105 min). Arte

19.00 > Alice au pays des merveilles ■■■
De Wladimir Yezhov (États-Unis, 1915, N, muet, 50 min). Histoire

19.10 La Guerre du feu ■■■
De Jean-Jacques Annaud (France - Canada, 1981, 120 min). Histoire

20.10 Échec au roi ■■■
De Harold French (États-Unis, 1953, 90 min). Disney Channel

20.30 Stolen Hearts ■■■
De Bill Bennett (États-Unis, 1996, 90 min). Canal +

20.30 La Femme du bout du monde ■■■
De Jean Epstein (France, 1937, 95 min). Ciné Cinéfil

20.30 Personne ne m'aime ■■■
De Marion Vernoux (France, 1994, 95 min). Ciné Cinémas

20.35 Lucas ■■■
De David Setzer (États-Unis, 1986, 110 min). RTL 9

20.35 Les Rois du soleil ■■■
De Jack Lee-Thompson (États-Unis, 1963, 110 min). TMC

20.50 L'As des as ■■■
De Gérard Oury (France, 1982, 105 min). TF 1

20.30 Les Valeurs de la famille Addams ■■■
De Barry Sonnenfeld (États-Unis, 1993, 105 min). France 2

20.55 Quatre basses pour un danois ■■■
De Norman Tokar (États-Unis, 1965, 95 min). M 6

20.55 Stella ■■■
De Laurent Heynemann (France, 1983, 100 min). Têva

21.00 La Crise ■■■
De Harold French (France, 1992, 95 min). RTBF 1

21.40 Carmen ■■■
De Carlos Saura (Espagne, 1983, 90 min). France Supervision

21.40 Wayne's World ■■■
De Penelope Spheeris (États-Unis, 1992, 95 min). TSR

22.00 Stalingrad ■■■
De Stanley Kubrick (États-Unis, 1988, v.o., 120 min). Paris Première

22.05 The Golem 2 ■■■
De Roy Boulting (Grande-Bretagne, 1948, N, v.o., 100 min). Ciné Cinéfil

22.35 Le Grand Saut ■■■
De Fric Lang (États-Unis, 1937, N, v.o., 85 min). France 2

22.35 La Lumière du lac ■■■
De Francesco Comencini (France - Italie, 1987, 85 min). Têva

23.45 L'Or de Mackenna ■■■
De Jack Lee-Thompson (États-Unis, 1948, 139 min). Ciné Cinéfil

0.05 Il faut vivre dangereusement ■■■
O De Claude Makovski (France, 1995, 95 min). TSR

0.30 La Nuit fantastique ■■■
De Marcel L'Herminier (France, 1941, N, 95 min). Festival

5.15 Love, etc. ■■■
De Marion Vernoux (France, 1996, 90 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

20.00 20h Paris Première

Invité : Simone Veil. Paris Première

20.00 Cap'Vain C.A. : les années 1980

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

20.00 20h Paris Première

Invité : Rod Taylor. Paris Première

21.25 The Soul of Stax

Musique de Memphis. Canal Jimmy

21.35 Télé radio mag

Planète

21.55 Kaba et Volodia

Muzik

22.30 Alice au pays des merveilles

Planète

22.35 Comme les oiseaux

Muzik

23.15 > De plus en plus curieux

Arte

23.15 Festin à Jérusalem

TSR

23.30 Jérusalem, le syndrome Borderline

Planète

SPRINGBOARDS

2.00 Basketball. Championnat de la NBA. Orlando Magic - New York Knicks. Canal +

DANCE

0.40 Le Cygne. Ballet. Muzik

0.55 L'Adèle. Ballet. Muzik

MUSIQUE

18.00 Brundis. Invention à l'opéra-bastille en 1997. Muzik

18.40 Écoute le monde

Paris Première

20.30 Coach Christmas Music from Trubachov

Concert enregistré à Prague. Muzik

22.35 Turandot. Mise en scène de Charles Roubaud

TV 5

23.25 L'Enfant et les Sortilèges

France Supervision

0.15 La Nuit en fête

Concert Yann. TF 1

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

■ Signal dans « Le Monde »

Le FN menace de recourir à des « mesures de légitime défense »

LE FRONT NATIONAL a menacé, samedi 27 décembre, de prendre des « mesures de légitime défense » si des actes comme ceux commis vendredi contre Jean-Marie Le Pen en Martinique (Le Monde daté 28-29 décembre) se reproduisaient pendant la campagne des régionales et des cantonales. Le président du parti d'extrême droite, en transit entre Paris et Porto-Rico, a été pris à partie par une cinquantaine de militants indépendantistes et antiracistes. « Si de tels événements devaient se reproduire (...), le gouvernement et les autorités de la République en porteraient la responsabilité directe, de même que la responsabilité des mesures de légitime défense que les militants nationaux seraient amenés à tirer de cet état de fait, ainsi que des conséquences qui en résulteraient », a indiqué le FN dans un communiqué.

De son côté, M. Le Pen, de Porto-Rico, a implicitement accusé Jean-Pierre Chevènement en déclarant : « Les ministres de l'Intérieur changent, leurs méthodes ne changent pas... ». Il a aussi indiqué que « Les élus du Front national ne confondent pas la population des Antilles, dont ils ne cessent de défendre les intérêts au Parlement européen, (...) avec une minorité d'émigrants stipendiés ». Juste après l'échauffourée, il avait menacé de « tenir compte de cette attitude » à Strasbourg. Dimanche, le FN a demandé le départ du préfet de Martinique, Jean-François Cordet. « Qu'il soit simplement incompétent ou que son laxisme ait ouvert la voie à une opération de voyous, [sa] responsabilité est lourdement engagée », écrit Huguetta Fatma, secrétaire nationale aux DOM-TOM du FN.

Les associations de chômeurs occupent toujours neuf antennes des Assedic

Une manifestation nationale est prévue le 16 janvier

NI LES MESURES d'aides immédiates aux chômeurs les plus démunis, annoncées par le ministre de l'emploi et de la solidarité, ni l'intervention du premier ministre, vendredi 26 décembre, n'ont pour le moment diminué la grogne des militants des associations de défense des chômeurs. Plusieurs actions sont envisagées à Paris et en province avant la préparation d'une grande journée de manifestations, prévue le 16 janvier, occasionnellement jour de l'examen par les députés d'une proposition de loi d'Alain Bocquet (PC) concernant l'indemnisation des chômeurs âgés.

Neuf antennes Assedic sont toujours occupées, lundi 29 décembre. Huit dans les Bouches-du-Rhône, à l'initiative du Comité national des privés d'emploi de la CGT, plus une à Arras, par des militants du collectif ACI (Agir ensemble contre le

chômage) du Pas-de-Calais. Ces chômeurs continuent de réclamer « une prime de fin d'année » de 3 000 francs. Plusieurs préfets ont déjà programmé pour la semaine en cours des réunions de cellules d'urgence avec les différents services et organismes sociaux. Il s'agit, en application de la circulaire que Martine Aubry a adressée, mercredi 24 décembre, aux préfets, d'apporter une aide au cas par cas aux demandeurs d'emploi en détresse.

Ainsi à Arras, où la direction départementale des Assedic est occupée depuis le 15 décembre, le préfet a prévu de réunir lundi une cellule d'urgence pour « apporter les solutions les plus rapides aux situations individuelles les plus difficiles ». Dans le Nord, une réunion similaire a été annoncée pour mardi, alors qu'à Epinal (Vosges) le préfet avait

réuni une première table ronde des vendredis.

La CGT, qui a demandé « la convocation rapide de réunions dans toutes les préfectures », a cotéod « s'efforcer d'amplifier les initiatives convergentes entre chômeurs et salariés ». Les associations de chômeurs ACI, APTIS, proche des communistes, et MNCP (Mouvement national des chômeurs et précaires) sont aussi décidées à maintenir la mobilisation après la confirmation d'une hausse de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) dont bénéficient 500 000 chômeurs en fin de droits. Cette hausse de 3 %, (2 % rétroactivement au 1^{er} juillet 1997, soit une majoration de 45 francs par mois, plus 1 % au 1^{er} juillet 1998) a été confirmée par un décret paru dimanche au Journal officiel.

A l'initiative d'ACI, des manifestations locales de protestation de-

vraient avoir lieu, lundi 29 à Arras, mardi 30 devant l'Opéra-Bastille à Paris, mercredi à Saint-Dié (Vosges) et samedi au Mans (Sarthe) pour obtenir le versement de la prime de 3 000 francs.

DES MESURES « EN PRÉPARATION »

A Marseille, le comité des privés d'emplois CGT a appelé à un rassemblement lundi 29 au matin devant la préfecture. Dans la cité phocéenne, où toutes les antennes Assedic sont fermées depuis 15 jours, et où le numéro vert mis en place pour les chômeurs venant pointer est saturé, la CFDT-ANPE a demandé que les agences locales pour l'emploi délivrent aux chômeurs une attestation de passage afin qu'ils puissent faire valoir leurs droits et ne soient pas radiés des listes.

Estimant que « la recherche de véritables solutions à ces situations dramatiques ne peut relever des seules aides financières d'urgence à très court terme », Lionel Jospin, dans une lettre adressée à Alain Bocquet, a rappelé que des mesures sont « en préparation » afin d'assurer « l'amélioration des conditions d'attente de la retraite des chômeurs de longue durée à l'ASS et au RMI, ayant validé 40 années au titre de l'assurance-vieillesse ». Pour les associations de défense des chômeurs, un geste doit aussi venir de l'Unedec, qui reste silencieuse depuis le début de leurs protestations. Elles ont demandé, tout comme la CGT, un rendez-vous à Nicole Notat, présidente de l'Unedec, mais n'ont toujours pas reçu de réponse.

A. B.-M.

TROIS QUESTIONS À CHRISTOPHE AGUITON

1 Quelles sont les revendications des chômeurs défendues par ACI (Agir ensemble contre le chômage), dont vous êtes l'un des animateurs ?

La première revendication est la demande d'une prime de fin d'année de 3 000 francs par chômeur. Mais, derrière cette prime, c'est l'ampleur du chômage, sa durée et la réelle misère que connaissent les chômeurs qui est en jeu. N'oublions pas que près de 80 % des chômeurs touchent moins de 3 000 francs par mois.

2 Qu'attendez-vous du gouvernement ?

D'abord de régler l'urgence. Nous

demandons de réelles tables rondes avec les organismes sociaux, les associations et les syndicats présents dans la lutte. Nous demandons aussi une réunion extraordinaire du conseil d'administration de l'Unedec pour prendre les mesures qui s'imposent. Le silence total et l'absence d'initiative des responsables de l'Unedec depuis le début du conflit est inacceptable ! Nous demandons ensuite au gouvernement de s'attaquer concrètement au chômage et à la misère. Il faut pour cela créer des emplois, et nous serons particulièrement vigilants lors du vote de la loi sur les 35 heures : le pire serait que la flexibilité limite le nombre des embauches. Mais il faut aussi donner à tous et à toutes les moyens de vivre. Le SMIC a été augmenté de 4 % et

l'ASS (allocation de solidarité spécifique) de 3 % seulement, soit 2 francs par jour. Nous demandons une remise à plat de tout le système d'indemnisation du chômage, ainsi que des minima sociaux. Sans attendre, nous revendiquons une augmentation de 1 500 francs des minima sociaux et le droit au revenu pour les jeunes de moins de 25 ans, aujourd'hui exclus du RMI.

3 Quelles suites comptez-vous donner au mouvement ?

Nous envisageons une journée de manifestations à Paris, probablement le 16 janvier. Nous allons contacter pour cela les différentes forces syndicales.

Propos recueillis par Alain Beauvieux

Hausse à la Bourse de Paris

LA BOURSE de Paris a entamé la journée du lundi 29 décembre sur une hausse de 0,61 % de l'indice CAC 40 dans un marché très peu animé et cette période de trêve des confiseurs. En milieu de journée, le CAC 40 accusait sa progression et gagnait 1,29 % à 2 908,42 points.

La bonne orientation du dollar à 9,950 francs donnait aux rares in-

vestisseurs présents sur le marché des raisons d'acheter. Promodés étaient en hausse de 3,2 %, tandis que les cotations de Casino et Rallye étaient suspendues, les groupes de distribution ayant décidé d'enterrer la hache de guerre mettant un terme aux actions judiciaires en cours au sujet de Casino. Le certificat d'investissement Crédit lyonnais gagnait 7,7 % sur des informations selon lesquelles l'Etat vendrait l'an prochain une partie du capital de la banque.

Enfin, auparavant la Bourse de Tokyo avait terminé en très léger recul de 0,18 %, l'indice Nikkei cédant 27,38 points à 14 775,22. Le Nikkei a opéré un net redressement en fin de journée après avoir perdu plus de 200 points touchant un nouveau plus bas de l'année à 14 488,21 points.

SEANCE, 10h15	29/12	28/12	Différence
France Telecom	346,10	345,50	+0,60
Elf	111,10	110,50	+0,60
AXA	470,10	469,50	+0,60
VMH Mot. Hen.	193,10	192,50	+0,60
Société Générale	214,10	213,50	+0,60
BNP	469,10	468,50	+0,60
Total	241,10	240,50	+0,60
Alcatel Alsthom	181,10	180,50	+0,60
Carrefour	434,10	433,50	+0,60
Promodés	31,61	31,50	+0,11

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours 29/12	% 29/12	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	334,6500	-0,03	322	346
Autriche (100 sch)	6,6170	-0,08	—	—
Belgique (100 F)	16,2180	-0,05	15,9300	15,7300
France (100 F)	296,9800	-0,02	—	—
Italie (100 li)	3,4110	-0,09	3,1500	3,6500
Danemark (100 kr)	87,8300	-0,02	82	92
Irlande (100 Ir)	8,6340	-0,48	8,1800	9,0000
Grèce-Breslavie (1 L)	9,9195	-0,36	9,4500	10,3000
Grèce (100 drach)	2,1725	-0,16	1,9300	2,3000
Suède (100 kr)	76,3400	-0,20	70	80
Suisse (100 F)	414,3800	-0,14	401	425
Norvège (100 kr)	81,6600	-0,15	76,5000	85,5000
Autriche (100 sch)	47,5640	-0,02	46,0500	49,1500
Espagne (100 pes.)	3,9540	-0,01	3,6300	4,2500
Portugal (100 esc.)	3,2700	-0,15	2,9000	3,6000
Canada 1 dollar ca	4,1438	-0,39	3,9300	4,4000
Japon 100 yen	4,5778	+0,20	4,3700	4,7200

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le lundi 29 décembre, à 12 h 30 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES	29/12	28/12	Différence
Tokyo Nikkei	14775,22	14775,22	-23,69
Hong Kong Hang Seng	10502,99	10502,99	-21,92
Tokyo Nikkei sur 3 mois	14775,22	14775,22	-23,69
Paris CAC 40	2914,71	2914,71	+1,51
Amsterdam CBE	896,87	896,87	+1,88
Bruxelles CBE	16902	16902	+1,63
Frankfurt Dax 30	4188,09	4188,09	+1,61
Irlande 1500	—	—	+44,98
Londres FT 100	5042,20	5042,20	+0,56
Madrid Iboex 35	7151,25	7151,25	+1,44
Milan MIB 30	24493	24493	+1,58
Zurich SMI	6127,20	6127,20	+1,34

Tirage du Monde daté dimanche 28-lundi 29 décembre 1997: 553 909 exemplaires 1 - 3

Un mort et 110 blessés au cours d'un vol entre le Japon et Hawaï

UNE JAPONAISE a été tuée et 110 autres passagers ont été blessés à bord d'un Boeing 747 de la compagnie américaine United Airlines qui a traversé une zone de fortes turbulences, dimanche 28 décembre au soir, au-dessus du Pacifique, au cours d'un vol entre le Japon et Hawaï. Selon les propos du pilote, rapportés par les responsables de l'aéroport international de Tokyo-Narita, l'appareil, qui transportait 393 personnes dont 374 passagers, a plongé de 300 mètres avant de reprendre de l'altitude, ce qui a projeté vers le plafond les passagers non maintenus par des ceintures de sécurité.

L'incident s'est produit alors que les passagers - principalement des japonais, qui allaient passer le nouvel an à Hawaï - venaient de terminer leur repas. L'avion se trouvait alors à 10 000 mètres d'altitude et à environ 1 800 kilomètres à l'est de Tokyo. Des images vidéo prises par un passager et diffusées par la télévision japonaise ont montré des passagers brûlants projetés à l'intérieur de l'appareil, des masques à oxygène qui pendent du plafond et des portions de repas éparpillées. La passagère japonaise décédée après son transport à l'hôpital près de l'aéroport japonais de Narita, où l'avion a pu retourner se poser lundi 29 décembre au matin. Une enquête va être menée par l'aviation civile américaine. - (AFP Reuters)

DÉPÊCHES

■ **IMPRIMERIE** : Jean Neveu succède à Pierre Péliadeau, mort le 24 décembre, à la tête du groupe canadien Québecor (Le Monde daté 28-29 décembre). Jean Neveu, âgé de cinquante-six ans, est l'ancien président des imprimeries du groupe. Charles Cavell a été nommé chef de la direction d'imprimeries Québecor, tandis que Pierre-Karl Péliadeau est nommé vice-président exécutif de cette branche. Pierre-Karl, qui est l'un des fils de Pierre Péliadeau, était le PDG de Québecor Europe. Le groupe canadien est depuis 1994 devenu le premier imprimeur commercial français et européen. Québecor est également présent dans la presse et l'industrie papetière.

■ **INSÉCURITÉ** : les conducteurs d'autobus de Chambéry, qui avaient partiellement cessé le travail durant le week-end à la suite de jets de pierres sur un autobus dans l'un des quartiers de la ville, ont reconduit leur grève lundi 29 décembre dans la matinée, a-t-on appris auprès des services de transport de l'agglomération chambérienne (STAC). Le trafic reste suspendu à Chambéry-le-Haut. « Nous attendons que des décisions concrètes sur la sécurité soient prises », a indiqué à l'AFP un des délégués syndicaux de l'entreprise.

■ **DAIMLER-BENZ** : le groupe allemand a démenti, dimanche 28 décembre, avoir des difficultés techniques qui retarderaient le lancement de la nouvelle Classe S de Mercedes. Le magazine allemand Focus avait affirmé que le nouveau modèle, après la Classe A et la Smart, pourrait être retardé de six mois.

■ **CECUMENISME** : quelque 100 000 jeunes Européens de toutes les confessions chrétiennes sont attendus en Autriche, à Vienne, pour participer, du 29 décembre au 2 janvier, à la 20^e rencontre de la communauté de Taizé (France). Le fondateur de la communauté, Frère Roger, 82 ans, s'adressera tous les soirs aux jeunes rassemblés pour une prière commune en 20 langues à midi et le soir. L'après-midi sera consacré à la méditation. Une forte progression des participants orthodoxes a été constatée cette année, selon un communiqué officiel.

■ **NUCLÉAIRE** : un contrat pour la construction conjointe par la Russie et la Chine d'une importante centrale nucléaire dans l'est de la Chine, d'un montant de 3 à 3,5 milliards de dollars, a été signé lundi à Pékin, a indiqué l'agence Chine Nouvelle. - (AFP)

LA NOUVELLE FORMULE

SVM

SCIENCE MANAGEMENT

Nouvelle formule

1998 : l'année de la course aux petits prix

Les micros sont trop chers !

Nouveau SVM Achat 20 pages spéciales

> Enquête : Qu'est-ce que la cyberculture ?

> Le verdict du labo sur les cartes son

SVM, toute la vie de la micro

هكذا من لامل

Le Monde

D'UNE ANNÉE À L'AUTRE

1997-1998

MÉFIONS-NOUS des prévisions. Qui imaginait, au seuil de 1997, une année en force des socialistes, à l'initiative de Jacques Chirac, que rien ni personne n'obligerait à dissoudre l'Assemblée nationale ? Qui escomptait, en Asie du Sud-Est, une panique financière, atteignant les « dragons » l'un après l'autre, comme un jeu de dominos ? Et si l'on pouvait s'attendre à la mort de Deng Xiaoping et de Mère Teresa, tous deux malades et très âgés, que dire de la disparition d'une princesse amoureuse de trente-six ans, fauchée sous les projecteurs ?

De tous les événements de cette année, c'est la disparition de Diana qui aura fait couler le plus d'encre - et de larmes. Deux planétaires pour une princesse morte, que l'on aura adulée et harcelée, avant de la sanctifier au-delà de toute mesure. A côté de cette exaltation collective, les autres « grands » disparus de 1997 (le commandant Cousteau, Jeanne Calment, Georges Marchais, Jimmy Goldsmith, Robert Mitthum, James Stewart, Stéphane Grappelli ou Barbara) auront donné l'impression de partir sur la pointe des pieds.

L'année qui s'achève a été marquée par la rétrocession de Hong Kong à la Chine et par le blocage du processus de paix au Proche-Orient, dans lequel le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahou, porte une lourde responsabilité. Ailleurs dans le monde, plusieurs pays ont changé de dirigeant et de direction : c'est le cas du Royaume-Uni, bousculé par Tony Blair, qui l'a animé de nouveau à l'Europe ; de la Corée du Sud, avec l'élection à la présidence d'un ancien dissident, Kim Dae-Jung ; et du Zaïre, devenu République démocratique du Congo, après la chute de Mobutu, renversé par Laurent-Désiré Kabila.

Rien de nouveau, malheureusement, en Algérie, si ce n'est l'extension des massacres et leur caractère de plus en plus barbare. L'Égypte, endeuillée elle aussi par le sanglant attentat de Louxor, a

perdu du jour au lendemain une grande partie de ses touristes, c'est-à-dire sa principale ressource en devises.

La nouvelle année commence par une grande incertitude sur les marchés asiatiques, qui ne peut laisser indifférents les pays occidentaux. Elle sera marquée, à la mi-janvier, par la visite historique du pape à Cuba et, en septembre, par les élections allemandes où le chancelier Kohl jouera le poste qu'il occupe depuis 1982. Ce sera une année-clé pour la monnaie unique européenne, appelée à faire ses premières armes le 1^{er} janvier 1999, après l'établissement de la liste des pays participants. Une année-clé aussi pour l'environnement, puisque le plan climatique, décidé au sommet de Kyoto pour réduire les gaz à effet de serre, va entrer en application.

En France, 1997 a été intimement associée à la figure de Lionel Jospin. Quoique pris de court par les élections législatives anticipées, le premier secrétaire du Parti socialiste a réussi à mobiliser la gauche, remporter la victoire puis gouverner en homme d'État aguerri, tout en offrant aux Français une image sereine de la cohabitation. Le ciel étant avec lui, il a bénéficié d'une embellie économique et sa cote de popularité a atteint les sommets. Ne lui restait plus, si l'on peut dire, qu'à résoudre les contradictions de son camp - et les siennes propres - sur quelques sujets brûlants, comme le chômage ou l'immigration.

Le gouvernement s'est engagé résolument dans la création d'emplois-jeunes et la mise en place des 35 heures hebdomadaires. Cela lui a valu critiques et sarcasmes à droite, tandis que le patronat s'étranglait de fureur et perdait dans cette bataille son chef, Jean Gandois, remplacé par plus « dur » que lui. De leur côté, chômeurs et RMIstes n'ont pas manqué de faire entendre leurs protestations à la veille de Noël, et il a fallu les calmer par quelques mesures d'urgence.

Pendant la campagne électorale, les socialistes avaient imprudem-

ment promis « l'obrogation » des lois Pasqua-Debré sur l'immigration. Le rapport d'un universitaire, Patrick Weil, les a conduits à adopter une politique plus mesurée. Cela n'a pas empêché la droite de déclencher un violent tir de barrage au Parlement lors de l'examen des nouvelles dispositions sur la nationalité et les conditions de séjour des étrangers. Lionel Jospin a dû enregistrer l'abstention de ses alliés communistes et écologistes. Sur ces thèmes propices aux surenchères, il n'a pas fini de souffrir.

Si l'état de grâce est probablement terminé, la gauche espère beaucoup des élections cantonales et régionales de mars 1998. Ne détenant que deux régions sur vingt-deux, elle est en droit d'attendre une progression, d'autant que le scrutin proportionnel, favorable au Front national, gêne la droite parlementaire. L'année devrait être marquée aussi par un scrutin d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, plusieurs réformes judiciaires, une loi contre l'exclusion, la mise en place d'une « pastille verte » pour combattre la pollution de l'air ainsi que diverses dispositions pour améliorer l'aménagement du territoire et les transports ferroviaires.

Le football sera roi en France, une partie de l'été, avec l'organisation du Mondial. Coup d'envoi le 10 juin, à 17 h 30, au stade flamboyant de Saint-Denis, pour un match opposant l'Ecosse au Brésil. Sur ce sujet, et celui-là seulement, les prévisions sont permises. Ce sera évidemment... un succès d'affluence. Le « dernier grand événement sportif du siècle » annonce le troisième millénaire, qui n'en finit pas d'approcher : après les avancées techniques de 1997 - Dolly, la brebis clonée, et Sojourner, le robot débarqué sur Mars - que nous réserve 1998, à part le téléphone par Internet et la commercialisation à grande échelle du vidéodisque numérique, qui fait déjà, paraît-il, de nos CD des pièces de musée ?

Robert Solé

occupent
Assedic

Gare du Nord :
le trafic est
progressivement
rétabli

SVM

Nouvelle formule

1998 : l'année
de la course
aux petits prix

Les micros sont trop chers

Nouveau

SV M Achot

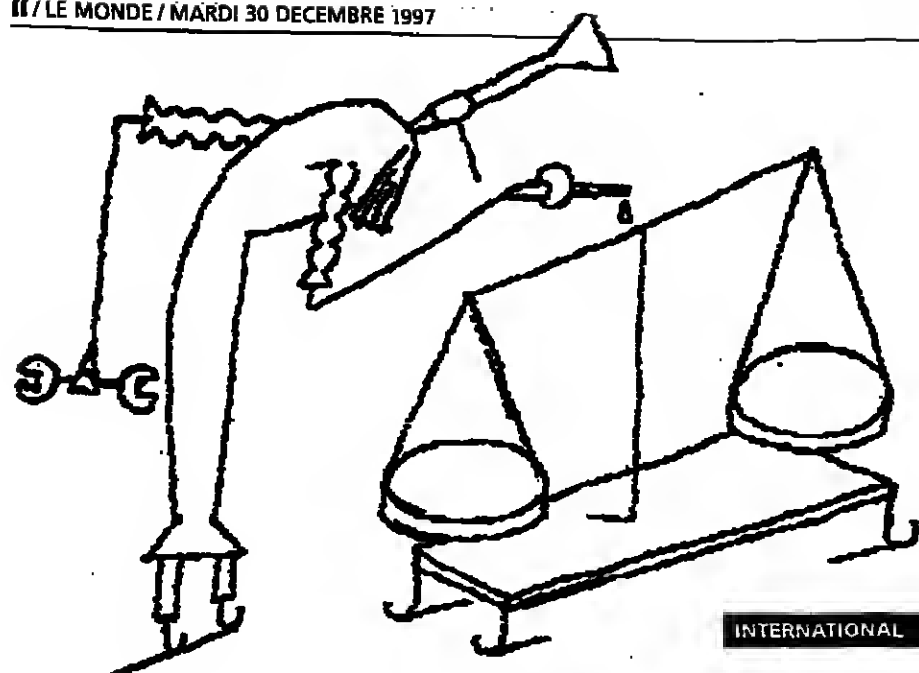
micros spéciales

> Enquête :
Qu'est-ce que
la cyberculture ?

> Le verdict du labo
sur les cartes son

SV M, toute la vie de la micro

DESSINS : JOCKEY LEBLANC



INTERNATIONAL

Lancement de l'euro

C'EST le 2 mai 1998 que sera connue la liste des pays appelés à participer au lancement, le 1^{er} janvier 1999, de la monnaie unique européenne. Une majorité des membres de l'Union devrait l'adopter. On parle pour le moment de onze pays, y compris l'Italie. Cela devrait garantir à l'euro de devenir l'une des grandes monnaies de réserve mondiale avec le dollar.

La confirmation de cette liste devra attendre les avis de la Commission et de l'Institut monétaire européen, chargés de rendre en avril leurs rapports sur le résultat, pays par pays, des politiques de convergence économique que les États s'étaient engagés à mener lors de la conclusion, en 1992, du traité de Maastricht. Un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement a été convoqué pour le 2 mai à Bruxelles. Il sera précédé d'une réunion du Conseil des finances puis du Parlement européen. Le 3 mai, les ministres des finances se réuniront à nouveau

pour annoncer la composition du directoire de la Banque centrale européenne, qui prendra la succession à l'Institut monétaire. La nomination du président de la Banque fait l'objet de tractations serrées à la suite de la décision française de présenter la candidature du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, contre celle du Néerlandais Wim Duisenberg, président de l'Institut monétaire européen. Tout au long de l'année, les administrations et les acteurs économiques vont devoir redoubler d'efforts pour se préparer au basculement, en 1999, des opérations bancaires dans la nouvelle monnaie.

En donnant au marché européen une nouvelle dimension, l'euro va obliger les entreprises à revoir leurs stratégies sans attendre que les monnaies nationales aient officiellement disparu, en 2002, date de l'apparition des futurs billets et pièces en euros.

Henri de Bresson

L'Allemagne aux urnes

L'ANNÉE électorale 1998 sera importante pour l'Allemagne, où des législatives sont prévues le 27 septembre. Arrivé au pouvoir en octobre 1982, le chancelier Helmut Kohl risque d'abandonner cette échéance en position difficile. Les sondages donnent une avance confortable aux deux grands partis d'opposition, les sociaux-démocrates et les Verts, face à la coalition des chrétiens-démocrates, des chrétiens-socials de Bavière et du petit Parti libéral. Une grande coalition entre chrétiens et sociaux-démocrates, sans Helmut Kohl, n'est pas à exclure.

Le chancelier ne peut cependant être donné battu d'avance. S'il n'a jamais égalé les records de popularité, il a toujours su, dans les grandes occasions, montrer son sens de l'histoire et apparaître comme le garant de la stabilité. Les événements l'ont servi. Après la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, il a su profiter de l'effondrement de l'ordre soviétique pour obtenir la réunification

allemande. Au faite de son art, il a joué d'une aura suffisante comme chancelier de l'unification pour ne craindre aucune adversité. Imposant ses vues à une opinion hésitante sur l'unification européenne, sur l'abandon du deutsche mark au profit de la monnaie unique.

Il est probable toutefois que les élections de 1998 se joueront sur d'autres thèmes : la montée du chômage, les impôts, l'avenir du modèle social allemand. Le chancelier risque de souffrir d'une aspiration à un changement d'équipe. Le nom de celui qui conduira l'opposition ne sera connu qu'après les élections de Basse-Saxe, en mars. S'il n'y fait pas un faux pas, le jeune ministre-président, Gerhard Schröder, en tête des sondages de popularité, devrait recevoir l'investiture social-démocrate. Le président du SPD, Oskar Lafontaine, qui a su en deux ans reconstruire l'unité de sa formation, reste néanmoins un outsider sérieux pour le chancelier.

H. de B.

Le pape chez Fidel Castro

UN choc de « géants ». Pour la première fois, Jean Paul II se rendra dans l'île de Cuba, chez Fidel Castro, du 21 au 26 janvier. Outre La Havane, il visitera les diocèses de Santa Clara, Camaguey et Santiago. Le principe de cette visite avait été acquis lors du tête-à-tête entre les deux hommes qui avait eu lieu le 19 novembre 1996 au Vatican.

Très affaibli par la situation économique de son pays, le président cubain escompte de cette visite du pape une revalorisation de son image internationale, ainsi qu'une condamnation de l'embargo américain, que le Saint-Siège a toujours réprouvé. De son côté, le pape attend une amélioration du statut de l'Eglise dans un pays où les catholiques représentent environ 60 % de la population.

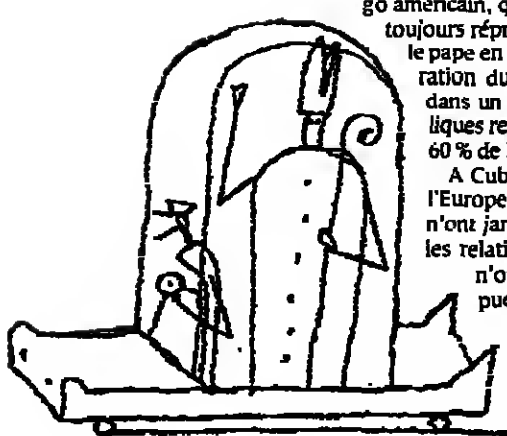
A Cuba, contrairement à l'Europe de l'Est, les églises n'ont jamais été fermées et les relations diplomatiques n'ont jamais été rompues entre le Vatican et La Havane. La liberté de nomination des évêques a toujours été totale.

Mais, dans les années 60 qui ont suivi la révolution cubaine, les expulsions de prêtres et la nationalisation des écoles catholiques ont durci les rapports entre l'Eglise et le régime castriste. Aujourd'hui encore, le nombre de prêtres est limité (260). L'Eglise n'a aucun accès aux médias officiels et ne peut ouvrir d'écoles. Son rôle est seulement culturel et caritatif.

La perspective du voyage de Jean Paul II a déstabilisé la situation. Plusieurs dizaines de prêtres étrangers ont été autorisés à entrer dans l'île. Fidel Castro a rétabli la fête de Noël, alors que le 25 décembre était jour ouvrable depuis vingt-huit ans. De même, pour la première fois, le 18 décembre, il a accepté de recevoir le chef de l'Eglise locale, le cardinal Jaime Ortega, et la conférence des évêques. Le 21 décembre, un message du pape au peuple cubain a été publié dans le « une » de *Granma*, le journal officiel du Parti communiste cubain.

Le président Castro multiplie les signes de bonne volonté. Les croyants s'interrogent cependant sur les risques de récupération politique de ce voyage historique.

Henri Tincq



Dans l'agenda.

FRANCE

Espoirs électoraux à gauche

A peine tournée la page des élections législatives, les forces politiques se sont lancées dans la préparation des cantonales et des régionales, qui auront lieu les 15 et 22 mars 1998. Les conseils régionaux, pourvus au scrutin proportionnel de liste à un tour dans le cadre des départements, seront entièrement renou-

velés le 15 mars. Simultanément, la moitié des conseils généraux seront soumis à renouvellement au scrutin uninominal à deux tours.

Contrairement à l'habitude, la majorité espère que cette première consultation après l'alternance se traduira par un succès pour elle. En effet, depuis la précédente élection des conseillers régionaux, en 1992, la gauche ne dirige que deux des vingt-deux régions métropolitaines. Victime de son effacement et de la percée des listes écologistes, le Parti socialiste n'avait obtenu que la seule présidence du Limousin, tandis que les écologistes emportaient la présidence du Nord-Pas-de-Calais. Allié au Parti communiste et aux Verts, avec qui ils s'efforcent de constituer le plus grand nombre de listes communes, les socialistes abordent la campagne électorale avec l'espoir de conqué-

rir plusieurs régions. Pour l'opposition, ce scrutin ne tombe pas au moment le plus propice. Partant d'une position quasi monopolistique dans les régions, et très dominante dans les départements, le RPR, qui détient huit présidences de conseils régionaux, et l'UDF, qui en occupe douze, ne peuvent que perdre du terrain. Or, depuis le mois de juin, la droite n'a pas eu beaucoup de temps pour assouplir la défaite et tenter de reconstruire ses forces, face à un gouvernement qui demeure populaire. En outre, un recul trop important viendrait ternir l'effort de rénovation dans lequel Philippe Séguin a engagé le RPR. Pour la droite, enfin, le scrutin proportionnel est un viatique aux élections régionales est celui qui favorise le plus le Front national.

Cécile Chambraud

Des réformes judiciaires

EN matière de justice, l'année 1998 devrait être celle des réformes. Le garde des sceaux, Elisabeth Guigou, a présenté à l'automne un plan de rénovation qui prévoit de modifier le statut du parquet, les pouvoirs du juge d'instruction et la carte judiciaire. Le programme comprend également des mesures concernant la justice « de proximité », relance de la politique d'accès au droit, réforme de la procédure de divorce par consentement mutuel et effort en faveur de la conciliation et de la médiation.

Le point fort des réformes concernera cette institution millénaire héritée de la royauté qu'est le ministère public. Au terme de plusieurs mois de réflexion, Elisabeth Guigou a exclu de mettre en œuvre une indépendance totale du parquet.

« Il faut maintenir la possibilité, pour le gouvernement, d'avoir une politique pénale », estime-t-elle. En revanche, elle a décidé de supprimer le droit, pour le ministre, de donner des instructions individuelles dans les dossiers particuliers « afin de lever le soupçon ». Cette réforme de-



vrait être complétée par une modification des règles de nomination des magistrats du parquet. Actuellement, les procureurs sont nommés après un simple avis consultatif du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) tandis que les procureurs généraux sont nommés directement en conseil des ministres, comme les préfets. Si le projet est adopté, le ministre conservera le pouvoir de proposition mais il sera lié par l'avis conforme du CSM, pour les procureurs comme pour les procureurs généraux.

Pour équilibrer cette liberté nouvelle, la ministre prévoit d'accroître les garanties accordées aux justiciables. Les classements sans suite devront désormais être motivés et ils pourront faire l'objet de recours. Les justiciables mécontents pourront en outre s'adresser à une commission s'ils estiment qu'un magistrat « a manqué aux devoirs de sa charge ». Enfin, le juge d'instruction se verra retirer le pouvoir de mettre en détention, et les avocats pourront intervenir dès la première heure de garde à vue.

Anne Chemin

Nouvelle-Calédonie, année zéro

LE compte à rebours a commencé. Selon la loi référendaire du 9 novembre 1988, qui faisait suite aux accords de Matignon du printemps, les Néo-Calédoniens devront être invités à se prononcer, entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 1998, par un scrutin d'autodétermination, sur le maintien du territoire dans la République ou son accession à l'indépendance.

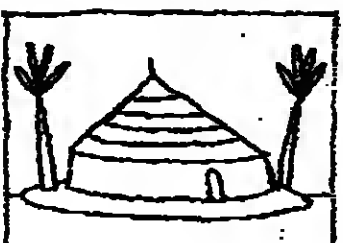
Pour éviter un « référendum-couperet », dont le résultat laisserait la minorité désemparée, voire humiliée, le chef de file des indépendantistes, Jacques Lafleur, député (RPR), a convaincu ses interlocuteurs du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) de rechercher une « solution consensuelle » susceptible de faire vivre ensemble les différentes communautés qui peuplent le « Calidou ». Le sens du référendum

serait changé : il s'agirait alors de ratifier l'accord qui aurait été trouvé, à mi-chemin entre un statut de large autonomie et une formule d'Etat associé, qui reste à inventer.

La tâche est d'autant plus rude que le calendrier se resserre de jour en jour. Suspendues depuis avril 1996, les négociations politiques sont soumises à la levée du « préalable minier », posé par le FLNKS pour favoriser la construction d'une nouvelle usine de traitement du nickel dans la province nord, et contribuer ainsi au nécessaire rééquilibrage économique du territoire. En dépit d'un accord trouvé, le 1^{er} novembre, par le médiateur nommé par le gouvernement, Philippe Essig, pour permettre l'approvisionnement en minerais des deux principales sociétés qui exploitent le nickel calédonien, la situation demeure bloquée, du fait du FLNKS.

La proposition du secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, de réunir les anciens partenaires des accords de Matignon dans la deuxième quinzaine de janvier est restée sans réponse. Le mouvement indépendantiste, divisé, redoute de ne pouvoir atteindre l'objectif qu'il s'était donné en 1988 : dans dix ans, l'indépendance de Kanaky.

Jean-Louis Saux



Une loi contre les exclusions

PRÈS de trois ans se sont écoulés depuis que les principaux candidats à la dernière élection présidentielle, Jacques Chirac, Lionel Jospin et Edouard Balladur, se sont engagés à présenter au Parlement une loi exprimant la solidarité de la nation envers ses membres les plus démunis. Depuis, rien n'a abouti, alors que la pauvreté n'a cessé de s'étendre.

L'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pour l'instant guère apporté d'avantage que de bonnes intentions. Au cours des derniers mois, le thème de l'exclusion a même semblé disparaître du débat politique, où il a été éclipsé notamment par les emplois-jeunes ou les 35 heures.

Tant et si bien que le projet de loi de lutte contre les exclusions, annoncé par Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, comme un des chantiers prioritaires de l'automne, ne devrait être adopté par le Parlement avant la fin du premier semestre 1998.

Cette loi d'orientation ne sera en fait que le cœur d'un dispositif plus large, fruit d'une vaste concertation interministérielle. Ce programme d'action engagerait le gouvernement pour deux ans. Outre les mesures qui ne relèvent pas du législatif, d'autres lois pourraient y figurer, notamment la réforme du texte sur le surendettement, ou l'instauration de l'assurance-maladie universelle. Pour la rédaction de

ce programme, le gouvernement n'est pas parti de zéro. Il s'appuie sur les avancées du texte de « cohésion sociale » et surtout sur les critiques dont ce dernier avait fait l'objet. Ces griefs devraient inciter le ministère de l'emploi et de la solidarité à privilégier davantage la prévention, notamment dans le domaine du logement, qui devrait constituer le chapitre le plus fourni de la loi d'orientation.

Le programme devrait également insister sur l'information et la participation des plus démunis, tout en évitant de créer des droits spécifiques qui les stigmatiseraient un peu trop.

Jérôme Fenoglio

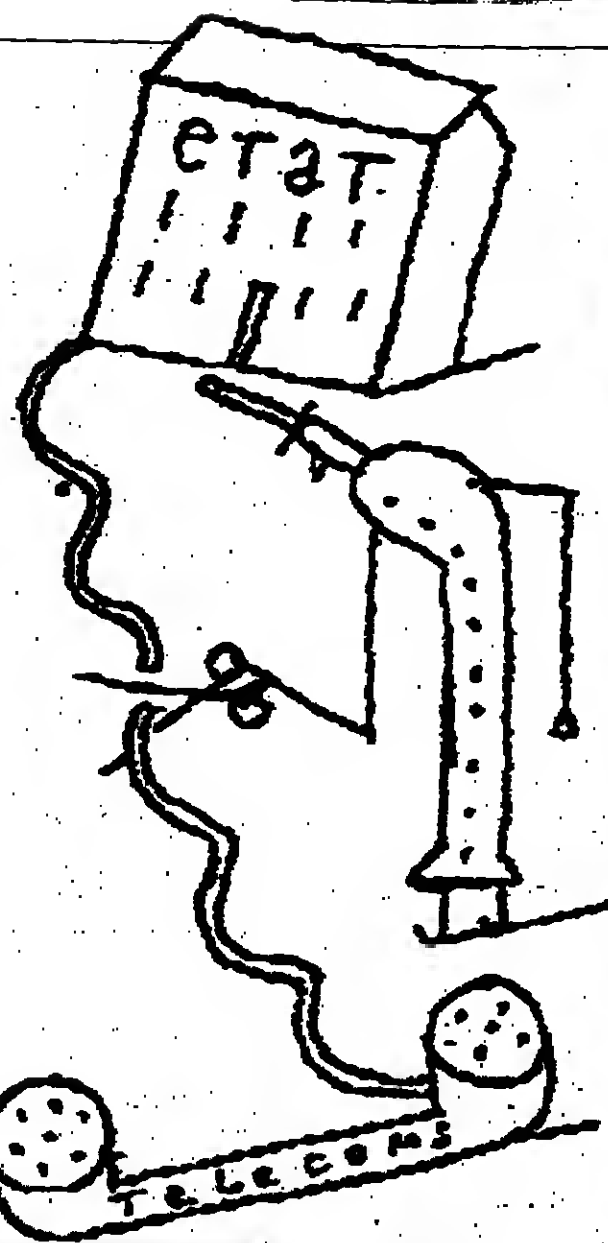
Dans l'agenda

Acteurs à gauche

Les judiciaires

Économie, année zéro

Re les exclusions



ENTREPRISES

Télécoms : marché libre

TÉLÉPHONES portables bradés, multiplication des formules d'abonnement : la guerre commerciale qui oppose les trois opérateurs français de téléphonie mobile - France Télécom, Bouygues Télécom et Cegétel - devrait bientôt s'étendre à tous les services de télécommunications. Au 1^{er} janvier 1998, l'Union européenne ouvre à la concurrence le dernier segment du marché - et le plus important en chiffre d'affaires - qui était encore aux mains de grands monopoles : celui des communications vocales. Ainsi s'achève un processus de dérégulation entamé timidement, en 1990, avec l'ouverture du marché des services de transmissions de données informatiques.

SPORTS

Pleins feux sur le Mondial

DÉPUIS le tirage au sort du 4 décembre 1997, la Coupe du monde de football a enfin pris tournure. A plusieurs reprises au cours des mois précédents, des voix s'élevaient pour dénoncer un prétendu manque d'enthousiasme à l'égard de l'événement à venir. La page est tournée. On sait désormais que les festivités commenceront par un match entre le Brésil, tenant du titre, et l'Écosse, le 10 juin à 17 h 30 au Stade de France, à Saint-Denis (dont l'inauguration aura lieu le 28 janvier). Les spécialistes sont, par ailleurs, tous d'accord pour dire que le groupe D (Espagne, Nigeria, Paraguay, Bulgarie) sera le plus difficile. Nul, enfin, n'ignore plus l'identité des premiers adversaires de la sélection d'Alain Jacquet : Afrique du Sud, Arabie saoudite et Danemark.

C'est pas la première fois que la France organise la Coupe du monde : en 1938, dix villes hôtesse déjà, le même nombre qu'aujourd'hui, avaient accueilli la compétition. Celle-ci s'était alors sur deux semaines et ne mettait aux prises que quinze équipes, la plupart étant invitées. Après soixante années de mondialisation du football, ce sont trente-deux équipes nationales (huit de plus que pour le Mondial américain de 1994) qui ont réussi à être sélectionnées, au terme de 623 matchs de qualification disputés en deux années. Le tournoi va durer 33 jours, durant lesquels 64 rencontres seront disputées. Et environ 37 milliards de téléspectateurs (en audience cumulée) suivront cette fête dont l'organisation aura coûté, au bas mot, 2,5 milliards de francs.

Le « dernier grand événement sportif du siècle » versera-t-il pour autant dans le gigantisme ? Hormis le Stade de France (80 000 places), construit pour l'occasion, et le Stade-Vélodrome à Marseille, dont la capacité va passer à 60 000 places, les huit autres sites, remis à neuf (Bordeaux, Lens, Lyonn, Montpellier, Nantes, Parc des Princes, Saint-Etienne, Toulouse), pourront recevoir entre 32 500 et 49 000 spectateurs par rencontre, ce qui devrait donner à la manifestation le caractère de « proximité » souhaité par Michel Platini et Bernard Sastre, les deux présidents du Comité français d'organisation (CFO). Vu la manière dont on s'est attaché les premiers billets mis en vente, la Coupe du monde ne sera pas loin de faire le plein. Entre 500 000 et 800 000 visiteurs étrangers sont attendus en France entre le 10 juin et le 12 juillet.

Frédéric Potet

de 1998

REGIONS

Le territoire réaménagé

Sil le calendrier est respecté, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, présentera entre le printemps et le début de l'été 1998 un projet de loi d'orientation sur l'aménagement et le développement du territoire (Loi) qui a pour ambition non seulement de réviser la loi Pasqua de 1995, mais aussi d'inventer une nouvelle conception de l'aménagement du territoire.

M^{me} Voynet est également attendue sur plusieurs dossiers d'environnement comme la lutte contre la pollution de l'air, avec la mise en place de la « pastille verte », l'envoi à Bruxelles des sites retenus pour le

réseau Natura 2000 et la réforme de l'ensemble de la politique de l'eau, chantier très important, qui devrait être annoncé en février.

Dans le domaine des collectivités locales, le ministre de l'intérieur prépare une réforme de l'intercommunalité. Celle-ci reprend une partie des orientations du gouvernement précédent, dont le projet de loi est resté dans les cartons pour cause de dissolution.

Le même sort a été réservé à la réforme des aides des collectivités à l'économie. La réforme de la fiscalité locale, dans le cadre de la réforme d'ensemble de la fiscalité, devrait intervenir en 1998, afin de pouvoir être mise en œuvre dès le

projet de loi de finances pour 1999. Dans le domaine des transports, Jean-Claude Gayssot prépare un projet de loi qui devrait consacrer la volonté du gouvernement de rééquilibrage, d'une part entre le rail et la route, d'autre part entre les routes nationales et les autoroutes.

Auparavant, le ministre des transports aura dévoilé, au début de 1998, une sorte de « plan rail » avec notamment ses décisions pour les TGV Est et Rhin-Rhône, qui suscitent passions et débats, jusqu'au sein du gouvernement, entre les ministres originaires des régions traversées.

Jean-Louis Andreani

Sus aux gaz à effet de serre !

Le réchauffement climatique oblige l'humanité à une première : réduire sa consommation d'énergie, laquelle constitue pourtant le fondement de la croissance et du progrès. Une inversion de tendance dont le développement économique est précisément responsable, en raison des mauvais gaz qu'il accumule dans la stratosphère. Enis pour l'essentiel par la combustion du pétrole et du charbon, ceux-ci piègent la chaleur que la terre renvoie dans l'espace et provoquent la hausse des températures. Redoutable

« effet de serre ». Cette hausse (entre 1 et 5 °C selon les modélisations informatiques) est considérée comme suffisamment inquiétante dans ses effets déstabilisateurs pour le climat - modification du régime des pluies, aggravation des sécheresses et des inondations, multiplication des tempêtes, hausse du niveau de la mer - pour que la communauté internationale s'engage à Kyoto, en décembre 1997, 159 nations ont pris la décision his-

torique de réduire les émissions de gaz à effet de serre des principaux pays industrialisés de 5,2 % d'ici une dizaine d'années. Cela n'a pas été sans mal et, en particulier, sans que les États-Unis et l'Union européenne s'affrontent sèchement. La décision prise, reste à l'appliquer, à partir de 1998, au cœur de l'économie, dans l'industrie et les transports. Plus facile à décider qu'à faire. Il va falloir ériger la sobriété énergétique en vertu et l'innovation technologique en excellence.

Jean-Paul Besset

L'heure de vérité pour Ariane-5

APRÈS un départ difficile, émaillé de retards et de problèmes techniques, le lanceur européen Ariane-5 s'apprête à entrer dans le monde des affaires. La tâche ne sera guère facile car il lui faut assurer la succession d'Ariane-4, qui règne sur le marché des lanceurs de satellites commerciaux, et tenir son rang face à une concurrence internationale de plus en plus dynamique. Or, lors de son premier tir, en juin 1996, Ariane-5 avait été victime d'un cuisant échec.

Selze mois plus tard, le

deuxième exemplaire de la fusée a, le 30 octobre 1997, dissipé les inquiétudes des ingénieurs en dépit d'un petit manque de poussée du premier étage.

Coût de cette affaire : 2 milliards de francs, qui s'ajoutent aux quelque 40 milliards déjà engagés pour le développement de ce programme. Mais c'est le prix qu'il faut payer pour garder la confiance d'une clientèle soucieuse d'obtenir la meilleure qualité au plus juste prix.

1998 est donc l'année de la vérité pour Ariane-5. Le tir du troi-

sième exemplaire, à la fin du printemps, devrait assurer la qualification définitive du lanceur, et le quatrième, prévu au plus tôt pour octobre, son entrée en service commercial. C'est la raison pour laquelle la société Arianeespace, qui a passé commande en juin 1995 d'un lot de 14 Ariane-5, pourrait, si tout va bien, en commander un second, de 40 à 60 engins, jouant ainsi sur l'effet de série pour que le lanceur européen reste concurrentiel.

Jean-François Augereau

DVD, roi du multimédia

VÉRITABLE décollage du vidéo-disco numérique (DVD) prévu en 1998. Un départ sans doute modeste. A l'instar de son ancêtre, le disque compact (CD), ce nouveau format mettra sans doute du temps à s'imposer.

Déjà, son lancement a été retardé par des tractations commerciales complexes entre les fabricants de matériel et les producteurs de films de Hollywood. C'est un effet paradoxal de la standardisation de la technologie. Les majors du cinéma craignent de perdre la mai-

trise du calendrier de lancement des titres sur les différents continents.

Néanmoins, l'année 1997 aura été marquée par l'apparition en France des premiers lecteurs de DVD vidéo (Thomson Multimédia, Panasonic, Deon) et de DVD-ROM pour l'informatique. Un lancement commercial timide du fait de l'absence des titulaires du secteur, Sony, Philips et Toshiba. Ces derniers devraient lancer leurs produits en France d'ici au printemps 1998. A cette époque, le nombre de titres disponibles atteindra un ni-

veau raisonnable. Ils ne dépassent pas aujourd'hui la cinquantaine.

En 1998, l'offre devrait se compter en centaines. Avec un potentiel de quatre films par disque (17 milliards d'octets de capacité), le DVD promet de devenir le support roi du multimédia, reléguant le CD-ROM et le Laserdisc aussi loin que le CD a repoussé le disque noir en matière de musique.

Sa version enregistrable devrait, dès 1999, commencer à remplacer la cassette vidéo.

Michel Alberganti

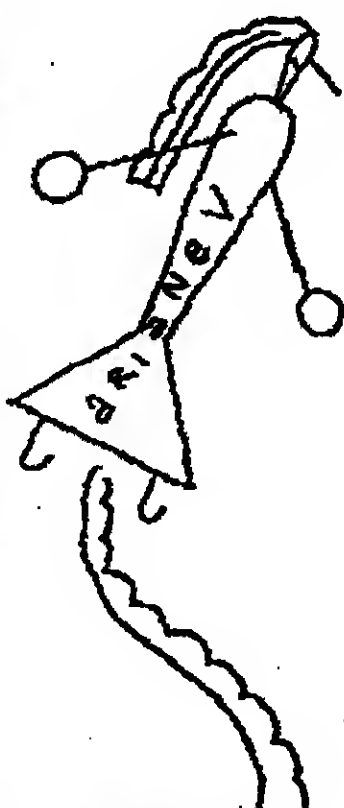
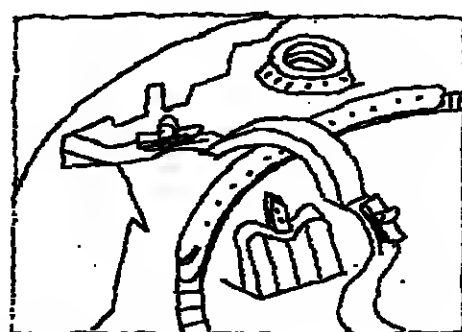
Delacroix au Grand Palais

AU printemps prochain, Paris fêtera le bicentenaire de la naissance de Delacroix, cette immense figure de la peinture du XIX^e siècle, qui nous paraît familière et dont on ne sait pourtant pas tout. On connaît le peintre des *Massacres de Scio*, de *La Mort de Sardanapale*, de *La Liberté guidant le peuple* ou des *Femmes d'Alger* dans leur appartement, le Delacroix tour à tour romantique, révolutionnaire et orientaliste, le Delacroix des coups d'éclat des années de jeunesse qui traite de la guerre, de l'amour, de la mort ou de l'esprit républicain, autrement dit le peintre dont la dimension universelle n'est plus à révéler. Reste à faire apprécier un Delacroix plus classique, qui s'est assagi dans les années 1830. Reste le Delacroix des grandes décorations, auteur de commandes pour le Palais-Bourbon, le palais du Luxembourg, l'Hôtel de ville de Paris, la Galerie

d'Apollon au Louvre, ou l'église Saint-Sulpice. Reste à découvrir par un large public le Delacroix religieux.

En 1963, le centenaire de la mort du peintre avait été marqué à Paris par une grande rétrospective. L'exposition de 1998, qui sera présentée au Grand Palais d'août à juillet ainsi qu'au Musée de Philadelphie, sera limitée aux dernières années. Elle promet cependant de très grandes choses, susceptibles d'éclairer divers aspects encore méconnus de l'œuvre. Par exemple les répercussions qu'ont pu avoir les réalisations monumentales de Delacroix sur l'ensemble de sa peinture, ou l'évolution de celle-ci à la lumière d'une réflexion esthétique toujours marquée par la recherche de l'expression par la couleur, mais désormais profondément liée à une quête spirituelle.

Geneviève Breerette

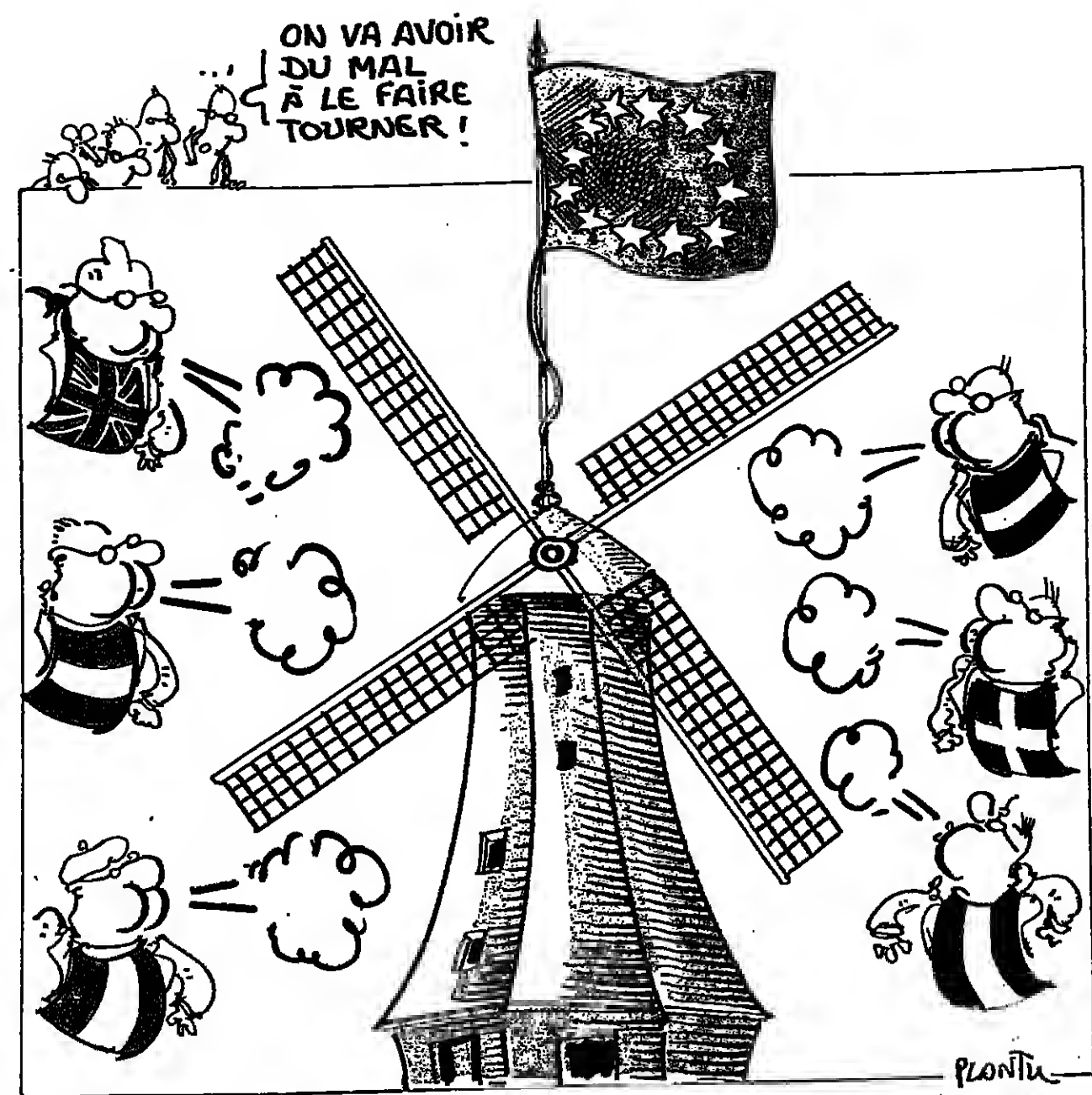


ANNIVERSAIRES

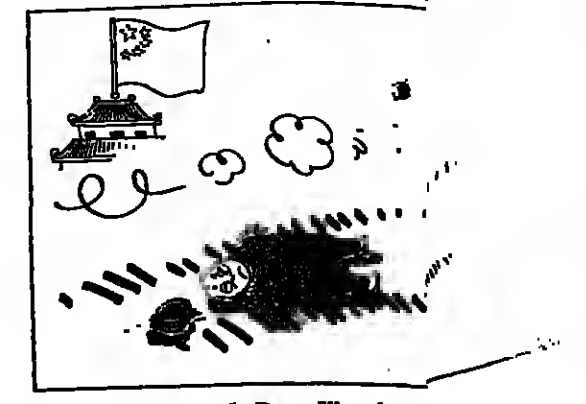
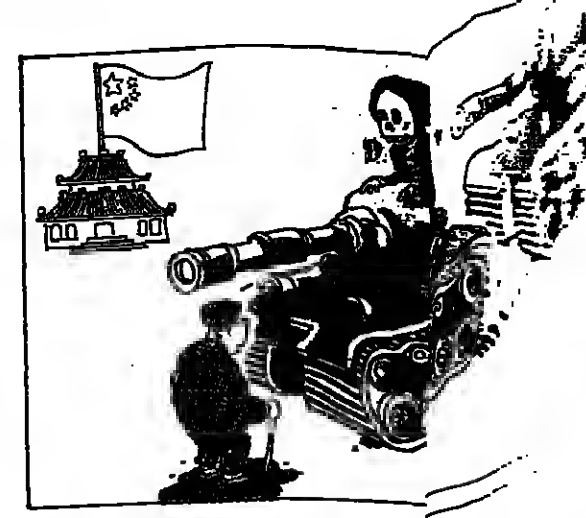
- « Faccini » de Zola, 13 janvier 1898
- Assassinat de Gandhi, 30 janvier 1948
- Coup de Frange, 25 février 1948
- Manifeste du Parti Communiste, 24 février 1848
- Anschluss, 1^{er} mars 1938
- Nantage de l'Américain, 16 mars 1978
- Enlèvement d'Aldo Moro, 16 mars 1978
- Assassinat de Martin Luther King, 4 avril 1968
- Edit de Nantes, 13 avril 1598
- Fermeture de l'université de Nanterre, 2 mai 1968
- Fatah d'Alger, 15 mai 1958
- Naissance d'Israël, 14 mai 1948
- Blocus de Berlin, 6 juin 1948
- Expédition d'Égypte, 2 juillet 1798
- Expédition d'Alger, 25 juillet 1968
- Les camps russes à Prague, 28 août 1968
- Accords de Camp David, 17 septembre 1978
- Constitution de la République, 28 septembre 1958
- Accords de Munich, 30 septembre 1938
- Election de Jean Paul II, 22 octobre 1978
- Fatah d'Alger, 15 mai 1958
- Annexion, 11 novembre 1938
- Loi sur le RMI, 30 novembre 1988
- Déclaration universelle des droits de l'homme, 10 décembre 1948
- Création du nouveau franc, 28 décembre 1958

هكذا من الامل

L'année Plantu

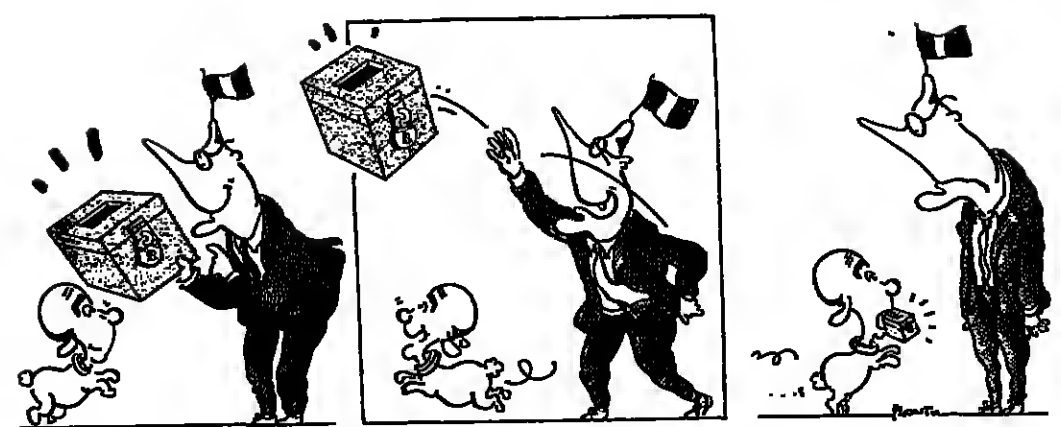


PLANTU
● EUROPE :
sommet
de La Haye.



● CHINE : mort de Deng Xiaoping.

Qui, mieux que Plantu lui-même, pouvait sélectionner des dessins parus en première page du Monde au cours de l'année 1997 ? En voici une douzaine, côte à côte, sans aucun respect du calendrier. Clins d'œil amusés y voisinent avec un regard plus grave sur des événements qu'on aurait aimé oublier.



● DISSOLUTION :
échec de la droite
aux législatives.



● MATIGNON : formation du gouvernement Jospin.



● GIA : nouveaux massacres en Algérie.



● JUSTICE :
les nouvelles
mesures
d'Elisabeth
Guigou.

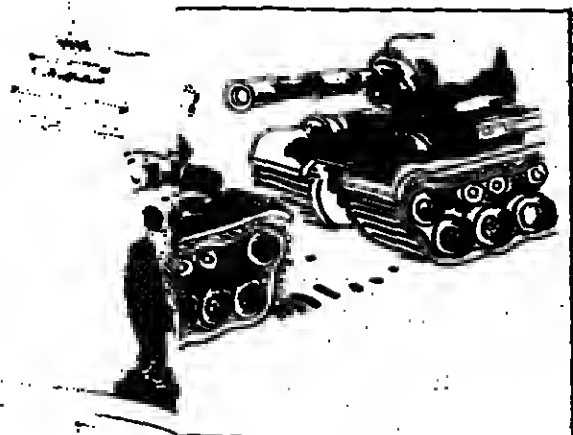


347. DE
FRANCE TELECOM

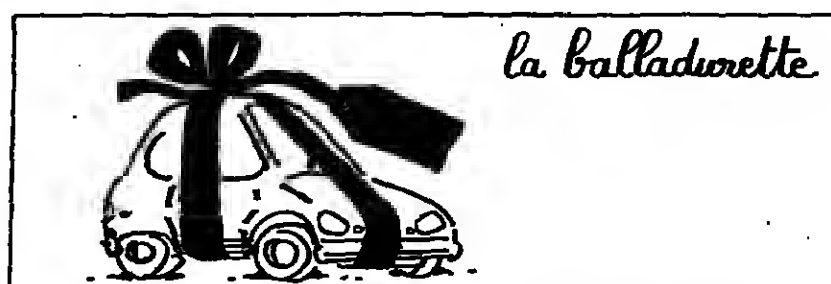
هكذا من الامم

1997/1998

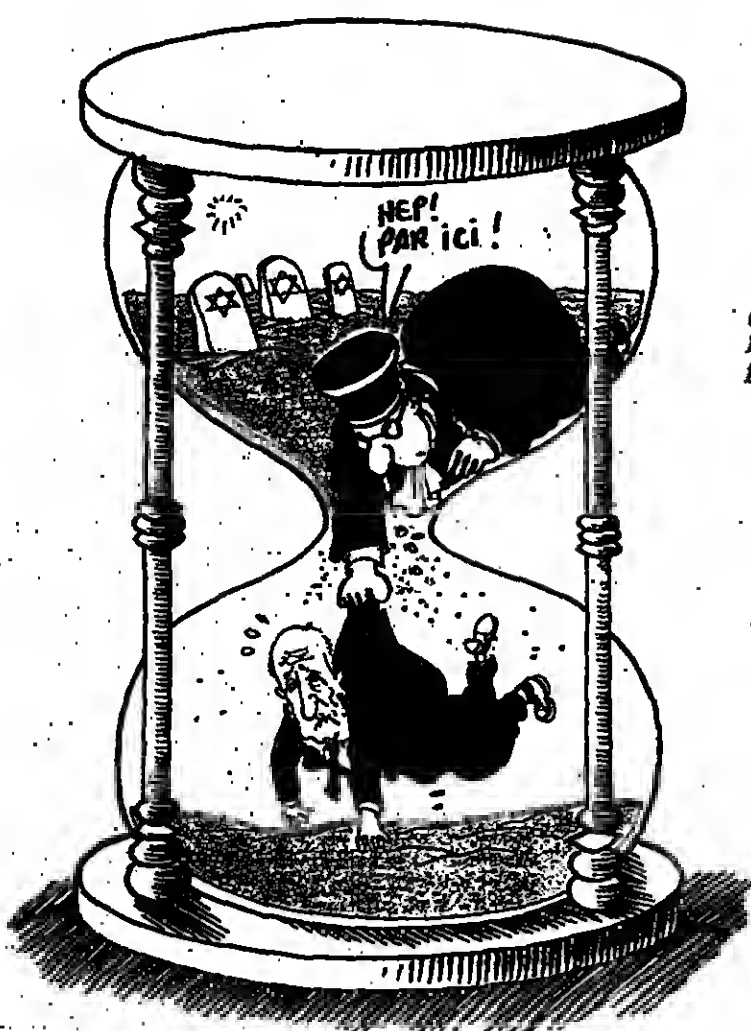
LE MONDE / MARDI 30 DÉCEMBRE 1997 / V



● RENAULT :
licenciements
à Vilvorde.



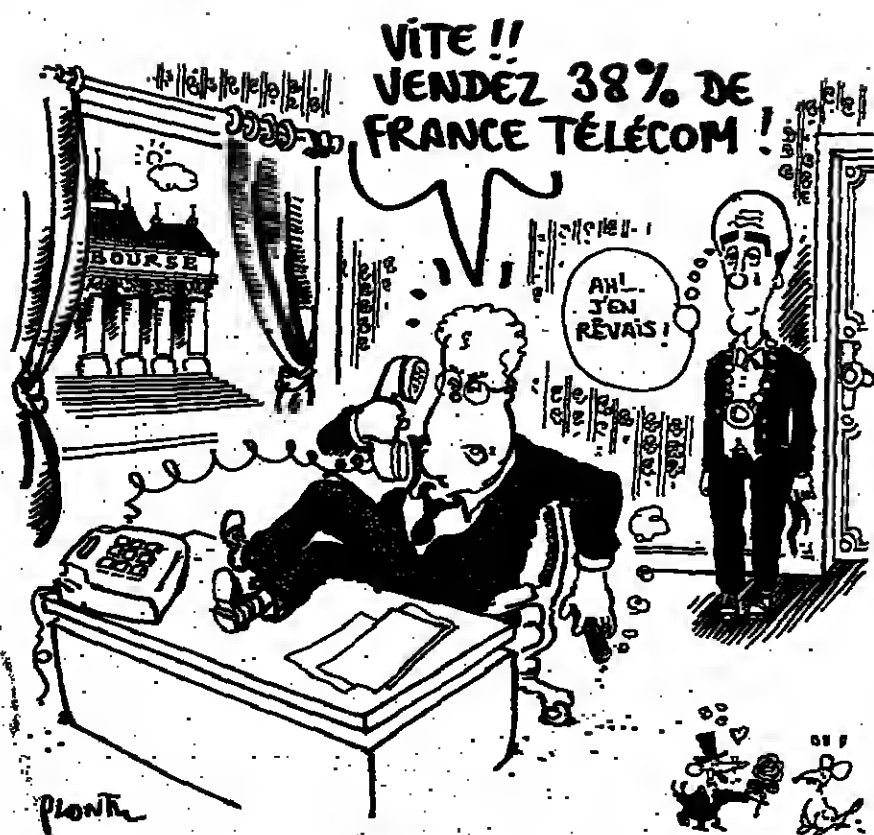
● ZAÏRE :
Laurent Désiré Kabila
remplace
Mobutu Sese Seko.



● VICHY-
BORDEAUX :
procès Papon.



● LADY DI : disparition de la princesse de Galles.



● BOURSE :
ouverture
du capital
de France Télécom.



● ENVIRONNEMENT : sommet de Kyoto.



CHIRAC-JOSPIN

Le pari perdu du président

CELA avait été la surprise de l'élection présidentielle de 1995 : on attendait Edouard Balladur et Jacques Delors, on avait vu arriver Jacques Chirac et Lionel Jospin. Après leur affrontement, sans suspense, au second tour, chacun présentait qu'entre ces deux-là l'histoire ne faisait que commencer. Le président de la République tentait de faire vivre sa victoire et, d'abord, de la faire accepter par tous dans son propre camp. Redevenu premier secrétaire du Parti socialiste, M. Jospin entreprenait de reconstituer autour de lui une formation politique que sa défaite de 1993 avait achevé de déborder.

C'était une course, dont l'arrivée devait être jugée aux élections législatives de mars 1998. La présidentielle gagnée par M. Chirac débouchait-elle sur une construction politique cohérente et efficace, qui emporterait l'adhésion des Français ? L'apparence de rénovation qu'avait représentée la candidature Jospin se muait-elle en modernisation véritable du PS et le ferait-elle sortir du marasme dans lequel il s'était enfoncé après le congrès de Rennes, en 1990 ?

Le succès allait au plus convaincant. Le chef de l'État crut sans doute la partie, sur ce terrain, irrémédiablement perdue. Il lui restait une ressource : gagner de vitesse son adversaire.

Ce fut la dissolution de l'Assemblée nationale, annoncée le 21 avril 1997, à un moment où M. Chirac pensait détenir les atouts les plus sûrs : M. Jospin était pris de court ; le mouvement qu'il avait imprimé au Parti socialiste marquait le pas ; il était en contradiction, au sujet de l'immigration et de la lutte contre l'extrême droite, avec une partie de la gauche ; les candidats désignés par son parti pour les élections législatives étaient

souvent nouveaux, et donc peu connus dans leurs circonscriptions. Pour la droite, des élections avancées n'étaient pas forcément gagnées, mais des élections à leur date avaient toute chance d'être perdues.

Voilà comment M. Chirac en fut réduit à nommer premier ministre, le 2 juin, M. Jospin. Entre les deux hommes, qui n'ont guère d'affinités, une nouvelle partie s'est engagée. Pour le premier ministre, il s'agit d'acquiescer à la mondialisation, une gauche veule d'un autre âge. Le président se peut avoir, lui, qu'un espoir : que cette fois de siècle use la gauche comme elle a épuisé la droite. Il revendiquerait le mérite d'avoir pris acte de l'échec des uns et prévu celui des autres. A qui d'autre que lui les électeurs pourraient-ils alors s'en remettre ?

Patrick Jarreau

La collaboration en procès

AU terme d'une instruction qui aura duré seize ans, le procès de Maurice Papoo, secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, s'est ouvert, le 6 octobre, à Bordeaux. La justice lui reproche d'avoir apporté son concours à l'arrestation puis à la déportation de plusieurs centaines de juifs, après avoir été transférés à Dracoy, ont quasiment tous péri à Auschwitz.

Dans son arrêt de renvoi, la chambre d'accusation de Bordeaux a estimé que Maurice Papoo, tout fonctionnaire subalterne qu'il fut, avait « des les premières opérations menées contre les juifs, acquis la conviction que leur arrestation, leur séquestration et leur déportation vers l'est les



conduisaient inéluctablement à la mort ». Dès les premières heures du procès, l'état de santé de l'accusé, âgé de quatre-vingt-sept ans, a pesé sur les débats. Remis en liberté au nom de son « grand

âge » et de la « grave altération de son état de santé », Maurice Papoo a été atteint d'une pneumopathie. Les débats ont été suspendus à plusieurs reprises. Après un long défilé de témoins de moralité, la cour d'assises de la Gironde s'est penchée sur le fonctionnement du régime de Vichy et de la préfecture de Bordeaux avant d'en venir, le 9 décembre, aux faits directement reprochés à Maurice Papoo. Les familles des juifs déportés dans les convois de l'été 1942 ont alors pris la parole, racontant jour après jour le « deuil perpétuel » des déportations, selon le mot de l'une des parties civiles, Henri Librach.

Anne Chemin

Deuil planétaire pour une princesse

DIANA, princesse de Galles, aura défrayé la chronique toute l'année 1997. D'abord à propos de sa vie personnelle mouvementée, au lendemain de son divorce avec le prince Charles, et de ses activités caritatives hautement médiatisées ; ensuite, par sa mort tragique lors d'un accident de voiture dans le souterrain du pont de l'Alma, à Paris, dans la nuit du 30 au 31 août ; enfin, par l'impact de sa disparition sur une monarchie britannique compromise. L'enquête se poursuit sur les circonstances de l'accident dans lequel ont aussi péri son compagnon du moment, Dodi Al Fayed, fils du propriétaire des grands magasins Harrods, et un chauffeur français pris de boisson.

Par sa présence comme par sa dramatique disparition, la mère du prince héritier William aura servi de révélateur des relations délicates entre les Britanniques et leur monarchie. Si l'émotion a été intense à travers le monde, elle a dépassé en Grande-Bretagne tout ce que l'on pouvait imaginer. Les Anglais ont défilé par millions devant sa dépouille mortelle.

Surnommée la « princesse du peuple » car elle parlait plus

proche que les autres membres de la famille royale et qu'elle attirait la curiosité des lecteurs de la presse populaire, elle a symbolisé cette Angleterre moderne qui coexiste de plus en plus avec des traditions encore imprégnées des générations moines jeunes tout comme des touristes étrangers.

Diana s'était beaucoup impliquée aux côtés d'organismes luttant contre les mines antipersonnel, dont le rôle a été reconnu par l'attribution du Prix Nobel de la paix 1997. C'était aussi



P. de B.



NETANYAHOU

La paix bloquée au Proche-Orient

UN an et demi après son élection, Benjamin Netanyahu est devenu l'homme du blocage des discussions israélo-palestiniennes à la suite du lancement, le 14 mars, du projet de la colonie juive de Har Homa dans la partie orientale et annexée de Jérusalem. Le premier ministre se retrouve en fait pris entre les exigences de ses alliés politiques les plus extrémistes et les impératifs de la paix. Vilipendé par la gauche travailliste, qui l'accuse d'être le fossoyeur des espoirs suscités par le processus de paix, le premier ministre israélien est désormais accusé par les « faucons » de sa coalition d'être prêt à trop céder à l'Autorité palestinienne.

Cette impasse politique découle de la contradiction majeure dans laquelle se débat M. Netanyahu depuis son arrivée au pouvoir. Hostile aux accords d'Oslo mais lié par la signature de ses prédécesseurs travaillistes, Itzhak Rabin et Shimon Peres, le premier ministre n'a de cesse de réécrire le processus de paix, finit-il aux dépens de ses propres engagements. C'est le



cas avec la reprise massive de la colonisation des territoires occupés palestiniens. C'est encore plus manifeste lorsque M. Netanyahu signe avec Yasser Arafat, en janvier, un accord prévoyant trois retraites de Cisjordanie et qu'il décide de proposer, dix mois plus tard, un seul retrait sans préciser son calendrier ni son ampleur. Le bilan de cette politique des pas en arrière n'est pas à son avantage. La paix est durablement en panne, et les attentats-suicide ont encore endeuillé Jérusalem et Tel-Aviv, entraînant en représailles des bombardements des territoires occupés et autonomes qui ont rendu exsangue l'économie palestinienne. A l'extérieur, M. Netanyahu a du mal à convaincre ses interlocuteurs de sa volonté de parvenir à une paix juste et durable.

Contre vents et marées, de crise ministérielle en crise ministérielle, le premier ministre est resté l'homme des trois « non », hostile à la fois à un Etat palestinien, à la moindre solution de compromis sur Jérusalem comme au gel de la colonisation, et au retrait israélien du Golan. Des « non » qui sont loin de faire une paix.

Gilles Paris

● PHOTOGRAPHIES AFP de Johnny Eggitt, Gérard Fouet, François Guillot, Menahem Kahana, John MacDougall, Olivier Matthys, Neil Munns, Joël Saget, Abdelhak Senna, Stephen Shaver, Francis Silvan.

Le Congo succède au Zaïre



KABILA

PETIT et rondouillard, le cheveu ras et le visage glabre, Laurent-Désiré Kabila a l'air bon et malicieux d'un papy quinquagénaire. C'est en apparence un homme simple et modeste. Il n'arbore aucun signe extérieur de richesse et se présente souvent vêtu d'un pantalon de coton et d'une chemise-sabartienne coordonnée de couleur discrète, bleu ou beige. Il affectionne les chaussures de sport et les sandales de cuir, les chapeaux à large bord et les casquettes américaines.

Ancien disciple de Patrice Lumumba, il a été tiré des oubliettes de l'histoire à cinquante-six ans par les Banyamulenge, des descendants de Tutsis rwandais établis de longue date dans l'est de l'ancien Zaïre. Soutenus par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et les Etats-Unis, les Banyamulenge, persécutés par les tribus locales et l'armée zaïroise, qui tentait de les refouler au pays de leurs ancêtres, lancent en septembre

1996 un mouvement de révolte armée. Ils humilient les Forces armées zaïroises, s'en prennent aux extrémistes hutus et aux réfugiés rwandais et burundais agglomérés dans les camps du sud et du nord du Kivu. Le 25 octobre 1996, les Banyamulenge affrontent subitement vouloir renverser le maréchal Mobutu Sese Seko. Ils annoncent avoir été rejoints par d'autres opposants zaïrois à la tête desquels se trouve... Laurent-Désiré Kabila.

Celui-ci pousse son avantage et finit par déboulonner la statue du commandeur. Le maréchal Mobutu quitte Kinshasa à la veille de l'entrée des troupes de M. Kabila dans la capitale zaïroise le 17 mai 1997. Laurent-Désiré Kabila se proclame chef de l'Etat et la République démocratique du Congo succède au Zaïre.

Le nouveau pouvoir - conseillé au plus près par une élite rwandaise civile et militaire d'origine tutsie - prend peu à peu en mains les destinées du pays. Les attentes multiples aux libertés individuelles et politiques l'empêchent de jouir de la confiance de la communauté internationale et de l'aide qu'elle pourrait lui apporter pour relancer l'économie congolaise.

Frédéric Fritschier

Une autre Angleterre

IL est le premier chef de gouvernement travailliste depuis dix-huit ans et le plus jeune premier ministre britannique depuis le début du XIX^e siècle. Tony Blair est arrivé, le 7 mai 1997, à la tête du Royaume-Uni sous les meilleurs auspices. Succédant à une administration conservatrice usée et discréditée par le pouvoir, cet avocat de quarante-quatre ans, diplômé d'Oxford et député depuis 1983, s'est vite fait une image de dirigeant dynamique, imaginatif et ouvert sur le monde. Sous sa houlette, le Parti travailliste - qu'il appelle désormais « Labour nouveau » - a abandonné son vieux credo collectiviste et s'est recentré vers les classes moyennes.

Bénéficiaire d'une majorité écrasante à la Chambre des communes, Tony Blair a engagé des

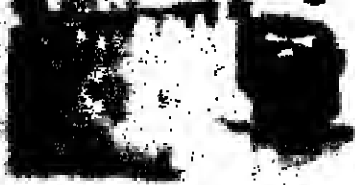
réformes fondamentales. Tout d'abord sur le plan constitutionnel, en faisant adopter par référendum un processus de « dévolution » (décentralisation) du pouvoir à des assemblées élues en Ecosse et au pays de Galles ; il a aussi l'intention d'abolir le droit de vote des pairs héréditaires à la Chambre des lords et rééchelait à une modification du système électoral. Sur le plan international, il a mis fin à de longues années d'opposition stérile à l'Union européenne, dont le Royaume-Uni est pourtant membre.

Dès son élection, le premier ministre s'est montré comme un leader ouvert aux idées européennes, tout en demeurant soucieux de préserver la spécificité britannique. Ainsi est-il favorable à la monnaie unique... pour la prochaine législature, après 2002, si elle fonctionne et si ses électeurs n'y sont pas opposés. Sur le plan social, en revanche, si les objectifs de M. Blair semblent plus généreux que ceux des Tories, sa politique demeure plutôt conservatrice.

Patrice de Beer

Les figures marquantes de 1997

Le Congo succède au Zaïre



P Le Congo succède au Zaïre. Le 17 janvier 1997, le Congo a officiellement repris son nom d'origine. Cette décision, prise par l'Assemblée nationale, marque le début d'une nouvelle ère pour ce pays africain. Le changement de nom est le premier d'une série de réformes visant à moderniser le pays et à améliorer la situation de ses habitants.

Une autre Angleterre

L Une autre Angleterre. Le 1er juillet 1997, le Royaume-Uni a célébré le cinquantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette commémoration a été marquée par de nombreuses cérémonies à travers le pays, rappelant les sacrifices et les souffrances de cette période. Les Britanniques ont également eu l'occasion de réfléchir à l'impact de la guerre sur leur société et sur le monde.

au Proche-Orient

L au Proche-Orient. La situation reste tendue, avec de nouvelles tensions entre les différentes communautés. Les efforts de médiation internationale continuent, mais les perspectives restent incertaines. La paix et la stabilité sont toujours l'objectif principal des acteurs régionaux et internationaux.

Musées-villes

L'UN est revêtu d'un parement en pierre de Tivoli. Il est aux États-Unis, à Los Angeles. L'autre est recouvert de porphyre de Patagonie. Il est en Suisse, à Riehen, près de Bâle. Le troisième est une fleur aux pétales de titane. Il est en Espagne, à Bilbao. Ainsi sont les musées devenues. Ils existent moins aujourd'hui pour exposer des œuvres que pour mettre en valeur les villes qu'ils accueillent.



Trois musées ont donc marqué l'année 1997 : le centre Paul-Getty, bâti sur la colline de Brentwood, en Californie ; le musée Guggenheim, vaisseau échoué sur la rive gauche du Nervion, en Pays basque espagnol (notre photo) ; et la fondation Beyeler, qui s'insère avec une exceptionnelle discrétion au milieu des champs de la campagne badoise.

L'homme de Vilvorde

B IEN que n'étant pas salarié de Renault, Karel Gacoms restera comme l'homme-symbole du conflit de Vilvorde. Responsable régional de la métallurgie à la FGTB (le syndicat socialiste), cet homme de quarante ans, doté d'un réel talent de tribun et d'un sens politique aigu, s'est rapidement imposé comme le porte-parole des salariés belges de cette usine de 3 100 salariés dont Renault a annoncé la fermeture le 28 février 1997. Si celle-ci a fermé ses portes fin juillet, à la date souhaitée par Louis Schweitzer, PDG de l'entreprise, la lutte menée par les salariés de Renault-Vilvorde restera comme l'un des conflits les plus importants de la décennie.

Le climat dérégulé

UN phénomène climatique appelé « El Niño » (l'enfant Jésus en espagnol) a fait son apparition en avril. Depuis lors, il mobilise l'attention des scientifiques, des responsables politiques et des médias, en raison de ses effets parfois catastrophiques. Provoqué par le déplacement d'une masse d'eau chaude grande comme les États-Unis, de l'ouest vers l'est du Pacifique, El Niño déplace également vers l'est le régime des pluies tropicales et des cyclones, dérégulant le climat mondial. Il entraîne des pluies diluviennes sur les côtes du Pérou et du Chili, et une sécheresse catastrophique dans des régions au climat humide, telles l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie, les Philippines et le nord de l'Australie.

Intégrer les immigrés

B IEN des rapports commandés par les gouvernements servent d'alibi à l'inaction et finissent au fond des tiroirs de la République. De ce point de vue, le travail sur la nationalité et l'immigration de Patrick Weil fait exception. Commandé le 1er juillet par Lionel Jospin à ce directeur de recherches en histoire au CNRS, le document fut remis au premier ministre trente jours plus tard. Moins de cinq mois après, il a été très largement traduit dans les projets de loi Guigou et Chevènement votés par l'Assemblée nationale. Autant dire que les futures législations dans ces domaines seront, en grande partie, des « lois Weil ».

Tout désignait Patrick Weil, quarante et un ans, auteur d'une thèse sur les politiques de l'immigration en France et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, pour conseiller le gouvernement socialiste sur ce sujet épineux. En 1981, alors responsable des jeunes du Ceres (la gauche du PS, animée par Jean-Pierre Chevènement), il participe à la gestion de l'opération de régularisation des clandestins en tant que chef de cabinet de François Autain, secrétaire d'État aux immigrés. Quatorze ans plus tard, une oote de la Fondation Saint-Siméon, remarquée par Lionel Jospin, synthétise sa réflexion et ses propositions : instauration du « parler vrai » pour contrer le FN, prévention des flux par l'assèchement du travail clandestin, coopération avec les pays d'origine, abandon des tra-

Hongkong rétrocedé

A PRÈS 156 ans d'administration britannique, Hongkong est retourné à la Chine le 1er juillet, conformément à la déclaration conjointe signée en 1984 entre Deng Xiaoping et Margaret Thatcher. Le Parlement élu, qui incarne les premiers pas d'une démocratie sur un territoire géré de façon autoritaire par les gouvernements britanniques, a été supprimé sans grand émoi, le 30 juin : la population aura été la grande absente de l'événement.

Un chef d'entreprise de soixante ans, Tung Chee-hwa, a été choisi par Pékin pour diriger le territoire, en remplacement du dernier gouverneur, Chris Patten. Ce milliardaire a fait fortune du temps de la colonisation britannique. Sa compagnie de transport maritime avait cependant été sauvée de la banqueroute par des fonds attribués indirectement par Pékin. M. Tung est ainsi devenu l'homme de la situation quand a sonné l'heure de la rétrocession de Hongkong.

Une brebis clonée

LE 23 février 1997, le monde entier apprend la naissance de Polly, première mammifère créée par clonage à partir d'une cellule adulte. Des semaines durant, la nouvelle défie la chronique. Le rêve réalisé au Roslin Institute, dans la banlieue d'Édimbourg (Écosse), ouvre la voie au clonage de tous les animaux supérieurs, homme compris. D'où les espoirs et les craintes suscités par cette promesse, que la revue américaine Science n'a pas hésité à consacrer entièrement au mois de l'année 1997.

Événement scientifique, mais aussi technologique et plus encore pharmacologique. La firme PPL Therapeutics, filiale commerciale du Roslin Institute, ne s'en est jamais cachée : son but essentiel est la réalisation de véritables « usines à moutons », troupeaux de brebis ou de vaches génétiquement programmées pour fournir dans leur lait des médicaments à haute valeur ajoutée. Des animaux « transgéniques » dont l'obtention restait jusqu'alors aléatoire mais que la maîtrise du clonage animal pourrait rendre quasiment routinière. A preuve :

après avoir salué en juillet 1997 la naissance de Polly, première agnelle clonée et dotée d'un gène humain, la société écossaise a annoncé la venue au monde de trois autres clones. Des agnelles, toujours, dans le génome desquelles a été greffé le gène humain d'un facteur de coagulation sanguine employé dans le traitement d'une forme d'hémophilie. Le docteur Ron James, directeur général de PPL, n'avait-il pas récemment déclaré son intention de produire, en Nouvelle-Zélande, tout un troupeau de brebis « pharmaceutiques » ?

Femme parmi d'autres

QUEL meilleur symbole de la tragédie algérienne que ce visage de femme capté par un photographe de l'AFP devant la grille de l'hôpital d'El Harrach, à la périphérie d'Alger ? Le cliché a fait le tour du monde. Il est pris le 23 septembre, au lendemain du massacre de plusieurs centaines de personnes à Bentinah.

La femme viciot d'appréhender que ses huit enfants ont été tués. Piété tragique, elle s'affaisse, bouche ouverte, le regard perdu dans un au-delà mystérieux. Elle est vivante, une autre femme la soutient, mais sous l'effet de la douleur elle semble appartenir à un autre monde.

Krach financier en Asie

RÉSIGNÉ, lors d'un sommet régional à Kuala Lumpur, il déclarait à la presse, le 16 décembre : « Quand vous faites face à des forces contre lesquelles vous ne pouvez pas vous battre, il n'y a pas grand-chose à faire. » Celui qui a fait de la Malaisie un « bébé tigre » asiatique, le Dr Mahathir Mohamad, soixante-deux ans, dont plus de seize à la tête du gouvernement, gardera dorénavant son amertume pour lui-même.

En août, quand l'effet de domino produit par le flottement du baht thaïlandais est devenu l'évidence, Mahathir réagit avec vivacité. Il s'en prend aux « manipulateurs » des monnaies et des Bourses. Il affirme que les pays riches ne veulent pas que les pauvres rejoignent leurs rangs. A Hongkong, en septembre, il dé-

clare les marchés monétaires « inutiles, improductifs et immoraux » au cours d'un échange d'amabilités avec George Soros, le financier américain. Mahathir vient même, avant d'affirmer que ses propos ont été incorrectement rapportés, à dénoncer un complot juif. Parce que nous sommes musulmans, aurait-il dit.

Chaque fois qu'il parle, le ringgit malaisien et la Bourse de Kuala Lumpur perdent des points. Son successeur désigné et vice-premier ministre, Anwar Ibrahim, doit intervenir pour tenter de corriger le tir. Plus pragmatique que ne l'indique ses discours, Mahathir doit entretenir des mesures d'austérité de plus en plus sévères. « Nous sommes revenus dix ans en arrière », constate-t-il. Avant de se taire.

Sa popularité est cependant quasi intacte, notamment parmi les Malais qui forment la moitié de la population. Le Dr Mahathir, qui a bâti la Malaisie moderne, n'est pas homme à s'en aller sur un échec. Il compte bien redresser la situation avant de se retirer. De préférence sans l'aide du FMI.

Jean-Pierre Tuquoi

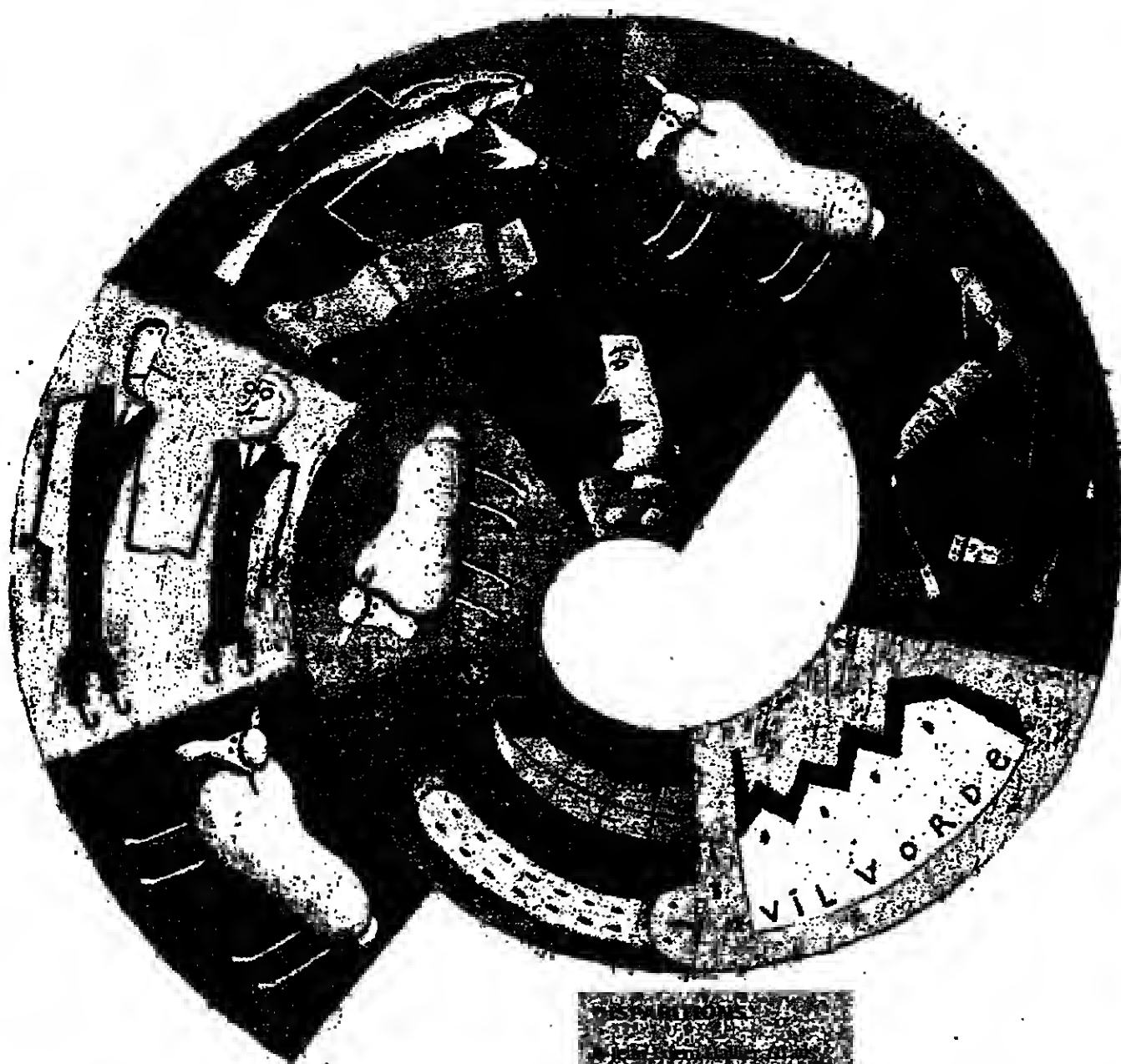
Henri Tincq



Jean-Claude Pomonti

Le Monde

CHRONOLOGIE 1997



JANVIER

FRANCE

20. Épargne: le taux de rémunération des PEL ramené à 4,25 % (-1 point). 22. Justice: vote de la réforme de la cour d'assises. 30. Service national: adoption du rendez-vous citoyen, qui remplace l'ancien service national.

INTERNATIONAL

10-26. Israël: révélations du « Bibigate », marchandage politico-judiciaire entre Benjamin Netanyahu et le parti religieux Shass. 17. Proche-Orient: Hébron partiellement évacuée par l'armée israélienne. 18. Autriche: démission de Franz Vranitzky de la chancellerie et de la présidence du Parti social-démocrate. Viktor Klima le remplace. 24. Albanie: faillite de sociétés d'épargne déclenchant des émeutes. 27. Tchétchénie: élection d'Aslan Maskhadov à la présidence de la République.

CULTURE

22. Mise à pied de Gérard Paquet, directeur fondateur du Théâtre national de la danse et de l'Opéra de Châteauneuf. 23. Hector Bianciotti reçu à l'Académie française.

FÉVRIER

FRANCE

3. Tapie: incarcération (match Valenciennes-OM). 7. SNCF: vote de la réforme confiant l'exploitation à la SNCF et les infrastructures au Réseau ferré de France. 9. Election municipale partielle: Catherine Mégret (FN) élue à Vitrolles. 10. Emploi: accord sur les stages diplômants (conférence nationale pour l'emploi des jeunes). 20. Retraite: vote du projet de loi créant des plans d'épargne-retraite. 27. Immigration: vote du projet de loi Debré.

INTERNATIONAL

4. Equateur: destitution du président Abdala Bucaram. Election de Fabian Alarcon, président par intérim (11). 11. Serbie: l'opposition reconnue victorieuse des élections municipales de novembre 1996. 26. Proche-Orient: projet de construction de six mille cinq cents logements pour les Juifs, à Har Homa (Jérusalem-Est). 27. Génétique: annonce du clonage du mouton Dolly.

CULTURE

8. Césars pour *Ridicule*, de Patrice Leconte, et *Microcosmos*, le peuple de l'herbe, de Claude Naudisany et Marie Perennou. 13-24. Ours d'or du Festival de Berlin à *Larry Flint*, de Milos Forman.

MARS

FRANCE

5. Affaires: mise en examen de Jean Tiberi (affaire du rapport rédigé par son épouse pour le conseil général de l'Essonne). 7. Renault: première eurogrève contre la fermeture du site belge de Vilvorde, annoncée le 27 février. 11-31. Hôpitaux: grève des internes dans les CHU contre le plan Juppé de novembre 1995. Suspendue le 15 avril. 29. FN: grande manifestation anti-FN à Strasbourg, à l'occasion de son 8^e Congrès.

INTERNATIONAL

11. Albanie: Bashkim Fino (Parti socialiste, opposition) nommé premier ministre. Résolution 1101 de l'ONU autorisant le déploiement d'une force multinationale (28). 15. Zaïre: prise de Kisangani. 21. Proche-Orient: attentat-suicide du Hamas (quatre morts) dans un café de Tel-Aviv.

CULTURE

20. François Puret élu à l'Académie française. 24. Neuf Oscars au *Potent anglais*, d'Anthony Minghella.

AVRIL

FRANCE

2. Tapie: abandon des poursuites pour banqueroute (affaire du *Phocéa*). 21. Dissolution: Jacques Chirac annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. 23. Immigration: le Conseil constitutionnel censure deux dispositions de la loi Debré.

INTERNATIONAL

9. Zaïre: prise de Lubumbashi, puis de Kananga (12) et de Kolwezi (13). 11. Inde: démission du gouvernement de H. D. Deve Gowda, et nomination d'Inder Kumar Gujral premier ministre (20). 15. Albanie: déploiement de la force multinationale dans le cadre de l'opération *Alba*. 20. Israël: la justice renonce à incriminer Benjamin Netanyahu (af-

faire du « Bibigate »). 22. Pérou: libération des soixante-douze otages retenus à l'ambassade du Japon à Lima depuis le 17 décembre 1996.

CULTURE

3. Prix Femina du premier roman à Philippe Forest pour *L'Enfant éternel*, et celui de l'essai à Jean-Paul Kauffmann pour *La Chambre noire de Longwood*.

MAI

FRANCE

2. Elections anticipées: présentation du programme électoral du PS. 7. Thomson: offre de reprise de Lagardère et Alcatel Alsthom alliés à Dassault Industries. 25. Elections anticipées: au premier tour, la gauche obtient 44,28 % des suffrages exprimés.

INTERNATIONAL

1. Grande-Bretagne: victoire du Parti travailliste de Tony Blair aux élections législatives (43,17 %). 12. Tchétchénie: signature d'un accord de paix avec le Russie. 16-29. Zaïre: fuite du président Mobutu (16). Prise de Kinshasa (17). Laurent Désiré Kabila chef de la République démocratique du Congo. 23. Iran: victoire du modéré Mohammad Khatami (69 %) à l'élection présidentielle. 27. Russie-OTAN: signature à l'Élysée de l'Acte fondateur régissant les relations entre la Russie et l'OTAN.

CULTURE

7-18. Le Festival de Cannes a cinquante ans. Palme des Palmes d'or à Ingmar Bergman (11). Double Palme d'or au *Gout de la cerise*, de l'iranien Abbas Kiarostami, et à *L'Anguille*, du japonais Shohei Imamura. Prix exceptionnel à *Destin*, de l'égyptien Youssef Chahine (18).

JUIN

FRANCE

1. Elections anticipées: victoire de la gauche au second tour, avec 320 sièges, contre 256 à la droite, et 1 au

Centre. 2. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 3. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 4. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 5. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 6. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 7. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 8. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 9. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 10. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 11. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 12. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 13. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 14. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 15. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 16. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 17. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 18. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 19. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 20. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 21. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 22. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 23. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 24. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 25. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 26. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 27. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 28. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 29. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 30. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1. 31. La droite obtient 256 sièges, la gauche 320, et le Centre 1.

FN. 2. Gouvernement: démission d'Alain Juppé et nomination de Lionel Jospin comme premier ministre. Présentation, le 4, du gouvernement (huit femmes sur vingt-six membres, dont trois communistes). 19. Gouvernement: déclaration de politique générale.

INTERNATIONAL

5. Congo: début de la guerre civile entre les partisans du président Pascal Lissouba et ceux de l'ancien président Denis Sassou Nguesso. 5. Algérie: victoire du Rassemblement national démocratique du président Zeroual aux élections législatives. 6. République d'Irlande: victoire de Fianna Fail de Bertie Ahern aux élections législatives anticipées. 16-18. UE: sommet d'Amsterdam. Adoption d'une résolution sur la croissance et l'emploi faisant pendant au « pacte de stabilité budgétaire ». 18. Turquie: démission du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, remplacé par le chef de l'opposition Mesut Yilmaz (20).

CULTURE

19. Jean-François Revel élu à l'Académie française.

JUILLET

FRANCE

3. Renault: accord sur la fermeture du site de Vilvorde. 4. Tiberi: annulation des poursuites engagées. 11. Thomson: arrêt de la procédure de vente de gré à gré du groupe. 21. Finances publiques: verdict de l'audit demandé par Lionel Jospin: les déficits publics seront compris, pour 1997, entre 3,5 % et 3,7 % du PIB. 30. GAN: feu vert de Bruxelles pour la restructuration avant la privatisation. 31. Immigration: rapports de Patrick Weil.

INTERNATIONAL

1. Hongkong: les Britanniques rétrocedent Hongkong à la Chine. 6. Albanie: victoire des socialistes aux élections législatives. Sali Berisha démissionne de la présidence (23), le socialiste Rexhep Mejdani lui succède (24). 8. Algérie: remise en liberté d'Abdelkader Hachani, numéro trois de l'ex-FIS, et le 15, d'Abassi Madani, chef historique. 8-9. OTAN: sommet de Madrid. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque invitées à rejoindre l'OTAN. 19. Irlande du Nord: l'IRA accepte un cessez-le-feu. 30. Proche-Orient: 17 morts dans un double attentat-suicide sur le marché juif de Jérusalem.

CULTURE

23. Incendie au Palais du Trocadéro à Paris.

AOÛT

FRANCE

21. Immigration: Lionel Jospin renonce à abroger les lois Pasqua et Debré. Elisabeth Guigou est chargée de rédiger un projet de loi sur le code de la nationalité rétablissant le droit du sol, et Jean-Pierre Chevènement, un autre sur l'entrée et le séjour des étrangers en France.

INTERNATIONAL

11. Albanie: fin de l'opération « Alba ». 18-24. JMJ: Jean Paul II clôture les XII^e Journées mondiales de la jeunesse à Paris par une messe qui rassemble plus d'un million de personnes. 28. Bourse: jeudi noir des places boursières d'Asie du Sud-Est. 29. Algérie: deux cents à trois cents personnes massacrées dans un village. 30. Sierra Leone: embargo imposé par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest contre la junte militaire au pouvoir depuis le 25 mai.

CULTURE

16. Léopard d'or du Festival de Locarno à *Ayneh (Le Miroir)*, de Firmin Jafar Panahi.

SEPTEMBRE

FRANCE

5. Air France: démission du PDG Christian Blanc, partisan de la privatisation. 8. France Télécom: annonce de la privatisation partielle. 16. Budget 1998: annonce pour les salariés d'une majoration de 4,1 points de la CSG, contre une baisse de 4,75 points de la cotisation maladie. 17. Emplois-jeunes: vote du projet de loi créant trois cent cinquante mille emplois. 22. Armée: adoption du projet de loi créant une journée d'appel à la préparation de la défense. 30. Juifs: déclaration de repentance de l'épiscopat français.

INTERNATIONAL

11. Grande-Bretagne: référendum en Ecosse approuvant la création d'un Parlement autonome, et le 18, au Pays de Galles, approuvant la création d'une Assemblée locale. 15. Norvège: défaite du Parti travailliste de Thorbjørn Jagland aux élections législatives, au profit d'une coalition de droite. 21. Pologne: victoire de la coalition de droite, AWS, aux élections législatives. 22. Algérie: deux cent cinquante-deux personnes massacrées à Bentata.

CULTURE

6. Lion d'or de la Mostra de Venise à *Hana-Bi*, du japonais Takeshi Kitano. 26. Tremblement de terre

à Assise provoquant des dégâts à la basilique Saint-François.

OCTOBRE

FRANCE

3. SFP: abandon définitif du processus de privatisation. 8. Japon: ouverture du procès à Bordeaux. 10. Emploi: conférence nationale sur l'emploi. Annonce d'une loi-cadre sur les 35 heures, et démission de Jean Gandois de la présidence du CNPF (13). 13. Thomson: adossement au groupe Alcatel Alsthom, au détriment de Matra, de Jean-Luc Lagardère. 25. Sécurité: création d'un conseil de sécurité intérieure. 28. Yamm Piat: le livre sur l'affaire Yamm Piat, mettant en cause François Léotard et Jean-Claude Gaudin, est retiré de la vente. 29. Justice: présentation des grandes lignes de la réforme.

INTERNATIONAL

2. UE: signature du traité d'Amsterdam complétant le traité de Maastricht. 3-31. Bourse: crise des places asiatiques. 17. Cuba: inhumation des cendres de Che Guevara à Santa Clara. 23. Algérie: victoire aux élections locales du Rassemblement national démocratique du président Zeroual. 25. Congo: Denis Sassou Nguesso se proclame chef de l'Etat. 30. République d'Irlande: élection à la présidence de Mary McAleese.

CULTURE

18. Inauguration à Bilbao du Musée Guggenheim, œuvre de l'architecte Frank Gehry.

NOVEMBRE

FRANCE

2-10. Routiers: grève des camionneurs. 6. Magistrature: première grève des barreaux français. 12. Immigration: les jeunes de treize ans nés en France de parents étrangers accèdent à la nationalité française par une démarche volontaire. 27. PS: élection de François Hollande premier secrétaire.

INTERNATIONAL

13-20. Irak: expulsion (13) des six membres américains de l'Union. Bagdad accepte (20) le retour des inspecteurs. 17. Egypte: soixante-huit morts, dont cinquante-huit touristes étrangers, dans un attentat à Louxor. 20-21. UE: sommet extraordinaire sur l'emploi à Luxembourg. 28. Inde: démission du gouvernement de coalition du Front uni d'Indir Kumar Gujral.

CULTURE

3. Prix Femina à Dominique Noguère pour *Amour noir*, Femina étranger au Chinois Ja Pingwa pour *La Capitale déchu*. Prix Médicis à Philippe Le Guillon pour *Les Sept Noms du peintre*, et Médicis étranger à l'Américain T.C. Boyle pour *America*. 10. Prix Goncourt à Patrick Rambaud pour *La Botalle* et prix Renaudot à Pascal Bruckner pour *Les Voies de beauté*. 19. Prix Interallié à Eric Neuhoff pour *La Petite Française*. 20. François Jacob reçu à l'Académie française.

DÉCEMBRE

FRANCE

1. Immigration: projet de loi Guigou sur la nationalité adopté. Projet de loi Chevènement sur l'entrée et le séjour des étrangers adopté (17). 9. Automobile: Toyota décide de s'implanter à Valenciennes. 10. Elections provinciales: la CGT reste en tête, progression de la CFDT. 16. Patronat: Ernest-Antoine Seillière élu à la tête du CNPF. Justice: confirmation de la condamnation d'Henri Emmanuelli (affaire Urbal).

INTERNATIONAL

1-11. Environnement: conférence de Kyoto. Accord sur une réduction moyenne de 5,2 % des rejets de gaz nocifs à effet de serre. 2-4. Mines antipersonnel: cent vingt et un pays (sauf les Etats-Unis, la Russie et la Chine) signent à Ottawa le traité d'interdiction. 10. Russie: hospitalisation de Boris Eltsine. 11. Irlande du Nord: entrevue à Londres entre Gerry Adams (Sinn Féin) et Tony Blair. 12-13. UE: sommet de Luxembourg sur l'élargissement à l'Est et la mise en place du Conseil de l'Euro.

CULTURE

11. Prix Louis Delluc 1997 aux films *On connaît la chanson*, d'Alain Resnais, et *Marius et Jeannette*, de Robert Guédiguian. 16. Le Centre Getty de Los Angeles, œuvre de l'architecte Richard Meier, ouvre ses portes.

